

ETAT DES LIEUX

Secteur des bibliothèques

KULTUR-
ENTWICKLUNGSPLANG
2018 – 28

VOL 12





Luxembourg Learning Center © Sana Murad

Sommaire

Mise en garde	4
Préface par Eric Thill, ministre de la Culture	6
1. Inventaire par Henning Marmulla	12
1.1. Einleitung	13
1.2. Bestandsaufnahme der Akteur/innen der Luxemburger Bibliotheklandschaft	21
1.3. Positionierungen der Akteur/innen. Auswertung der Fragebögen, Interviews und Avisen	39
1.4. Zusammenfassung der wichtigsten Ergebnisse. Synthese	91
2. Les Assises sectorielles des bibliothèques	102
2.1. Pistes pour la réforme de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques	103
3. Le secteur des bibliothèques en chiffres	110
3.1. Les acteurs du secteur des bibliothèques soutenus par le ministère de la Culture	111
3.2. Les douze bibliothèques agréées	123
3.3. L'emploi dans le secteur des bibliothèques	150
3.4. La Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL)	154
3.5. Les aides financières du ministère de la Culture aux bibliothèques	161
3.6. Les usages des bibliothèques au Luxembourg	165
4. Annexes	172
4.1. Biblio- et webographie	173
4.2. Répertoire des bibliothèques	174

Mise en garde

La mesure n° 6 du *Kulturentwécklungsplang 2018-2028* (Kep), publié en 2018 et ancré dans l'accord de coalition du gouvernement, préconise « l'établissement d'un état des lieux précis et complet du secteur artistique et culturel au Luxembourg ». Pour concrétiser cet objectif, le ministère de la Culture a mandaté des auteurs et autrices indépendant/es de dresser des inventaires objectifs des différents secteurs artistiques au Luxembourg. Ces inventaires, présentés et discutés lors d'Assises sectorielles, sont ensuite complétés par les services du ministère de la Culture. Après la publication des *États des lieux* Théâtre, Musiques amplifiées, Musique classique, Arts visuels, et Secteur du livre – Littérature & édition, voici le sixième volume dédié au secteur des bibliothèques. L'inventaire établi par Henning Marmulla au cours des années 2023 et 2024 et discuté lors d'Assises sectorielles le 24 mai 2024 à la Bibliothèque nationale, a servi de base à cette publication. La deuxième partie de ce document résume les discussions des Assises et la troisième partie offre une compilation de chiffres et de statistiques, dont certains inédits, qui ont pour année de référence 2024.

Le quatrième lieu

Par Eric Thill, ministre de la Culture



© Eric Chenal

Chaque matin, le tram de la Ville de Luxembourg dépose de nombreux/ses visiteurs/ses à l'arrêt Bibliothèque nationale, au Kirchberg, avec une fréquence de passage de trois à quatre minutes. Cette cadence souligne la complémentarité entre l'accessibilité de l'information et les rôles multiples qu'assument aujourd'hui les bibliothèques. À l'image des déplacements qui relient quotidiennement les habitants/es à leur territoire, les bibliothèques occupent aujourd'hui une fonction essentielle dans la diffusion des connaissances, des documents et des ressources numériques. Les bibliothèques sont des piliers de notre démocratie. Elles favorisent l'esprit critique, garantissent l'accès de tous à la culture et créent des espaces de dialogue et de participation citoyenne. Soutenir les bibliothèques, c'est investir dans la cohésion sociale et dans une société plus éclairée, plus inclusive et plus démocratique.

À une époque marquée par l'accélération de la dématérialisation des savoirs, semblant parfois menacer les bibliothèques, ces dernières proposent au contraire un modèle d'espace public dédié à la diffusion des connaissances, quel qu'en soit le support. Elles constituent un réseau ouvert et fluide pour la libre circulation de l'information. Cette vision rejoint les propos de Frank Scholze, directeur de la Deutsche Nationalbibliothek, la Bibliothèque nationale d'Allemagne, qui affirme : « Nous collectons les traces d'une société en mouvement¹. » Cette formule résonne particulièrement dans le contexte actuel, où un nombre croissant de bibliothèques en Europe est directement relié aux réseaux de transport public. La bibliothèque contemporaine ne saurait en effet être réduite à un simple espace de conservation des ouvrages physiques, ni à une infrastructure figée où chaque titre occuperait une place immuable. Elle constitue désormais un lieu de rencontre, de partage et de communication, un espace vivant où se croisent des publics aux parcours variés.

Pour mieux soutenir l'écosystème des bibliothèques au Luxembourg et identifier des pistes d'amélioration, une cartographie du secteur s'imposait. L'inventaire dressé par Henning Marmulla met en évidence un large consensus du secteur en faveur d'une réforme de la loi de 2010 sur les bibliothèques publiques, notamment pour renforcer la professionnalisation des bibliothèques, assouplir certains critères d'agrément et mieux soutenir les nouvelles structures. Cette étude révèle également un manque de personnel qualifié, des besoins croissants en matière de formation et d'infrastructures, ainsi qu'une volonté forte de développer davantage de bibliothèques communales sur l'ensemble du territoire. Ces éléments soulignent l'importance d'un cadre adapté pour accompagner durablement l'essor des bibliothèques au Luxembourg.

¹ Voir : <https://www.faz.net/aktuell/rhein-main/frankfurt/frankfurter-gesichter/frankfurter-gesichter-frank-scholze-leitet-die-deutsche-nationalbibliothek-18873140.html>

En 2024, les douze bibliothèques agréées² ont enregistré plus de 266 000 prêts, dont 203 211 dans les bibliothèques communales, tandis que le nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves a atteint 15 819 personnes et celui des usagers/ères inscrit/es 35 118. Les nouvelles inscriptions ont, quant à elles, culminé à 6 071 en 2024, soit le nombre le plus élevé observé depuis 2019. L'offre documentaire continue également de croître : entre 2014 et 2024, le nombre de titres sur support physique a augmenté de 31 108 unités. Enfin, l'analyse linguistique des collections révèle une forte prédominance de l'allemand, qui représente en moyenne 58 % des ouvrages proposés, tandis que le français atteint jusqu'à 22 % de l'offre. Le luxembourgeois demeure plus minoritaire avec environ 7 % des ouvrages, alors que les publications dites « Luxemburgensia » représentent en moyenne 12 % des collections sur dix ans. Ces données, bien qu'elles témoignent de la vitalité du secteur des bibliothèques, restent néanmoins partielles. Dans ce contexte, la plateforme numérique nationale bibnet.lu³, coordonnée par la Bibliothèque nationale, œuvre pour une centralisation des données des bibliothèques faisant partie de ce réseau. Cette interface unique favorise la mutualisation des ressources, l'alimentation d'un catalogue collectif ainsi que l'enrichissement de l'expérience des usagers/ères – notamment à travers l'accès à une offre de livres numériques (eBooks) et la mise en place du service de vidéo à la demande MéNuLu⁴.

Les bibliothèques sont des piliers de notre démocratie. Elles favorisent l'esprit critique, garantissent l'accès de tous à la culture et créent des espaces de dialogue et de participation citoyenne. Soutenir les bibliothèques, c'est investir dans la cohésion sociale et dans une société plus éclairée, plus inclusive et plus démocratique.

Bien qu'il s'agisse d'un domaine en évolution, le secteur des bibliothèques au Luxembourg se caractérise encore par de fortes disparités en termes de ressources financières, humaines et numériques sur l'ensemble du territoire. En juin dernier, le projet de loi n° 8523 sur les bibliothèques publiques et spécialisées a été voté en séance plénière de la Chambre des députés. Ce texte de loi, résultat d'un long processus de consultation publique⁵, vise à renforcer le rôle des bibliothèques en tant que piliers démocratiques. Il entend encourager les partenariats avec les communes, reconnaître les bibliothèques spécialisées pour leur plus-value culturelle, et renforcer l'autonomie des bibliothèques en leur permettant une plus grande flexibilité dans leurs horaires d'ouverture et leur

² À noter que cette analyse se concentre sur les bibliothèques bénéficiant d'aides du ministère de la Culture.

³ En 1985, la Bibliothèque nationale a pris l'initiative de fonder et de coordonner le réseau des bibliothèques luxembourgeoises bibnet.lu. Aujourd'hui, ce réseau rassemble 93 membres, incluant des bibliothèques d'instituts culturels, universitaires, scolaires, publiques et spécialisées.

⁴ MéNuLu, la première médiathèque numérique au Luxembourg, a été lancée en avril 2022 par la Lëtzebuerg City Bibliothèque, la Bibliothèque nationale du Luxembourg et la Médiathèque du Centre national de l'audiovisuel (CNA). Il s'agit d'un service de vidéo à la demande (VOD) et de streaming musical riche de plus de 20.000 documents audiovisuels et 7 millions de titres issus des plateformes Kanopy, filmfriend, Divercities et la Philharmonie de Paris.

⁵ La loi du 6 juillet 2026 relative aux bibliothèques publiques et spécialisées résulte d'un processus participatif engagé dès 2022, comprenant une consultation publique sur la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques, suivie d'un workshop thématique organisé en avril 2023 afin d'identifier les besoins du secteur et les pistes de réforme. Ce travail a été complété par un inventaire réalisé en 2023 et présenté lors des Assises des bibliothèques en mai 2024, mettant en évidence le besoin d'une modernisation et d'une plus grande flexibilisation du cadre légal.

politique d'acquisition. Il prévoit également une adaptation des financements étatiques aux priorités et aux enjeux spécifiques de chaque structure, ainsi qu'un meilleur soutien à la programmation culturelle et aux projets de digitalisation. Ces mesures ont pour objectif de préserver le rôle traditionnel des bibliothèques tout en leur octroyant les ressources nécessaires pour faire face aux défis contemporains et futurs.

L'influenceuse Patricia Mou explore sur X – anciennement Twitter – la notion de « quatrième espace », un lieu à la fois public et intime centré sur le renforcement des communautés. Selon cette ambassadrice du *fourth place*, le domicile constituerait le premier espace, le travail le deuxième, l'espace public le troisième, et les communautés porteuses de sens le quatrième espace. Dans cette perspective, la bibliothèque comme « quatrième lieu »⁶ se distingue des tiers-lieux traditionnels (cafés, salles de sport) par l'importance accordée à l'intentionnalité des rencontres. Elle n'est plus seulement un espace de sociabilité, mais un environnement hybride⁷, un terrain propice à la création, au dialogue et à l'apprentissage. Aujourd'hui, les bibliothèques sont de véritables plateformes de participation démocratique offrant des espaces sûrs ainsi qu'un accès au savoir, aux médias et aux nouvelles technologies. Les soutenir revient à affirmer un attachement fort aux valeurs de partage, d'éducation et de citoyenneté qui fondent une société ouverte et éclairée.

⁶ Voir : <https://square.banq.qc.ca/blog-biblio/quatrime-lieu>

⁷ Patricia Mou a également fondé à San Francisco The Commons, un espace physique conçu comme une bibliothèque moderne.

Bibliothèques municipales



Tamara Sondag, responsable de la Bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette © Sana Murad



Les rayons de la Bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette © Sana Murad

Interactions



Bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette © Sana Murad



1
Inventaire
par
Henning
Marmulla

1.1. EINLEITUNG

1.1.1 Bibliotheken. Ein Prolog

Bibliotheken stellen Wissen bereit. Niemand wird davon ausgeschlossen, sich dieses Wissen in der Bibliothek oder per Ausleihe daheim anzueignen. Die Bibliothek ist aber auch ein sozialer Ort, ein „tiers lieu“ oder „troisième lieu“, an dem man nicht nur Beratung bei der Recherche oder der Auswahl des geeigneten Mediums bekommt – sei es ein Buch, ein Hörbuch, ein Spiel oder ein E-Book –, sondern auch in Austausch mit den anderen Bibliotheksgänger/innen treten kann.¹ Dies geschieht im Bibliotheksalltag oder auch bei Veranstaltungen, seien es Lesungen, Workshops oder Kinderveranstaltungen. Im Idealfall bildet eine Bibliothek über die Zeit eine regelrechte „communauté“ heraus, die sich in der Bibliothek wie zuhause fühlt. In der Bibliothek kann man sich bilden, sich unterhalten, sich entspannen. Sie ist hochgradig demokratisch, weil ihre Benutzungsordnung für jede/n gleichermaßen gilt. Seit 2023 werden die Bibliotheken auf der EU-Agenda im Rahmen des „Culture Work Plan“ unter der Priorität B geführt.²

In Luxemburg ist das Bibliothekswesen darüber hinaus kostenfrei. In Zeiten zunehmender Armut ist dies besonders wichtig. Seriöser Journalismus im Netz ist oft kostenpflichtig, in Anbetracht dessen sind die Bibliotheken quasi eine Oase der kostenfreien Informationszugänglichkeit für alle. Doch damit eine Bibliothekslandschaft funktionieren kann, müssen die gesetzlichen und konkreten Rahmenbedingungen stimmen. Um diese Bedingungen den aktuellen Gegebenheiten anzupassen und eben dafür eine Bestandsaufnahme des Status quo und der Wünsche und Bedürfnisse der in den Bibliotheken beschäftigten Akteur/innen einzufangen, hat das Kulturministerium diese Studie im Rahmen des Kulturentwicklungsplans (KEP, 2018-2028) in Auftrag gegeben. Das Ziel der Studie besteht darin, die Stärken, aber auch die Probleme der hiesigen Bibliothekslandschaft herauszuarbeiten und die Stimmen der im Sektor tätigen – angestellten und ehrenamtlichen – Akteur/innen einzufangen und systematisch darzustellen. Doch die Bestandsaufnahme folgt keinem Selbstzweck. Sie soll eine Basis darstellen, auf der das Gesetz über die öffentlichen Bibliotheken aus dem Jahr 2010 (*Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*) neu bewertet werden kann. Denn eine der zentralen Fragen für das Luxemburger Bibliothekswesen ist die, ob das Gesetz so bleiben, überarbeitet oder neu geschrieben werden soll.

¹ Vgl. zum Beispiel <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-04-0057-001> (letzter Aufruf: 3. Februar 2024).

² [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32022G1207\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32022G1207(01)) (letzter Aufruf: 3. Februar 2024).

11.2 Bibliotheken in Luxemburg. Geschichte & Status quo

In seinem Luxemburg-Beitrag zum Sammelband *Les bibliothèques en Europe* weist der Bibliothekar Jean-Marie Reding zu Recht darauf hin, dass die besondere demografische (v. a. auch linguale) Situation in Luxemburg Auswirkungen auf die Struktur der Luxemburger Bibliotheksbestände hatte.³ Das betrifft nicht nur die Nationalbibliothek, sondern alle Bibliothekstypen, die es in Luxemburg gibt – von der großen öffentlichen Gemeindebibliothek bis zur kleinen spezialisierten Vereinsbibliothek. Dies schlägt sich so auch nieder in Artikel 5 der *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*, in dem es heißt:

„La bibliothèque publique met à la disposition de ses usagers une collection justifiant d'un caractère d'actualité, relative aux principaux domaines du savoir et de la culture au moins dans les trois langues prévues par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.

Les critères définissant les thèmes, le nombre des ouvrages et collections ainsi que les supports sont précisés par voie de règlement grand-ducal.“⁴

Die öffentlichen Bibliotheken, von denen es heute 15 gibt, stammen historisch von den Pfarrbibliotheken ab, von denen die erste 1844 gegründet wurde.⁵ Mittlerweile gibt es keine einzige Pfarrbibliothek mehr im Land. Nach dem Gleichschaltungsschock unter deutscher Besatzung im Zweiten Weltkrieg und einer Erholung nach 1945 begann die Anzahl der Bibliotheken ab den 1960er Jahren zu schrumpfen. Die privatwirtschaftlich betriebenen Leihbibliotheken (Verleih gegen Gebühr) schlossen, und auch die Zahl der nicht-kommerziellen Gewerkschafts- und Pfarrbibliotheken ging stark zurück.⁶ Was die jüngsten Entwicklungen angeht, hat es seit 1999, so Bernard Linster, „in Luxemburg eine Welle von Neugründungen“ gegeben. „Zehn Bibliotheken wurden in elf Jahren gegründet“.⁷ Jean-Marie Reding erklärt dies auch mit dem Pisa-Schock. Der habe das Land 2001 wachgerüttelt, was die Bedeutung von Bibliotheken angeht.⁸ Diese Neugründungen, zumeist in Form von ASBL-Bibliotheken, wurden jedoch ohne einen gesetzlichen Rahmen durchgeführt. Und so kann man mit Blick auf die öffentlichen Bibliotheken das erste Jahrzehnt des neuen Jahrtausends als Versuchsdekade dafür beschreiben, ein Bibliotheksgesetz auf die Beine zu stellen. Gesetzesvorschläge aus den Jahren 2003⁹ und 2007¹⁰ jedoch wurden nicht umgesetzt. Beide aber, sowohl der Vorschlag des LSAP-Abgeordneten Marc Zanussi von 2003 als auch der Vorschlag des CSV-Abgeordneten Marco Schank für einen „Service de bibliothèques publiques“ aus dem Jahr 2007, sahen explizit die Förderung von Bibliotheksneugründungen vor. Das Gesetz über die öffentlichen Bibliotheken, das 2010 gestimmt wurde und bis heute gilt, kommt ohne diesen Aspekt aus. Eine Bibliotheksneugründung hat mit diesem Gesetz keinen Anspruch auf Förderung, sondern erst dann, wenn sie alle Kriterien für eine öffentliche Bibliothek erfüllt, die im Gesetz festgelegt sind. Dies ist denn auch einer der

3 Jean-Marie Reding, „Les bibliothèques au Luxembourg“, in: Frédéric Blin (Dir.), *Les bibliothèques en Europe. Organisation, projets, perspectives*, S. 261-265, hier 261. Dem Beitrag sowie einem ausführlichen Interview mit seinem Autor Jean-Marie Reding, das am 24. Oktober 2023 geführt wurde, verdankt dieses Teilkapitel wichtige Informationen zur Geschichte des Luxemburger Bibliothekswesens. Vgl. dazu auch <https://bni.public.lu/de/bni/missions-histoire.html> (letzter Aufruf: 12. Februar 2024).

4 <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2010/06/24/n1/jo> (letzter Aufruf: 13. Februar 2024).

5 Bernard Linster, *Die Entwicklung des luxemburgischen Bibliothekswesens von seinen Anfängen bis heute: auf dem Weg zum strukturierten Bibliothekssystem?*, Köln 2011 (= Kölner Arbeitspapiere zur Bibliotheks- und Informationswissenschaft, Bd. 55), S. 13.

6 <https://www.land.lu/page/article/687/336687/FRE/index.html> (letzter Aufruf: 8. März 2024).

7 Linster, *Entwicklung des luxemburgischen Bibliothekswesens*, a. a. O. (Anm. 5), S. 29. In diesem Kontext verweist der Autor aber auch darauf, dass es sich bei diesen zehn Neugründungen in neun Fällen um Vereinsbibliotheken handelte, die „teilweise eine sehr unsichere finanzielle Grundlage“ hatten.

8 *Luxemburger Wort* vom 19. Oktober 2015; <https://tinyurl.com/yxp5vvsr> (letzter Aufruf: 8. März 2024).

9 <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/001/001/030207.pdf> (letzter Aufruf: 8. März 2024).

10 <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/017/637/061366.pdf> (letzter Aufruf: 8. März 2024).

Hauptkritikpunkte der Akteur/innen aus dem Sektor am derzeitigen Gesetz (vgl. Kap. 3 und 4 dieses Berichts). Zum Stand der Dinge der öffentlichen Bibliotheken vgl. Kap. 2.1.

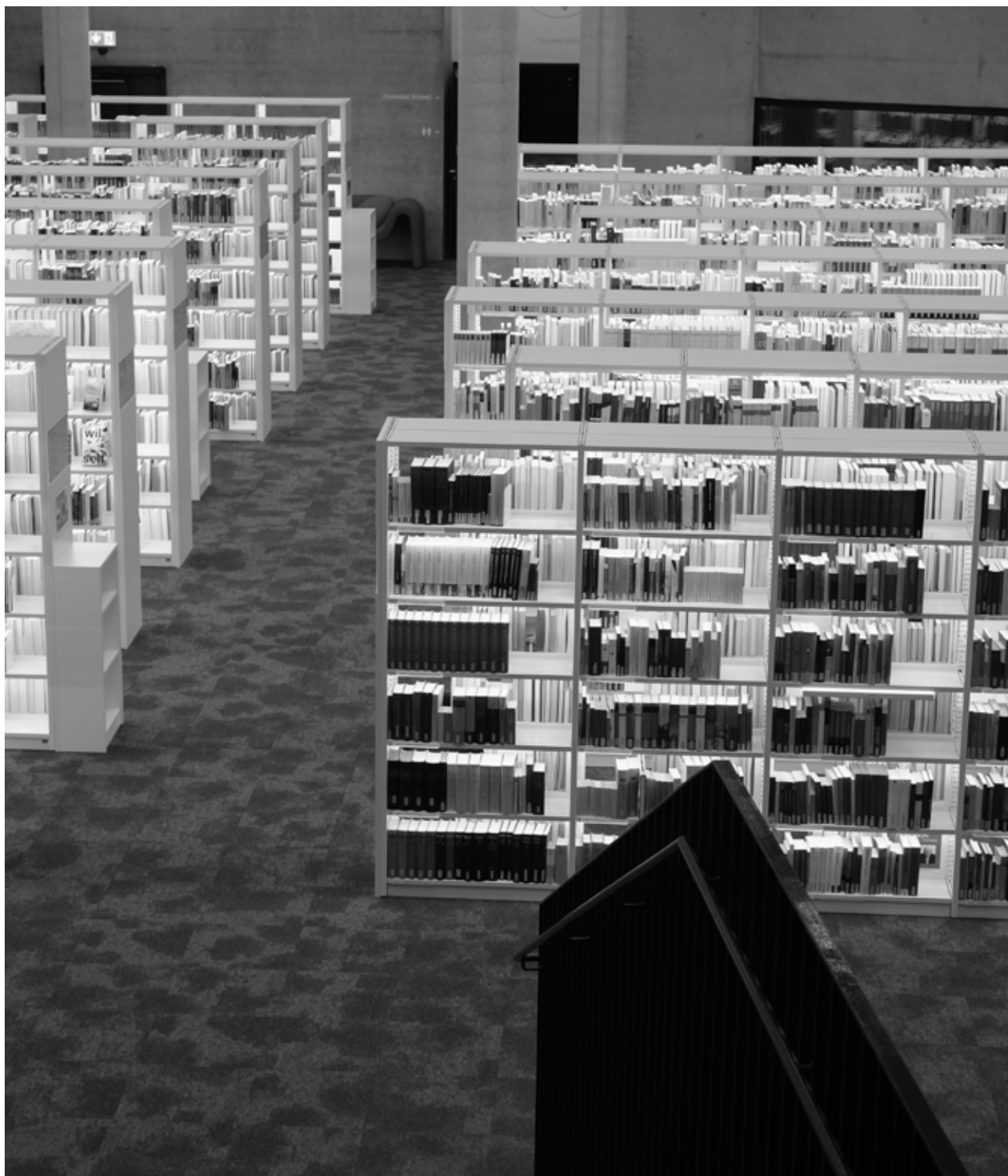
Die heutige Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) wurde 1798 ursprünglich als Schulbibliothek von den Behörden der Französischen Republik gegründet, war zwei Jahre später dann aber auch für eine breite Öffentlichkeit zugänglich. Es folgte eine wechselhafte Geschichte, in deren Verlauf die Bibliothek Anfang des 19. Jahrhunderts zur ersten kommunalen Bibliothek der Stadt Luxemburg wurde. 1899 wird sie erstmals offiziell als „Bibliothèque nationale du Luxembourg“ bezeichnet. Seit 1930 gibt es in der BnL eine separate Abteilung für Luxemburgensia, seit 1958 die erste *Loi organique* zur BnL, mit der auch der „dépôt légal“ (die Pflichthinterlegung für Drucksachen) eingeführt wurde. Durch die *Loi du 25 juin 2004 portant sur la réorganisation des instituts culturels de l'État* wurde der „dépôt légal“ auf audio-visuelle (CNA) und digitale Medien (BnL) ausgeweitet. Zu den heutigen Aufgaben der BnL vgl. Kap. 2.4 dieses Berichts.

2003 wurde die Universität Luxemburg gegründet, indem u. a. drei ehemals autonome Hochschulinstitute zusammengelegt wurden. Damit erhielt Luxemburg nicht nur die erste Universität, sondern auch die erste Universitätsbibliothek seiner Geschichte. Ursprünglich sollte, so schreibt Bernard Linster in seiner Studie über die Entwicklung des luxemburgischen Bibliothekswesens, eine „Bibliothèque nationale et universitaire“ entstehen, doch die neue Universitätsbibliothek preschte voran und etablierte sich als eigenständige Bibliothek.¹¹ Heute pflegen die Universitätsbibliothek, die 2018 im Zuge des Umzugs der Bibliothek nach Esch-Belval als Luxembourg Learning Center (LLC) neu aufgestellt wurde, und die BnL ein hervorragendes und durch zahlreiche Kooperationen geprägtes Verhältnis.

Während die gesetzlichen Grundlagen für die BnL und das LLC klar und für alle Beteiligten ausreichend formuliert sind, verhält es sich beim Gesetz für die öffentlichen Bibliotheken anders. Das Gesetz sieht eine finanzielle Unterstützung für diejenigen öffentlichen Bibliotheken vor, die ein Agrément mit dem Ministerium unterzeichnet haben. Dieses Agrément ist geknüpft an einige Voraussetzungen (vgl. dazu Kap. 2.5). Es kann auf kommunale oder von einer ASBL getragene Bibliotheken angewendet werden, aber nicht jede öffentliche Bibliothek hat bisher ein Agrément mit dem Ministerium unterzeichnet. Hinzu kommt die Frage, ob nicht auch spezialisierte Bibliotheken in den Genuss einer Förderung durch das Ministerium kommen sollten, und wenn ja, unter welchen Bedingungen.¹² Dies ist eine der zentralen Fragen, die im Rahmen dieser Studie an die beteiligten Akteur/innen der verschiedenen Bibliothekstypen gestellt wurden.

¹¹ Linster, *Entwicklung des luxemburgischen Bibliothekswesens*, a. a. O. (Anm. 5), S. 29. Vgl. auch <https://www.uni.lu/llc-en/about> (letzter Aufruf: 12. Februar 2024).

¹² Man darf dabei nicht vergessen, dass es bereits jetzt spezialisierte Bibliotheken gibt, die durch ein Fachministerium Unterstützung bekommen. Bei der hier gestellten Frage geht es aber um weitere Maßnahmen, mit denen das Betreiben der Bibliothek durch den Staat – in diesem Fall durch das Kulturministerium – unterstützt werden könnte.



Salle de lecture du Luxembourg Learning Centre (LLC) © Sana Murad

1.1.3 Zur Struktur der Studie

Um die Positionen aus dem Sektor zu erheben, wurden für diese Bestandsaufnahme umfangreiche Fragebögen an die öffentlichen, spezialisierten und wissenschaftlichen Bibliotheken im Land verschickt.¹³ Ergänzend wurden ausgewählte Interviews mit Vertreter/innen der verschiedenen Bibliothekstypen und der Verbände geführt. Die Ergebnisse werden in Kapitel 3 präsentiert.

Mit den Fragebögen wurden für alle Bibliothekstypen grosso modo die gleichen Aspekte abgefragt. Und dennoch wurden sie den verschiedenen Bibliothekstypen jeweils angepasst. Nach welchen Bibliothekstypen in diesem Bericht unterschieden wird, wird in Kapitel 2 dargelegt. Die verschiedenen Fragen werden in Kapitel 3 bei der Auswertung der Umfragen vorgestellt.

Folgende Interviews wurden geführt:

Öffentliche Bibliotheken:

- Escher Bibliothék mit der Leiterin Tamara Sondag am 19. Oktober 2023 (3 Stunden)
- Bibliothèque Tony Bourg in Ulflingen mit der Leiterin Agnes Poupart-Voermans am 7. November 2023 (3 Stunden und 15 Minuten)
- Bibliothèque municipale de Differdange mit der Leiterin Jil Weiler am 10. November 2023 (2 Stunden und 15 Minuten)
- Cité Bibliothèque Luxembourg mit der Leiterin Deborah Storn am 14. November 2023 (2 Stunden und 30 Minuten)
- Mierscher Lieshaus mit der Leiterin Lia Blum am 30. November 2023 (2 Stunden und 15 Minuten)
- Ettelbrécker Bibliothék mit der Leiterin Blanche Nosbusch, der Mitarbeiterin Carmen Rospek sowie den Verwaltungsratsmitgliedern Sylvie Thull-Ries (Vize-Präsidentin) und Christine Sittner (Sekretärin) am 5. Dezember 2023 (2 Stunden und 30 Minuten)

Spezialisierte Bibliotheken:

- CITIM (Centre d'Information Tiers Monde) in Luxemburg mit Richard Graf am 1. November 2023 (2 Stunden und 45 Minuten)
- Institut Grand-Ducal. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique in Luxemburg mit dem Leiter Joseph Reisdorfer am 11. Januar 2024 (1 Stunde)
- Bibliothèque Marc Grond in Luxemburg telefonisch mit der Leiterin Elsa Fischbach am 22. Februar (1 Stunde und 30 Minuten)

Wissenschaftliche Bibliotheken:

- Bibliothèque nationale du Luxembourg in Luxemburg mit dem Leiter Claude D. Conter am 23. Oktober 2023 (2 Stunden und 15 Minuten)
- Luxembourg Learning Center in Esch-Belval mit der Leiterin Marie-Pierre Pausch-Antoine am 13. Februar 2024 (1 Stunde)
- Grand Séminaire de Luxembourg / Luxembourg School of Religion & Society mit der Leiterin Isabelle Wies und der Mitarbeiterin Catherine Paul am 14. Februar 2024 (1 Stunde)

¹³ Zur genauen Auswahl der Bibliotheken vgl. Kap. 2.1.



Bicherthéik de Schengen © Sana Murad

Espaces culturels

Bicherthéik de Schengen © Sana Murad



Verbände:

- ALBAD und FëBLux mit dem Vize-Präsidenten (ALBAD) bzw. Präsidenten (FëBLux) Jean-Marie Reding am 24. Oktober 2023 (3 Stunden und 30 Minuten)
- Jonk BAD über Videokonferenz mit dem Präsidenten Alexej-Flynn Graf sowie der Schatzmeisterin Caroline Rocco und der ehemaligen Präsidentin (2018-2022) Anne Manternach am 30. Januar 2024 (1 Stunde)

Verbund bibnet.lu

- Telefonisch mit Jackie Dupont und Vicky Pelkes am 29. November 2023 (30 Minuten) sowie in der BnL am 4. Dezember 2023 (1 Stunde)

Im zweiten Kapitel werden die wesentlichen Akteur/innen des Luxemburger Bibliothekswesens vorgestellt. Im dritten Kapitel werden die Ergebnisse der Fragebogen-Auswertung sowie der Interviews präsentiert. Hier werden auch die Avisen zum Gesetz für die öffentlichen Bibliotheken von 2010 vorgestellt, die die Verbände im Jahr 2022 auf Einladung des Kulturministeriums eingereicht haben. In einem abschließenden vierten Kapitel werden die signifikanten und relevanten Ergebnisse zusammengefasst.

1.2. BESTANDSAUFNAHME DER AKTEUR/INNEN DER LUXEMBURGER BIBLIOTHEKSLANDSCHAFT

1.2.1 Die verschiedenen Bibliothekstypen in Luxemburg

Die Luxemburger Bibliothekslandschaft unterteilt sich in öffentliche, spezialisierte und wissenschaftliche Bibliotheken. Darüber hinaus gibt es Schulbibliotheken und Privatbibliotheken. Sowohl die Schulbibliotheken, weil sie dem Erziehungsministerium unterstehen, als auch die Privatbibliotheken, weil sie nicht systematisch erfasst sind und nicht direkt von einem neuen Gesetz betroffen sein werden, wurden nicht für diese Bestandsaufnahme befragt. Nicht angeschrieben wurden ferner die Bibliotheken, die erkennbar keinen direkten Kontakt mit Besucher/innen haben (u. a. die digitalen wissenschaftlichen Bibliotheken), sowie solche Bibliotheken, die erkennbar nicht für die Öffentlichkeit zugänglich sind.

Angeschrieben wurden insgesamt 81 Bibliotheken.

Unter den 81 angeschriebenen Bibliotheken finden sich 15 öffentliche Bibliotheken, die allesamt auch in der Union Luxembourgeoise des Bibliothèques Publiques (ULBP) vertreten sind. Der *Lëtzebuurger Bibliothéiksguide* aus dem Jahr 2020¹⁴ versammelt unter den öffentlichen Bibliotheken insgesamt 20; da fünf von ihnen aber einer sprachlichen bzw. altersspezifischen Spezialisierung folgen, werden diese fünf im vorliegenden Bericht zu den spezialisierten Bibliotheken gezählt. Es handelt sich um:

Camões – Centro Cultural Português Luxemburgo (portugiesisch)¹⁵

Circolo Culturale e Ricreativo Eugenio Curiel (Luxemburg) (italienisch)

Círculo Cultural Español „Antonio Machado“ (Luxemburg) (spanisch)

Il était une fois (Luxemburg) (Kinderliteratur)

Nederlandstalige Jeugdbibliotheek Luxemburg (Kinder- und Jugendliteratur, niederländisch)

Alle versammelten Meinungen aus dem Sektor sind diejenigen der Individuen, die an der Studie teilgenommen haben, nicht die ihrer Institutionen. In der Regel haben die Bibliotheksleiter/innen an der Umfrage teilgenommen. Bei den öffentlichen Bibliotheken haben stets die Leiter/innen die Fragen beantwortet.

15 öffentliche Bibliotheken

Von den 15 öffentlichen Bibliotheken gelten zwölf als öffentliche Bibliotheken im Sinne der *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*.¹⁶ Das bedeutet auch, dass sie allesamt ein Agrément mit dem Kulturministerium haben, an das Netzwerk bibnet.lu angeschlossen sind und seit seiner Einführung im Jahr 2022 mit dem Bibliothekssystem Alma arbeiten. Sechs dieser zwölf Bibliotheken stehen unter kommunaler Trägerschaft, die anderen sechs werden von einer ASBL getragen. Es handelt sich um die folgenden Bibliotheken:

¹⁴ Jean-Marie Reding (Hg.), *Lëtzebuurger Bibliothéiksguide*, 6., durchgesehene und erweiterte Auflage, Luxemburg 2020.

¹⁵ Camões – Centro Cultural Português Luxemburgo steht unter der Obhut des Außenministeriums.

¹⁶ Seit der Anerkennung der Bicherthéik Schengen ist diese Zahl von 12 auf 13 Bibliotheken gestiegen.

Zwölf Bibliotheken im Sinne der *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*:

Sechs davon kommunal getragen:

Bibliothèque municipale de Differdange

Bibliothèque municipale de Grevenmacher

Bibliothèque publique régionale de Dudelange

Bibliothèque Tony Bourg (Ulflingen)

Cité Bibliothèque Luxembourg¹⁷

Escher Bibliothéik

Sechs davon von einer ASBL getragen:

Bibliothéik Eschdorf

Ettelbrécker Bibliothéik

Mierscher Lieshaus

Musel-Sauer-Mediathéik (Wasserbillig)

Ourdall Bibliothéik (Vianden)

Weeltzer Ludo-Bibliothéik

Es gibt in Luxemburg eine weitere öffentliche Gemeindebibliothek, die jedoch kein Agrément mit dem Kulturministerium hat, nicht im Netzwerk bibnet.lu ist und mit dem System PS-Biblio arbeitet: die Bicherthéik (Schengen). Diese interkommunale Bibliothek hat eine Vorfinanzierung vom Kulturministerium erhalten und befindet sich auf dem Weg zum Agrément.

Auch die übrigen zwei öffentlichen Bibliotheken haben kein Agrément mit dem Kulturministerium. Sie werden beide von einer ASBL getragen: das Centre culturel et d'Éducation populaire de Bonnevoie (Luxemburg) und die Lënster Bibliothéik (Junglinster).

63 spezialisierte Bibliotheken

Unter den 81 angeschriebenen Bibliotheken finden sich 63 spezialisierte Bibliotheken.

2 Musées de la Ville de Luxembourg

Abbaye de Clervaux, Bibliothèque

Amis de l'Histoire de la commune de Pétange

Archives de la Ville de Luxembourg

Archives nationales de Luxembourg

Banque centrale du Luxembourg

Bibliothèque centrale de la Magistrature

Bibliothèque de l'IPIL (Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg)

Bibliothèque du Consistoire israélite du Luxembourg

Bibliothèque Marc Grond

Camões – Centro Cultural Português Luxemburgo

Centre d'animation pédagogique et de loisirs (CAPEL)

Centre de documentation et d'information sur les migrations humaines (CDMH)

Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg

Centre de prévention des addictions (Cnapa)

Centre Hospitalier de Luxembourg

¹⁷ Der Name wurde im Juni 2024 in Lëtzebuerg City Bibliothèque geändert.

Centre national de l'audiovisuel (CNA)
 Centre national de littérature (CNL)
 Centre pénitentiaire de Luxembourg
 Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) – Troisième lieu
 Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CEPAS)
 Cercle Culturel et historique de Leudelange
 Chambre des Députés
 CID | Fraen an Gender Luxembourg
 Cinémathèque
 Circolo Culturale e Ricreativo Eugenio Curiel
 Círculo Cultural Español „Antonio Machado“
 CITIM (Centre d'information Tiers Monde)
 Club Haus beim Kiosk (ancien nom Loa : Bibliothèque du Club Seniors)
 Commission européenne – Bibliothèque centrale
 Conseil d'État
 Conservatoire de musique de la Ville de Luxembourg
 Conservatoire de musique d'Esch-sur-Alzette
 Conservatoire de musique du Nord, sites Dikrich et Ettelbruck
 Cour de Justice de l'Union Européenne
 Cour des comptes européenne – Service „bibliothèque, documentation et archives“
 Ecole nationale de l'Education Physique et des Sports/Sportlycée
 ErwuesseBildung
 European Institute of Cultural Routes
 FFGL (Amis de l'Histoire de la forteresse de Luxembourg)
 Fondation Lëtzebuerger Blannevereenegung
 General Patton Memorial Museum
 Il était une fois
 InfoLab – Casino Luxembourg, Forum d'art contemporain
 Institut de formation de l'Éducation nationale (IFEN)
 Institut Grand-Ducal. Section des arts et lettres
 Institut Grand-Ducal. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques
 Institut Grand-Ducal. Section historique
 Institut Grand-Ducal. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique
 Lëtzebuerger Architektur Musée
 Ligue luxembourgeoise de l'enseignement
 Luxembourg Center for Architecture (LUCA)
 Luxracines, biblio Walferdange
 Mënscherechtsbibliothék
 MPI Luxembourg Library (now: LCEL)
 Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM)
 Musée national d'histoire militaire
 Musée Victor Hugo à Vianden
 Nederlandstalige Jeugdbibliotheek Luxemburg
 oekobib mediathék
 Rockhal – Rocklab
 Société préhistorique luxembourgeoise
 Union Grand-Duc Adolphe

Drei wissenschaftliche Bibliotheken

Unter den 81 angeschriebenen Bibliotheken finden sich drei wissenschaftliche Bibliotheken.

Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL)

Grand Séminaire de Luxembourg / Luxembourg School of Religion & Society (LSRS)

Luxembourg Learning Center (LLC)

Ihnen wurde kein Fragebogen zugeschickt; es wurden mit allen drei Bibliotheken Interviews geführt.

Im eigentlichen Sinne gehört der Bicherbus zu den öffentlichen Bibliotheken. Da er aber von der BnL organisiert wird, wurde er in diesem Bericht nicht als separate Bibliothek aufgeführt, sondern der BnL zugeordnet.

Die Aufgaben der Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) sind im geänderten Gesetz vom 25. Juni 2004 über die Reorganisation der staatlichen Kulturinstitute¹⁸ festgelegt:

- „Sie übernimmt die gesetzliche Hinterlegung gemäß Artikel 10 und verwaltet die Sammlungen, die sich daraus ergeben.
- Sie ergänzt diese Sammlungen durch den Ankauf von im Ausland erschienenen gedruckten oder digitalen Publikationen, die sich auf das Großherzogtum Luxemburg und seine Staatsangehörigen beziehen oder von Autoren geschaffen wurden, die mit dem Großherzogtum in Verbindung stehen.
- Sie erstellt und verbreitet die Nationalbibliografie.
- Sie bewahrt und bereichert das nationale Kulturerbe, das sie verwahrt.
- Sie verwaltet Sonderbestände: Handschriften, seltene und wertvolle Drucke, grafische Dokumente, Karten und Pläne, Einbände, Musikalien, Tondokumente, illustrierte Bücher und Künstlerbücher.
- Sie bewahrt offizielle Veröffentlichungen internationaler Organisationen oder solche, die in Anwendung internationaler Abkommen erworben wurden, auf.
- Sie sammelt, katalogisiert, bewahrt und bereichert ihre Sammlungen nicht-luxemburgischen Ursprungs.
- Sie gewährleistet den Zugang einer möglichst großen Zahl von Menschen zu den Sammlungen, auch durch Ausleihe und Fernabfrage, unter Einsatz modernster Technologien.
- Sie übernimmt die Koordination des luxemburgischen Bibliotheksnetzes.
- Sie verwaltet den Kollektivkatalog.
- Sie trägt zur Entwicklung des Bibliothekswesens auf nationaler und internationaler Ebene bei.“¹⁹

¹⁸ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2004/06/25/n7/jo> (letzter Aufruf: 6. März 2024).

¹⁹ <https://bnl.public.lu/de/bnl/missions-histoire.html> (letzter Aufruf 6. März 2024).

In Art. 19 der *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques* wurden die Aufgaben der Nationalbibliothek erweitert (vgl. auch Kap. 2.5 dieser Studie):

- Beteiligung an der Erstellung des nationalen Gesamtkatalogs unter Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse der öffentlichen Bibliotheken,
- Teilnahme an der Ausbildung von angestellten und ehrenamtlichen Mitarbeiter/innen öffentlicher Bibliotheken,
- Unterstützung der öffentlichen Bibliotheken bei allen Fragen im Zusammenhang mit dem Aufbau ihrer Bestände,
- die fachliche Expertise und Beratung.

Nach dem Umzug der BnL im Jahre 2019 vom Boulevard de Roosevelt auf den Kirchberg stand im Jahre 2022 ein weiteres großes Projekt an: die Umstellung des Bibliothekssystems von Aleph auf Alma. Carlo Blum, Informatikverantwortlicher bei der BnL und seit Juli 2023 ihr stellvertretender Direktor, erklärte im Dezember 2023 gegenüber der Wochenzeitung *worx*: „Dieses cloudbasierte System bietet ganz neue Möglichkeiten, die Vielfalt der Bestände zugänglich zu machen. Aleph war ein klassisches Client-Server-System, mit dem Nachteil, dass der Zugriff auf die Dateien, aber auch alle Umstrukturierungen oder Ergänzungen über die Zentrale liefen.“ Alma, so der Artikel weiter, laufe „nicht mehr als Programm auf jedem Computer, sondern in der Cloud, abrufbar über eine spezielle Internetseite. Programmupdates laufen im Hintergrund und müssen nicht an jedem Computer einzeln vorgenommen werden.“

Das Luxembourg Learning Center (LLC) beherbergt die Universitätsbibliothek. Neben dem physischen Bestand bietet das LLC eine umfangreiche (digitale) Mediensammlung. Es bietet Schulungen zur Nutzung von Datenbanken an und kümmert sich um die Verwaltung und Veröffentlichung des wissenschaftlichen Outputs der Universität über das Online-Repository ORBilu.

Die Bibliothek des Grand Séminaire, 1845 mit Gründung des Seminars ins Leben gerufen, beinhaltet nicht nur die Sammlung des Seminars selbst und der Luxembourg School for Religion & Society, sondern auch die liturgische und katechetische Dokumentation, die Bibliotheken des Diözesanbibeldienstes sowie die von „Justice et Paix“. Außerdem hat das Consistoire Israélite du Luxembourg Räumlichkeiten angemietet.

1.2.2. Verbände und Vereine

Der Verband ULBP (Union Luxembourgeoise des Bibliothèques Publiques, dt.: Verband der öffentlichen Bibliotheken Luxemburgs) ist der Dachverband der öffentlichen Bibliotheken in Luxemburg. In ihm sind 15 Mitgliedsbibliotheken versammelt. Der Verband bietet seinen Mitgliedsbibliotheken Service, Beratung und Information und stellt ihre politische Vertretung dar. Der Verband wurde am 31. Januar 2007 gegründet. Sein Präsident ist seit dem 1. Juni 2016 Gusty Graas, Generalsekretär ist Bernard Linster, Schatzmeisterin ist Agnès Poupart-Voermans.

FëBLux (Fir ëffentlech Bibliothéiken, Lëtzebuerg) ist eine 2009 als ASBL gegründete Fundraising-Organisation für öffentliche Bibliotheken in Luxemburg. Präsident von FëBLux ist seit dem 24. November 2009 Jean-Marie Reding. Seit dem 21. November 2017 ist er zusätzlich Sekretär. Vize-Präsidenten sind seit dem 15. April 2016 Sarah Krecké und seit dem 26. April 2017 Michel Donven. Schatzmeister ist seit dem 24. November 2009 Henri Lutgen.

Während der Verband ULBP und die Organisation FëBLux nur die öffentlichen Bibliotheken repräsentieren, ist die Vereinigung ALBAD (Associatioun vun de Lëtzebuerger Bibliothekären, Archivisten an Dokumentalisten) für alle Bibliothekstypen – sowie die Archive und die Dokumentationszentren – zuständig. Präsidentin der am 16. Dezember 1991 gegründeten ASBL ist Estelle Beck, Vize-Präsidenten sind Jean-Marie Reding und Romain Reinard. Das Amt der Schatzmeisterin übernimmt Agnès Poupart-Voermans, Bernard Linster ist Sekretär. Das Amt der Generalsekretärin übernimmt Nicole Moujon. Die ALBAD ist Mitglied in der IFLA (seit 2003) und in der EBLIDA (seit 2009).

Seit dem 4. Juli 2015 gibt es zudem die Jonk BAD (Jong Bibliothéikswiesen-, Archivistik- an Dokumentatiouns-Studenten, dt.: Junge Studenten im Bibliotheks-, Archiv- und Dokumentationswesen), in denen sich die Akteure des Sektors von morgen versammeln. Die Jonk BAD beraten Studierende ihres Sektors zu BAD-Studiengängen und -berufen, vernetzen ihre Mitglieder mit Institutionen, Vereinen sowie untereinander und promovieren die Berufsfelder ihres Sektors. Präsident der Jonk BAD ist derzeit Alexej-Flynn Graf, Schatzmeisterin ist Caroline Rocco und das Amt des Sekretärs übernimmt Moises Piedade.

1.2.3. Conseil supérieur des bibliothèques

Der Conseil supérieur des bibliothèques (CSB), ins Leben gerufen mit Artikel 20 der *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*, setzt sich zusammen aus den folgenden Mitgliedern:

- einem/r Vertreter/in jeder agierten öffentlichen Bibliothek (zurzeit sind das zwölf),
- einem/r Vertreter/in der ULBP (Union luxembourgeoise des bibliothèques publiques) (zurzeit Tanja Dühr),
- einem/r Vertreter/in des Personals der agierten öffentlichen Bibliotheken,
- einem/r diplomierten Experten/in im Bibliothekswesen (zurzeit Estelle Beck),
- zwei Vertreter/innen des Ministers oder der Ministerin, der/die für Kultur zuständig ist (zurzeit Cédric Kayser und Beatrice Godart unter Kulturminister Eric Thill),
- einem/r Vertreter/in des Ministers oder der Ministerin, der/die für Erziehung zuständig ist (zurzeit Anne-Marie Antony unter Erziehungsminister Claude Meisch),
- einem/r Vertreter/in des Syvicol (zurzeit Pascal Nicolay),
- dem/r Direktor/in der Bibliothèque nationale du Luxembourg (zurzeit Claude D. Conter),
- dem/r Direktor/in des Centre national de littérature (zurzeit Nathalie Jacoby),
- dem/r Direktorin des Centre national de l'audiovisuel.

Die Aufgaben des CSB sind die folgenden:

- der Austausch von Informationen in Bezug auf die Aufgaben und Tätigkeiten der öffentlichen Bibliotheken,
- die Koordinierung von Aktivitäten zur Förderung des Lesens und des Wissens sowie von Maßnahmen zur Entwicklung von Kompetenzen im Bereich der Literaturrecherche,
- die Koordination der Aktivitäten zur ständigen Weiterbildung des Personals öffentlicher Bibliotheken,
- die Formulierung von Stellungnahmen und Vorschlägen, die dem/der für Kultur zuständigen Minister/in vorgelegt werden.

1.2.4. Das Netzwerk bibnet.lu / Service des bibliothèques publiques der BNL / Formationen

1985 hat die BnL das Netzwerk bibnet.lu gegründet. Seine Mitgliedsbibliotheken betreiben einen gemeinsamen Kollektivkatalog und nutzen die damit verbundenen Dienste und Werkzeuge. Sie verwenden gemeinsame homogene und mit internationalen Bibliotheken kompatible bibliothekarische Standards, Normen und Protokolle. Dadurch soll die Zusammenlegung von Ressourcen (Sammlungen, professionelle Expertise, Technologien und langfristige Entwicklung), die Nutzung einer kollektiven Leserdatei, eine vereinfachte Verwaltung der Ausleihe und die Erstellung statistischer Berichte ermöglicht werden. Das Netzwerk verwaltet und sichert insbesondere die Wartung sowie die Entwicklung von IT- und Management-Tools, die von den Bibliotheken des Netzwerks gemeinsam genutzt werden.

Die Bibliotheksnutzer/innen aller beteiligten Bibliotheken haben Zugriff auf den Kollektivkatalog über das Recherche-Tool a-z.lu.

Das Netzwerk unterscheidet sechs Bibliothekstypen, sogenannte IZ (Institutionszonen).

- IZ BnL (Bibliothèque nationale du Luxembourg)
- IZ Bibliothèques publiques (alle öffentlichen Bibliotheken mit einem Agrément)
- IZ uni.lu (Luxembourg Learning Center)
- IZ Enseignement & Formation
- IZ Bibliothèques spécialisées
- IZ Bibliothèques sci. num.

Stand Februar 2023 sind insgesamt 87 Bibliotheken, Mediatheken, Dokumentations- und Informationszentren im Netzwerk vertreten. Sie verteilen sich wie folgt auf die sechs IZ:

IZ BnL (Bibliothèque nationale du Luxembourg):

2 / BNL, Bicherbus

IZ Bibliothèques publiques (alle öffentlichen Bibliotheken mit einem Agrément):

12 /

Kommunal: Bibliothèque municipale de Differdange; Bibliothèque municipale de Grevenmacher; Bibliothèque publique régionale de Dudelange; Bibliothèque Tony Bourg (Ufflingen); Cité Bibliothèque Luxembourg; Escher Bibliothéik

ASBL: Bibliothéik Eschdorf; Ettelbrécker Bibliothéik; Mierscher Lieshaus; Musel-Sauer-Mediatheik (Wasserbillig); Ourdall Bibliothéik (Vianden); Weeltzer Ludo-Bibliothéik

IZ uni.lu (Luxembourg Learning Center)

1

IZ Enseignement & Formation (Bibliotheken in Schulen und Institutionen der Erwachsenenbildung):

44 Bibliotheken, Dokumentations- und Informationszentren und Mediatheken / Athénée de Luxembourg; Centre de documentation de la Fédération de l'UGDA; Centre de documentation musicale de l'UGDA; Centre Jean XXIII – Grand Séminaire; Centre pour le développement des apprentissages; Centre pour le développement des apprentissages Differdange; Centre pour le développement des compétences relatives à la vue; Conservatoire de la Ville de Luxembourg; Conservatoire de musique

du Nord; Consistoire Israélite du Luxembourg; École européenne – Luxembourg I / cycle du secondaire; École européenne – Luxembourg I / cycle du primaire; École internationale de Differdange & Esch-sur-Alzette; École internationale Gaston Thorn; École internationale de Mondorf les-Bains; École nationale pour adultes; Fräi-ëffentlech Waldorfschoul Lëtzebuerg; IFEN; Institut national des langues; Lënster Lycée; Lycée Aline Mayrisch; Lycée Bel-Val; Lycée classique de Diekirch; Lycée Classique Echternach; Lycée des arts et des métiers Luxembourg; Lycée des arts et métiers, Campus Dommeldange; Lycée Edward Steichen; Lycée Guillaume Kroll; Lycée Hubert Clément; Lycée Josy Barthel Mamer; Lycée Mathias Adam; Lycée Michel-Rodange Luxembourg; Lycée Nic-Biever Dudelange; Lycée Robert-Schuman Luxembourg; Lycée Technique Agricole; Lycée technique de Bonnevoie; Lycée Technique de Lallange; Lycée Technique pour Professions Educatives et Sociales; Maacher Lycée; Nordstad-Lycée; Script; Service de l'intégration et de l'accueil scolaires; Sportlycée; Zentrum fir politesch Bildung

IZ Bibliothèques spécialisées:

26 / 2 Musées de la Ville de Luxembourg; Administration de la gestion de l'eau; Archives nationales de Luxembourg; Bibliothèque centrale de la Magistrature; Casino Luxembourg, Forum d'art contemporain (InfoLab); Centre de documentation et d'information sur les migrations humaines (CDMH); Centre national de l'audiovisuel (CNA); Centre national de littérature (CNL); CID | Fraen an Gender Luxembourg; CIGALE – Bibliothèque Marc Grond; CITIM (Centre d'Information Tiers Monde); Commission consultatives des Droits de l'Homme – Mënscherechtsbibliothék; Commission de surveillance du secteur financier; Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg (IPIL); Institut Grand-Ducal. Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques; Institut Grand-Ducal. Section historique; Luxembourg Center for Architecture (LUCA); Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art; Musée national de la Résistance; Musée national d'histoire militaire; Natur an ëmwelt asbl; oekobib mediathék; RehaZenter; Service de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale; Service géologique de l'État / Bibliothèque des Sciences de la Terre; Statec

IZ Bibliothèques sci. num. (digitale wissenschaftliche Bibliotheken):

2 / Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST); Luxembourg Institute of Health (LIH)

2022 kam es zu einer kompletten Systemumstellung vom Programm Aleph auf Alma (vgl. Kap. 2.1 dieses Berichts).

Der „Service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau“ des Netzwerkes bietet ein Aus- und Weiterbildungsprogramm für die Mitarbeiter/innen der Bibliotheken an, die im Netzwerk Mitglied sind. Diese Formationen sind obligatorisch für die Mitarbeiter/innen. Von der Teilnahme hängt die Freigabe für spezifische Tätigkeiten im Bibliotheksalltag ab. Im Jahr 2022 haben insgesamt 286 Personen an 44 Formationen teilgenommen.

Grafik 1

Tableau des formations du réseau bibnet.lu pour l'année de transition vers Alma 2022

Formations	Titre de formation	Participants par formation
4	Introduction à la topologie ALMA	277
4	2* Gestion des acquisitions sous ALMA (Partie I) & Création des commandes sous ALMA (Partie I)	48
	Gestion des acquisitions sous ALMA (Parties I&2) & Création des commandes sous ALMA (Parties I&2)	7
	Gestion des acquisitions sous ALMA (Partie 2) & Création des commandes sous ALMA (Partie 2)	18
11	6* Gestion des usagers et du prêt sous ALMA (Partie I)	170
	4* Gestion des usagers et du prêt sous ALMA (Partie II)	115
	Gestion des usagers sous ALMA	8
11	5* Gestion des ressources sous ALMA (Partie I)	155
	4* Gestion des ressources sous ALMA (Partie II)	139
	2* Gestion des ressources abrégée (consultation et gestion des exemplaires)	19
7	4* Gestion des périodiques sous ALMA (Partie I)	45
	1* Gestion des périodiques sous ALMA (Partie I+II)	6
	2* Gestion des périodiques sous ALMA (Partie II)	34
7	Formation d'initiation aux règles d'indexation selon RAMEAU (Partie I)	23
	Formation d'initiation aux règles d'indexation selon RAMEAU (Partie II)	50
	3* Formation aux règles d'indexation selon RAMEAU Partie 3/3 : directives bibnet.lu	25
	Initiation Platex pour l'indexation Rameau et la gestion des notices d'autorité	21
	Initiation Platex pour l'indexation Rameau	
44 formations		Personnes participantes 286

1.2.5. Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques

Nach den gescheiterten Versuchen aus den Jahren 2003 und 2007 (vgl. Kap. 1.2 dieses Berichts) kam es im Jahre 2010 zur Verabschiedung des Gesetzes über die öffentlichen Bibliotheken. Das Gesetz vom 24. Juni 2010 über öffentliche Bibliotheken²⁰ regelt die Kriterien für eine Definition als öffentliche Bibliothek und damit auch für eine Förderung durch das Kulturministerium. Nicht zu übersehen ist dabei, dass es mehr öffentliche Bibliotheken im Land gibt, als es Bibliotheken gibt, die nach der Definition des Kulturministeriums als öffentliche Bibliotheken gelten (vgl. Kap. 3.1). Das *Règlement grand-ducal du 4 juillet 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques* regelt bestimmte Details des Gesetzes.

In diesem Kapitel werden die wichtigsten Aspekte des Gesetzes und der großherzoglichen Verordnung vorgestellt.

Das Ziel des Gesetzes besteht darin, so Art. 1,

- eine bessere Verbreitung der Wissensgesellschaft in allen Bevölkerungsschichten zu ermöglichen,
- einen Rahmen für die Entwicklung von öffentlichen Bibliotheken zu schaffen, die über das gesamte Gebiet des Großherzogtums Luxemburg verteilt sind, um den Einwohner/innen einen gleichberechtigten Zugang zum Lesen, zu Wissen, Information, Staatsbürgerkunde und Kultur zu gewährleisten und ihnen die Möglichkeit zu geben, ihre Kenntnisse während ihres gesamten Lebens zu erweitern,
- diese öffentlichen Bibliotheken mit modernen Kommunikationstechniken auszustatten,
- die Bedingungen festzulegen, die diese Bibliotheken erfüllen müssen, um eine Zulassung als öffentliche Bibliothek zu erhalten, damit sie in den Genuss staatlicher finanzieller Unterstützung kommen können,
- die Professionalisierung der Bibliotheken des Landes zu fördern,
- Synergien, insbesondere zwischen Gemeinde-, Vereins- und Schulbibliotheken, durch die Schaffung von öffentlichen Bibliotheken mit regionaler Ausrichtung zu fördern.

Art. 2 des Gesetzes definiert die „öffentliche Bibliothek“ im Sinne des Gesetzes. Demnach gilt als „öffentlich“ eine Bibliothek,

- die zur Verwirklichung des in Art. 1 des Gesetzes definierten Zwecks beiträgt,
- deren Dienstleistungen für jedermann zugänglich sind, unabhängig von Alter, Rasse, Geschlecht, Religion, Nationalität, Sprache oder sozialem Status,
- die von einer oder mehreren Gemeinden, einem Gemeindeverband oder einer anderen juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts verwaltet wird,
- die die Genehmigung des/der für Kultur zuständigen Ministers bzw. Ministerin erhalten hat.

²⁰ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2010/06/24/n1/fo> (letzter Aufruf: 13. Februar 2024).



Bicherthéik de Schengen © Sana Murad

Promotion de la lecture



Bicherthéik de Schengen © Sana Murad



Bibliothèque d'Esch-sur-Alzette © Sana Murad



Bibliothèque d'Esch-sur-Alzette © Sana Murad

Kapitel III (Art. 3-10) regelt die Dienstleistungen und den Betrieb von öffentlichen Bibliotheken. In Art. 3 sind die Dienstleistungen aufgeführt, die eine öffentliche Bibliothek ihren Nutzer/innen kostenlos anbieten muss. Dazu gehören

- die Einsichtnahme in die Bestände vor Ort,
- die Ausleihe von Werken an die Nutzer/innen,
- der Zugang zum Internet und zum Online-Verbundkatalog des luxemburgischen Bibliotheksnetzes,
- ein Informationsdienst und Hilfe bei der Suche nach Dokumenten,
- ein interaktives Auskunftssystem,
- Aktivitäten zur Förderung des Lesens und des Wissens sowie Aktivitäten zur Vermittlung von Fähigkeiten zur dokumentarischen Recherche mit modernen technologischen Hilfsmitteln in Zusammenarbeit mit kulturellen, sozialen und bildungspolitischen Akteuren.

Art. 4 des Gesetzes regelt, dass die öffentlichen Bibliotheken ihren Nutzer/innen wöchentliche Mindestöffnungszeiten garantieren müssen. Die großherzogliche Verordnung präzisiert dazu in Art. 2, dass eine öffentliche Bibliothek mindestens zwölf Stunden in der Woche geöffnet sein müsse. Außerdem müssen mindestens zwei der folgenden drei Öffnungszeiten angeboten werden: eine Stunde zwischen 12 Uhr und 14 Uhr an einem Werktag pro Woche, bis 19 Uhr an einem Werktag pro Woche sowie mindestens zwei Stunden am Samstag. Bibliotheken, die gemäß Art. 9 des Gesetzes zu einer einzigen öffentlichen Bibliothek mit regionaler Ausrichtung zusammengeschlossen sind, können gemeinsam die Mindestöffnungszeiten erfüllen.

In Art. 5 des Gesetzes wird festgehalten, dass die öffentlichen Bibliotheken ihren Nutzer/innen eine aktuelle Sammlung zu den wichtigsten Wissens- und Kulturbereichen in mindestens den drei Sprachen zur Verfügung stellen müssen, die im Gesetz vom 24. Februar 1984 über die Sprachenregelung vorgesehen sind, das heißt in Luxemburgisch, Französisch und Deutsch. Die Kriterien, die die Themen, die Anzahl der Werke und Sammlungen sowie die Medien festlegen, werden in Art. 3 der großherzoglichen Verordnung präzisiert. Angeboten werden müssen Nachschlagewerke und Zeitschriften sowie ein Bestand an Werken in mindestens den drei o. g. Sprachen. Ferner müssen audiovisuelle und andere Methoden zum Erlernen dieser Sprachen angeboten werden, eine umfangreiche Sammlung zur Geschichte, Gesellschaft, Kultur, Literatur, Wirtschaft und den Institutionen des Großherzogtums Luxemburg sowie über die Geschichte des Aufbaus und der Funktionsweise der Europäischen Union – einschließlich des Zugangs zu den Online-Datenbanken des Virtuellen Zentrums für europäisches Wissen (Centre virtuel de la connaissance de l'Europe). Schließlich muss jede öffentliche Bibliothek lokale Publikationen im Bestand haben, die in der Gemeinde oder in den Gemeinden, die von der öffentlichen Bibliothek bedient werden, herausgegeben werden. Der Bestand an Titeln muss mindestens so groß sein, dass auf eine/n Einwohner/in pro Gemeinde ein Titel kommt. Dies gilt bis zu einer Grenze von 15.000 Einwohner/innen, es müssen aber mindestens 3.500 Titel im Bestand gehalten werden. Der Bestand ist ferner jährlich durch den Erwerb neuerer Titel in Höhe von 3 % des Bestandes zu ergänzen. Der Bestand soll gedruckte, digitale und audiovisuelle Publikationen umfassen.

Art. 3 der großherzoglichen Verordnung schreibt weiter vor, dass mindestens zwei Computer mit Internetanschluss für jede öffentliche Bibliothek mit 1 bis 3.000 Einwohner/innen und ein zusätzlicher Computer mit Internetanschluss für jeweils weitere 3.000 Einwohner/innen bereitgestellt werden sollen, wobei die öffentliche Bibliothek frei entscheiden kann, wie viele Computer mit Internetanschluss sie bei mehr als 9.000 Einwohner/innen installieren möchte.

Art. 6 des Gesetzes schreibt die Mitgliedschaft im nationalen Netzwerk der luxemburgischen Bibliotheken vor (bibnet.lu), das von der Nationalbibliothek koordiniert wird.

Art. 7 regelt die Personalsituation. Jede öffentliche Bibliothek, die eine Gemeinde mit mehr als 10.000 Einwohner/innen versorgt, muss mindestens eine/n halbtags tätige/n Mitarbeiter/in beschäftigen, der/die eine postsekundäre Ausbildung und/oder angemessene Berufserfahrung vorweisen kann. Der Artikel sieht weiter vor, dass die Bedingungen für die Anzahl und die Qualifikationen des Personals öffentlicher Bibliotheken durch eine großherzogliche Verordnung festgelegt werden können, was seit 2010 aber nicht geschehen ist. Schließlich wird geregelt, dass öffentliche Bibliotheken die Dienste von ehrenamtlichen Mitarbeiter/innen in Anspruch nehmen können.

Art. 8 bestimmt, dass sich jede öffentliche Bibliothek eine Hausordnung gibt, in der die Rechte und Pflichten der Benutzer/innen festgelegt sind.

Art. 9 regelt die Möglichkeit, dass sich mehrere Bibliotheken, darunter insbesondere Gemeinde-, Vereins-, privatrechtlich organisierte thematische und Schulbibliotheken, gemeinsam um die Anerkennung als öffentliche Bibliothek bewerben. Einen solchen Zusammenschluss gibt es bis heute nicht.

Art. 10 regelt die Möglichkeit, dass öffentliche Bibliotheken den durch Artikel 21 des Gesetzes geschaffenen Dienst des Bücherbusses in Anspruch nehmen, um ihr Angebot zu ergänzen und zu fördern.

Kapitel IV regelt in zwei Artikeln die Agréments zwischen den öffentlichen Bibliotheken und dem Kulturministerium. In Art. 11 ist festgehalten, dass eine Bibliothek die Zulassung als „öffentliche Bibliothek“ beantragen kann, die durch Beschluss des für Kultur zuständigen Ministeriums nach Stellungnahme des CSB gemäß Art. 20 des Gesetzes erteilt wird, sofern die Bibliothek die in den Artikeln 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 und 9 des Gesetzes festgelegten Kriterien erfüllt.

Art. 12 beschreibt das Vorgehen für die Antragsstellung.

Finanzierungsfragen werden in Kap. IV in sechs Artikeln geregelt. Demnach, so Art. 13, sind vorbehaltlich der folgenden Bestimmungen die Betriebskosten der öffentlichen Bibliotheken von den Gemeinden, Gemeindeverbänden oder den juristischen Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, denen sie unterstehen, zu tragen.

Art. 14 regelt, dass der Staat sich an den Personalkosten und den sonstigen Betriebskosten der öffentlichen Bibliotheken durch Subventionen beteiligt, die den Satz von 50 Prozent nicht überschreiten dürfen, die die durch großherzogliche Verordnung festgelegten Höchstbeträge einhalten und die eventuellen anderen staatlichen Subventionen berücksichtigen. Die Modalitäten dieser Beteiligung und die Höchstbeträge werden durch eine großherzogliche Verordnung festgelegt.

In Art. 15 ist geregelt, dass der Staat sich an den Kosten für den Erwerb von neuen Werken oder Sammlungen, von Mobiliar und technologischen Hilfsmitteln gemäß den Modalitäten, die durch großherzogliche Verordnung festgelegt werden, beteiligt. Die Regelung in der entsprechenden großherzoglichen Verordnung lautet wie folgt:

Art. 4 der großherzoglichen Verordnung hält fest, dass der Staat sich an den Kosten für Fach- und Hilfspersonal sowie an den sonstigen Betriebskosten der öffentlichen Bibliotheken bis zu einem Betrag von EUR 45.000,- pro Jahr und öffentlicher Bibliothek beteiligt. Unter „sonstige Betriebskosten“ sind zu verstehen:

- Bürokosten,
- die Kosten für die Instandhaltung der Räumlichkeiten,
- Kosten für Werbung,
- Kosten für kulturelle Veranstaltungen, insbesondere für Konferenzen, Autorenlesungen und pädagogische Aktivitäten,
- Kosten für Schulungen,
- Kosten für die Erstellung von namentlich gekennzeichneten Leserausweisen,
- Kosten im Zusammenhang mit der Zahlung der angemessenen Vergütung für den öffentlichen Verleih gemäß der großherzoglichen Verordnung vom 8. Januar 2007 über die angemessene Vergütung für den öffentlichen Verleih,
- Kosten für die Anschaffung moderner IT- und Kommunikationsmittel.

Art. 5 der großherzoglichen Verordnung bestimmt, dass der Staat die Kosten für den Erwerb und die Verwaltung der EDV-Systeme übernimmt, die von den öffentlichen Bibliotheken in Ausführung von Artikel 6 des Gesetzes über öffentliche Bibliotheken gemeinsam genutzt werden, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 21 a) dieses Gesetzes. Außerdem ist festgehalten, dass der Staat jährliche Finanzhilfen von bis zu EUR 20.000,- pro öffentlicher Bibliothek gewährt, um die Kosten für den Erwerb neuer Bücher und Sammlungen sowie von Mobiliar zu decken.

Art. 16 ergänzt Art. 9 des Gesetzes und beschreibt, dass der Zusammenschluss von Bibliotheken durch einen einmaligen Zuschuss von maximal EUR 75.000,- gefördert wird, der auf mehrere Haushaltsjahre verteilt werden kann. Dieser Betrag entspricht dem Wert 685,17 des Verbraucherpreisindexes auf der Basis 100 am 1. Januar 1948 und wird entsprechend der Entwicklung dieses Indexes angepasst.

Art. 17 regelt, dass die in den Artikeln 14, 15 und 16 vorgesehenen Finanzhilfen kumulierbar sind. Im Falle einer Bibliothek, die aus mehreren Einheiten besteht, werden die Finanzhilfen von der in Art. 9 des Gesetzes definierten Zentralbibliothek entgegengenommen und auf die verschiedenen Einheiten aufgeteilt. Ferner sind hier Details zur Antragsstellung festgehalten.

Art. 18 bestimmt die Frist für die Einreichung eines Tätigkeitsberichts, in dem die Verwendung der erhaltenen Fördermittel begründet wird, der Bilanz des vergangenen Jahres sowie eines ausgefüllten Fragebogens. Diese Frist ist jährlich am 15. März.

Art. 19 in Kap. VI über das Kompetenzzentrum für öffentliche Bibliotheken, das im nationalen Netzwerk der Bibliotheken an der BnL eingerichtet wurde, regelt die folgenden Aufgaben für diesen Dienst:

- Beteiligung an der Erstellung des nationalen Gesamtkatalogs unter Berücksichtigung der spezifischen Bedürfnisse der öffentlichen Bibliotheken,
- Teilnahme an der Ausbildung von angestellten und ehrenamtlichen Mitarbeiter/innen öffentlicher Bibliotheken,
- Unterstützung der öffentlichen Bibliotheken bei allen Fragen im Zusammenhang mit dem Aufbau ihrer Bestände,
- die fachliche Expertise und Beratung.
- Der Artikel bestimmt auch, dass die Modalitäten der Zusammenarbeit zwischen den öffentlichen Bibliotheken und der Nationalbibliothek in einer Vereinbarung geregelt werden.

Art. 20 in Kap. VII über den Conseil supérieur des bibliothèques publiques (CSB) bestimmt die Aufgaben und die Zusammensetzung dieses konsultativen Organs. Vgl. dazu Kap. 2.3 dieses Berichts.

Kap. VIII enthält zwei Artikel mit Änderungsbestimmungen. Art. 21 regelt Änderungen, die die *Loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat*²¹ betreffen. Bei diesen Änderungen geht es u. a. darum, die in Art. 9 des entsprechenden Gesetzes geregelten Aufgaben der BnL zu erweitern, konkret

- die Verwaltung der Bibliotheksinformationssysteme und der damit verbundenen Verwaltungsinstrumente zu übernehmen, die von den Mitgliedsbibliotheken des nationalen Netzwerks der luxemburgischen Bibliotheken und von den Mitgliedsbibliotheken des luxemburgischen Konsortiums für den Erwerb und die Verwaltung elektronischer Publikationen gemeinsam genutzt werden,
- das nationale Netzwerk der luxemburgischen Bibliotheken und das luxemburgische Konsortium für den Erwerb elektronischer Publikationen zu koordinieren, insbesondere die Katalogisierungs- und Indexierungsarbeit zu koordinieren, mit dem Ziel, den nationalen Kollektivkatalog dieser Bibliotheken zu verwalten,
- die ständige Fortbildung der Mitglieder des Netzwerks im Zusammenhang mit der Nutzung der EDV- und bibliothekarischen Werkzeuge und Dienstleistungen des Netzwerks zu gewährleisten.

Art. 22 regelt acht unbefristete Neueinstellungen.

Die Artikel 23 und 24 in Kap. IX enthalten Übergangsbestimmungen.

²¹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2004/06/25/n7/jo> (letzter Aufruf: 5. März 2024).



Collections de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad

KAPITEL 3: POSITIONIERUNGEN DER AKTEUR/ INNEN.AUSWERTUNG DER FRAGEBÖGEN, INTERVIEWS UND AVISEN

Beteiligung

Von insgesamt 81 angeschriebenen Bibliotheken haben sich 56 beteiligt. Das entspricht 69,14 Prozent. Von den 25 Bibliotheken, die sich nicht beteiligt haben, haben drei ihre Nichtteilnahme begründet. Bei allen drei Bibliotheken handelt es sich um solche, die der Öffentlichkeit gar nicht oder nicht vorrangig zugänglich sind.

Öffentliche Bibliotheken

Von insgesamt 15 öffentlichen Bibliotheken haben sich 14 beteiligt. Das entspricht 93,33 Prozent.

Von insgesamt zwölf öffentlichen Bibliotheken mit Agrément haben sich zwölf beteiligt. Das entspricht 100 Prozent.

Von insgesamt drei öffentlichen Bibliotheken ohne Agrément haben sich zwei beteiligt. Das entspricht 66,67 Prozent.

Von insgesamt sieben kommunalen öffentlichen Bibliotheken haben sich sieben beteiligt. Das entspricht 100 Prozent.

Von insgesamt acht ASBL-getragenen öffentlichen Bibliotheken haben sich sieben beteiligt. Das entspricht 87,5 Prozent.

Spezialisierte Bibliotheken

Von insgesamt 63 spezialisierten Bibliotheken haben sich 39 beteiligt. Das entspricht 61,9 Prozent.

Wissenschaftliche Bibliotheken

Von insgesamt drei wissenschaftlichen Bibliotheken haben sich drei beteiligt. Das entspricht 100 Prozent.

Zur Kategorisierung

Zu Auswertungszwecken in diesem Bericht wurden die drei oben aufgeführten Bibliothekstypen – öffentliche, spezialisierte und wissenschaftliche – in die folgenden fünf Kategorien unterteilt:

- 1) Öffentliche kommunale Bibliotheken mit Agrément (6)
- 2) Öffentliche ASBL-Bibliotheken mit Agrément (6)
- 3) Öffentliche Bibliotheken ohne Agrément (3 angefragt, 2 haben reagiert, darunter 1 Gemeindebibliothek)
- 4) Spezialisierte Bibliotheken (63 angefragt, 39 haben reagiert)
- 5) Wissenschaftliche Bibliotheken (3)

Bei einigen Bibliotheken, die in einem Interview befragt wurden, wurde auf das Ausfüllen eines Fragebogens verzichtet.

Im Anschluss an die Einzelauswertungen wird in Kapitel 4 eine bibliothekstypübergreifende Synthese der wichtigsten Ergebnisse geliefert.

1.3.1 . Öffentliche kommunale Bibliotheken mit Agrément

An der Umfrage haben sich alle sechs öffentlichen kommunalen Bibliotheken mit Agrément beteiligt. Alle sechs Bibliotheken sind dem Verbund bibnet.lu angeschlossen und verfügen über das Bibliothekssystem Alma.

Alltägliche Erfahrungen

Die ersten sieben Fragen in der Umfrage beziehen sich auf die Zufriedenheit der Bibliothekar/innen sowie die ihrer Besucher/innen im Bibliotheksalltag. Es wurde gefragt, ob die Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen in der Bibliothek vermissen und ob die Bibliothekar/innen selbst bestimmte Dienstleistungen nicht anbieten können, die sie aber gern anbieten würden.

Auf die Frage, ob die Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen vermissen, haben jeweils zwei der sechs Bibliotheken mit ja bzw. nein geantwortet bzw. keine Angabe gemacht. In einer Bibliothek wird von Seiten der Besucher/innen ein ruhiger vom Lesesaal abgetrennter Arbeitsraum vermisst. Die Bibliotheksleitung erhofft sich von dem anstehenden Umbau aber eine Besserung dieser Situation. In einer anderen Bibliothek bezieht sich die Unzufriedenheit der Besucher/innen jedoch auf mehrere Aspekte. Als Kritikpunkte von Seiten der Nutzer/innen werden die Öffnungszeiten genannt, die sie gerne auf die Abendstunden ausgeweitet hätten. Die Öffnungszeiten am Samstag erscheinen den Besucher/innen zu kurz. Auch die Parkplatzsituation sei, so die Leitung, ein oft gehörter Kritikpunkt. Ferner vermissen die Besucher/innen Sprach- und Computerkurse sowie mehr Unterstützung beim Ausfüllen von Dokumenten. Als Grund, warum man von Seiten der Bibliothek nicht entgegenwirken könne, gibt die Bibliothek Personalmangel an.

Deutlich mehr Bibliotheken haben mit ja auf die Frage geantwortet, ob sie selbst gerne weitere Dienstleistungen anbieten würden (4), während eine Bibliothek mit nein geantwortet hat und eine keine Angabe gemacht hat. Alle vier Bibliotheken, die gerne mehr als das Bisherige anbieten würden, würden gerne mehr und auch andere Veranstaltungen durchführen. Drei von ihnen würden gerne Bastelworkshops anbieten, eine von ihnen mehr im Bereich Leseförderung unternehmen. Zwei Bibliotheken sehen einen Nachholbedarf im Bereich Sprachkurse, eine im Bereich PC-Schulungen, eine würde gerne einen Schwerpunkt auf intergenerationelle Veranstaltungen legen. Der Grund, warum diese Kurse nicht angeboten werden können, ist für alle vier Bibliotheken der Personalmangel. Das jetzige Personal komme gerade so mit den anderen Aufgaben zurecht. Für zwei der vier Bibliotheken ist zudem Platzmangel ein Grund. Es fehlen eigene Räume, mit denen eine Veranstaltung nicht den normalen Bibliotheksbetrieb stören würde.

Für diesen Punkt lässt sich also eine starke Tendenz ablesen: Eine Mehrzahl der Bibliotheken kritisiert den Personalmangel, aufgrund dessen nicht ausreichend Veranstaltungen angeboten werden können.

Bei der Frage nach der Zufriedenheit der Besucher/innen mit der Infrastruktur der Bibliothek (WIFI, Gebäude, Räumlichkeiten, Barrierefreiheit etc.) geben zwei Bibliotheken an, dass die Besucher/innen zufrieden sind (nein: 1, jein: 2, keine Angabe: 1). Die interessanteste Information ist, dass zwei der drei Bibliotheken, die mit „nein“ bzw. mit „jein“ geantwortet haben, den Geräuschpegel als Grund für die Unzufriedenheit der Besucher/innen anführen. Bei beiden lässt sich ein interessanter Widerspruch beobachten, der etwas mit den Ansprüchen an eine Bibliothek zu tun hat. So gibt es auf der einen Seite Kinder und Jugendliche bzw. auch ältere Menschen, die die Bibliothek als sozialen Ort betrachten, als „tiers lieu“, auf der anderen Seite Studierende, die die Ruhe für ihre Studien benötigen. Platzmangel führt dann zu Konflikten.

Aus diesen Angaben ist zu lernen, dass Bibliotheken, wenn sie sowohl ein Ort des Lernens als auch ein Ort der Begegnung sein wollen, ausreichend Platz und Trennmöglichkeiten benötigen, damit die unterschiedlichen Ansprüche der verschiedenen Besucher/innen-Typen befriedigt werden können.

Auf die Frage, ob die Bibliothekar/innen selbst zufrieden sind mit der Infrastruktur ihrer Bibliothek, antwortet nur eine einzige mit „ja“ (nein: 2, jein: 2, keine Angabe: 1). Alle vier Bibliotheken, die mit „nein“ bzw. mit „jein“ geantwortet haben, hätten gerne mehr Raum in ihrer Bibliothek. Das bedeutet konkret: In einer Bibliothek gibt es nur ein Büro für vier Mitarbeiter/innen. Das kann bei Video-Konferenzen oder längeren Telefonaten problematisch werden. In einer zweiten Bibliothek hat der fehlende Platz dazu geführt, dass die Regale zu hoch und demnach nicht barrierefrei sind. Eine dritte Bibliothek gibt an, dass Büros zu Lagerräumen verkommen und man aufgrund der aktuellen Situation gar nicht in der Lage sei, selbst interessante bzw. hochwertige Sammlungen anzunehmen. Die vierte Bibliothek leidet auch unter Platzmangel, hofft aber auf Besserung durch die für das Jahr 2024 geplanten Umbauarbeiten.

Platzmangel führt bei einer Mehrzahl der öffentlichen Kommunalbibliotheken zu Problemen.

Gesetzliche Grundlage

Nur eine der sechs Bibliotheken ist zufrieden mit dem Gesetz von 2010 (*Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*) (nein: 2, jein: 2, keine Angabe: 1). Von den vier Bibliotheken, die mit „nein“ bzw. „jein“ geantwortet haben, weisen drei auf eine nötige Professionalisierung hin, die im Gesetz verankert werden müsse. Das bezieht sich insbesondere auf die Qualifikation des Personals. Mindestens ein/e diplomierte/r Bibliothekar/in müsse in jeder öffentlichen Bibliothek angestellt sein; zum Teil wird differenziert, dass auch ein Abschluss in einem anderen Fach, dann aber mit Berufserfahrung in einer Bibliothek, anerkannt werden könne. Die aktuelle Zusammensetzung des im Gesetz verankerten CSB wird von zwei Bibliotheken hinterfragt. Von zwei Bibliotheken wird kritisiert, dass die Vorgaben im aktuellen Gesetz (Öffnungszeiten, Bestandszusammensetzung) zu streng seien.

Auch an der Frage, ob es ein neues Bibliotheksgesetz bräuchte, lässt sich der Wunsch nach Professionalisierung ablesen (eine Bibliothek antwortet mit ja, drei mit jein, zwei machen keine Angabe). Drei der vier Bibliotheken, die mit „ja“ bzw. „jein“ geantwortet haben, machen auf die Notwendigkeit mindestens einer diplomierten Person in einer öffentlichen Bibliothek aufmerksam. Eine der vier Bibliotheken hält diesen Punkt für überflüssig. Drei Bibliotheken wollen die Kommunen stärker in die Pflicht nehmen. Dies gilt insbesondere für Neugründungen.

Die Hälfte der Bibliotheken spricht sich also deutlich für eine Professionalisierung im Sinne einer gesetzlich vorgeschriebenen Qualifikation der Mitarbeiter/innen aus. Ebenso spricht sich die Hälfte der Bibliotheken für mehr kommunale Verantwortung für die Bibliotheken aus.

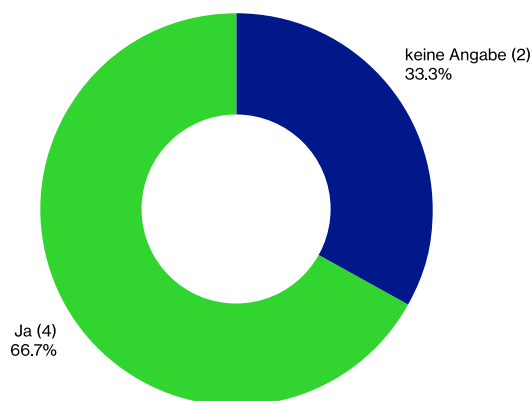
Kommunalisierung

Noch spezifischer nach Kommunalisierung wurde in einem weiteren Punkt gefragt. Es sollte ermittelt werden, ob die Kommunalbibliotheken eine Kommunalisierung der über einen Verein getragenen Bibliotheken für sinnvoll halten. Vier haben mit ja geantwortet, nur zwei haben keine Angabe gemacht. Die vier nennen alle denselben Grund: Eine Kommunalisierung biete bessere Arbeitsbedingungen, das heißt: sichere Arbeitsplätze zu einem guten Gehalt. Eine ASBL, so ergänzen zwei Bibliotheken, habe oft nicht die nötigen Gelder, um ausgebildetes Personal einzustellen, ausreichenden Bestand auszuarbeiten, die Qualität der Dienstleistungen zu gewährleisten. Somit werde, führt eine Bibliothek an, der Berufsstand der Bibliothekar/innen unterwandert. Insgesamt, so schließen zwei Bibliotheken, könnte eine Kommunalisierung eine langfristige Stabilität, v. a. finanziell, bieten.

Grafik 2

Öffentliche kommunale
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Halten Sie es für sinnvoll, dass
sich über einen Verein getragene
Bibliotheken kommunalisieren?



Eine Mehrzahl der Bibliotheken vertritt den Standpunkt, dass das Zurverfügungstellen einer öffentlichen Bibliothek zu den selbstverständlichen Aufgaben einer Gemeinde gehören sollte.

Selbstbild

„Wie ist Ihr Selbstverständnis als Bibliothek? Was ist eine Bibliothek? Was sollte sie sein?“ Auf diese Fragen haben fünf der sechs befragten Bibliotheken geantwortet. Alle fünf Bibliotheken verstehen sich als Ort der Begegnung und des sozialen Austauschs, an dem alle Dienstleistungen kostenfrei angeboten werden. Niemand dürfe an einem solchen Ort ausgeschlossen werden. Ebenso betonen alle fünf Bibliotheken den Aspekt des gemeinsamen Lernens in einer angenehmen Atmosphäre, in der sich jede/r wohlfühlt. Dass man in einer Bibliothek auf die Wünsche der Leser/innen eingehen müsse, betonen drei Bibliotheken. Zwei Bibliotheken heben den Aspekt des Sprachenlernens hervor, was in einem Land wie Luxemburg eine besondere Rolle spiele, sowie die Bedeutung der Bibliothek als Ort der Förderung von Demokratie und Medienkompetenz.

Eine große Mehrzahl der Bibliotheken versteht sich selbst als Ort der Begegnung und des sozialen Austauschs. Dies ist eine eindeutige Verortung der Bibliothek als „troisième lieu“.

Drei Bibliotheken sind der Ansicht, dass man daran arbeiten müsse, Schwellenängste in der Bevölkerung beim Betreten einer Bibliothek abzubauen (drei machen keine Angabe zu dieser Frage). Um dies zu gewährleisten, geben die drei Bibliotheken an, dass sie ihre Marketing-Aktivitäten ausbauen müssten. Es gehe darum, das Bild der Bibliothek als verstaubten Ort, wie es bei einigen ggf. noch vorhanden sei, abzubauen. Zwei der drei Bibliotheken halten es für unabdingbar, bei der Gestaltung von Bibliotheken (architektonisch wie von der Inneneinrichtung her) den Aspekt der Schwellenangst stärker mitzudenken. Eine Bibliothek müsse einladend wirken. Auch die Qualifizierung des Personals spielt für zwei Bibliotheken bei diesem Aspekt eine wichtige Rolle. Eine Bibliothek betonte, dass eine öffentliche Bibliothek in der Gemeinde (zentral) und in die Gemeinde wirken müsse. Eine Möglichkeit dafür wären bibliotheksorganisierte Veranstaltungen auch an anderen Orten als in der Bibliothek selbst. Eine der Bibliotheken, die keine Angabe zu der Frage gemacht haben, informiert darüber, dass sie weniger Schwellenangst als vielmehr Unkenntnis beobachte. Vielen Bewohner/innen sei nicht klar, dass es in ihrer Gemeinde überhaupt eine öffentliche Bibliothek gebe.

Die Hälfte der sechs Bibliotheken ist der Ansicht, dass die Bevölkerung stärker über die Existenz und das Angebot von Bibliotheken informiert werden müsste (Stichwort: Sensibilisierungskampagnen).

Seit einigen Jahren ist das Konzept der „Library of Things“ – z. B. Verleih von Bohrmaschinen, Waffeleisen etc. – in aller Bibliothekar/innen-Munde, aber auch eine Ausweitung der Aufgaben um administrative Dienste, allgemeine Bürger/innen-Beratung, Tourismus, Gaming wird diskutiert. Fünf Bibliotheken (eine macht keine Angabe) halten eine Ausweitung für sinnvoll. Vier der fünf Bibliotheken haben sich dabei direkt zur „Library of Things“ geäußert: Eine hält nichts davon, eine könnte sich so eine Erweiterung unter Umständen vorstellen, zwei finden die Idee sehr gut. Allerdings betonen alle vier Bibliotheken, dass so etwas mit dem aktuell vorhandenen Personal nicht zu stemmen sei. Dafür bräuchte es nicht nur mehr, sondern auch anders qualifiziertes Personal. Eine Bohrmaschine könne nicht von einem Bibliothekar gewartet werden. Zwei Bibliotheken nennen hier die Notwendigkeit einer Kooperation mit externen Partner/innen.

Administrative Dienste in Kooperation mit den Gemeinden halten zwei Bibliotheken für sinnvoll. Eine betont auch, dass Bibliotheken verstärkt Anlaufstelle für Tourist/innen sein könnten. Einen Ausbau der Bibliotheken zu Integrationsorten für Neuankommende nennt eine Bibliothek. Zwei der fünf Bibliotheken betonen die Attraktivität von Kooperationen mit anderen Dienstleister/innen (Streetworker/innen etc.), um die Expertise Dritter und die von Bibliothekar/innen an einem Ort zu versammeln.

Es lässt sich festhalten, dass die öffentlichen Kommunalbibliotheken einer Ausweitung ihres Angebots positiv gegenüberstehen. Allerdings gibt eine Mehrzahl an, dass dies nur mit einer Erhöhung des Personalschlüssels gewährleistet werden könne.

Im Folgenden wurde nach positiven internationalen Vorbildern gefragt. Drei der sechs Bibliotheken haben auf diese Frage geantwortet. Eine Bibliothek nennt die Länder Niederlande, Schweden, Norwegen, Finnland. Zwei Bibliotheken nennen DOKK1 in Aarhus. Von jeweils einer Bibliothek werden die folgenden Bibliotheken genannt: Stadtbibliothek Köln, die Hamburger Bücherhallen, Oodi in Helsinki, Openbare Bibliotheek in Amsterdam, B3 in Liège, Médiathèque Puzzle in Thionville, Calgary Public Library sowie NBD Biblion in Zoetermeer. Eine Bibliothek nennt zudem das dänische Bibliotheksgesetz als Inspiration.

Vision

Bei diesem Fragenbereich sollten die Bibliothekar/innen „träumen“, also jenseits finanzieller Bedenken eine Vision für ihre eigene Bibliothek und die luxemburgische Bibliothekslandschaft im Jahre 2030 entwerfen. Vier Bibliotheken haben auf diese Fragen geantwortet. Alle vier wünschen sich mehr Personal im Bibliothekssektor. Ferner wünschen sich alle vier, dass die Bibliothek stärker als bisher als ein sozialer, offener Ort gelebt werden kann, an dem jede/r sich wohlfühlt. Alle vier wünschen sich darüber hinaus eine stärkere Wertschätzung für die Bibliotheken sowie einen noch besseren Austausch zwischen den Bibliotheken, was zum Teil auch den Leihverkehr zwischen Bibliotheken umfasst. Vereinzelt wurden folgende Punkte genannt: Eine Bibliothek spricht interkommunale große Hauptstellen von öffentlichen Bibliotheken an sowie lokale, im Viertel verankerte und vernetzte kleine Zweigstellen. Weitere Punkte sind: Lesegeräte für Menschen, die nicht gut sehen, mehr Angebote in Braille sowie einen Mentalitätswandel in Politik und Gesellschaft, der zu mehr Anerkennung für Bibliotheken führen würde.

Die Vision der Mehrzahl der hier befragten Bibliotheken besteht in mehr Personal, dem weiteren Ausbau der Bibliotheken als „troisième lieu“, einer besseren Zusammenarbeit zwischen den Bibliotheken sowie einer Steigerung der gesellschaftlichen und politischen Wertschätzung für den Sektor.

Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg

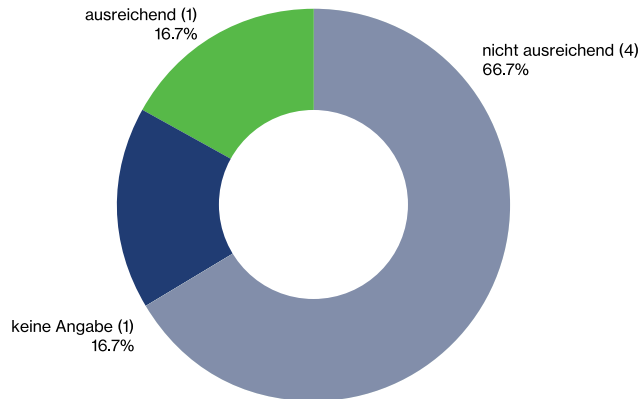
Vier Bibliotheken halten die Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg für nicht ausreichend (ausreichend: 1, keine Angabe: 1). Hier sei aus der Antwort einer Bibliothek zitiert: „Die Abdeckung des Landes durch öffentliche Bibliotheken ist besonders im Norden, Osten und Westen sehr dünn. Zumal die Bibliotheken außerhalb des Südens und Zentrums größtenteils ‚one-person-libraries‘ sind, die mit ein bis zwei Stellen funktionieren, zum Teil rein auf freiwilliger Basis. Es herrscht ein enormes Ungleichgewicht, was die Verteilung

und auch was die Größe und Professionalität angeht. Eine öffentliche Bibliothek oder deren Zweigstelle sollte jedoch für jede/n einfach und nah zu erreichen sein.“ Das Problem der geografischen Verteilung (Ballung im Süden, Lücken im Rest des Landes) wird von allen genannt.

Grafik 3

Öffentliche kommunale
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Wie beurteilen Sie die Anzahl der
Bibliotheken im Land?



Eine Mehrzahl der öffentlichen Kommunalbibliotheken hält die Anzahl der Bibliotheken im Land für nicht ausreichend.

Nachwuchs und Fortbildung

Zwei Bibliotheken sind der Ansicht, dass es Nachwuchsprobleme im Bereich des Bibliothekswesens in Luxemburg gibt (nein: 1, keine Angabe: 3). Die beiden Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, sehen ein Problem in einer bis dato falschen Informationspolitik, vor allem an den Schulen. Es brauche eine groß angelegte Informationskampagne, um den Berufsklischees entgegenwirken zu können und die Vielfältigkeit des Sektors bekannt zu machen. Es brauche mehr Visibilität & Wertschätzung des Berufs. Außerdem brauche man mehr ausgebildete Bibliothekar/innen, um ausreichend Praktikant/innen betreuen zu können. Eine Bibliothek nennt die Notwendigkeit eines eigenen Studiengangs in Luxemburg.

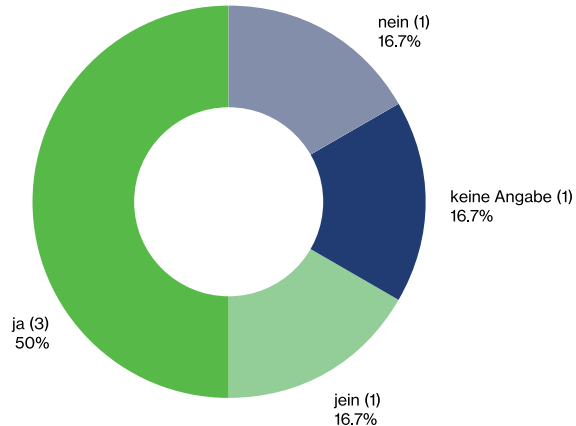
Ein Drittel der Bibliotheken sieht Nachwuchsprobleme im Bibliothekswesen in Luxemburg.

Die Hälfte der Bibliotheken ist der Ansicht, dass sich der Sektor in Luxemburg professionalisieren müsse (nein: 1, jein: 1, keine Angabe: 1). Alle drei Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, betonen die Bedeutung qualifizierten Personals in den öffentlichen Bibliotheken. Die Bibliothek, die mit „jein“ geantwortet hat, würde hingegen nicht nur auf diplomierte Mitarbeiter/innen setzen, sondern stattdessen das Weiterbildungsangebot ausbauen.

Grafik 4

Öffentliche kommunale
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Muss sich der Sektor in
Luxemburg Ihrer Meinung
nach professionalisieren?



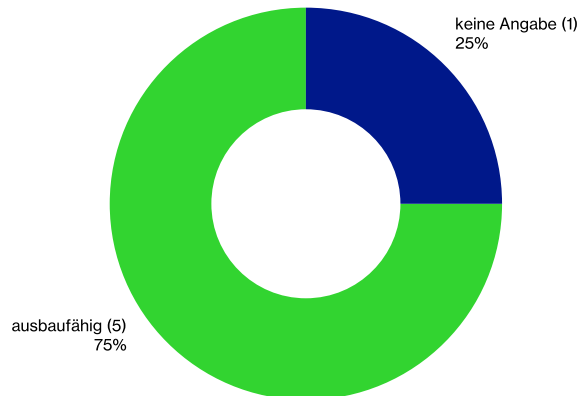
Entsprechend den Antworten im Bereich „Gesetzliche Grundlage“ spricht sich die Hälfte der Bibliotheken deutlich für eine Professionalisierung im Sinne einer geforderten Mindestqualifikation der Mitarbeiter/innen aus.

Fünf der sechs Bibliotheken sind der Ansicht, dass das existierende Fortbildungsangebot ausbaufähig sei (keine Angabe: 1). Von den fünf Bibliotheken, die mit „ausbaufähig“ geantwortet haben, finden vier, dass das Fortbildungsangebot differenzierter sein müsste. Die Gruppen, die an der BnL weitergebildet werden, seien heterogener als das Angebot. Hier wird häufig darauf hingewiesen, dass ein/e Mitarbeiter/in einer öffentlichen Bibliothek andere Bedürfnisse habe als ein/e einer wissenschaftlichen oder Fachbibliothek. Die Anzahl der angebotenen Kurse halten drei der fünf Bibliotheken für ausbaufähig. Sprachliche Probleme benennen zwei Bibliotheken. Der Hintergrund: Selbst wenn ein Kurs auf Luxemburgisch angekündigt werde, finde er nicht selten auf Französisch statt, wenn nur ein/e Kursteilnehmer/in dabei sei, der/die nur Französisch spreche. Eine Bibliothek schlägt vor, Fortbildungen auch außerhalb des Verbundes anzubieten. Hierbei gebe es das Problem, dass das Angebot des Verbundes sich nur an Menschen richte, die bereits in einer Bibliothek arbeiten. Die Logik müsse andersherum sein: Erst die Formation, dann die Anstellung.

Grafik 5

Öffentliche kommunale
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Wie beurteilen Sie
das existierende
Fortbildungsangebot?



Vier Bibliotheken wünschen sich in diesem Kontext auch weitere Formen der Fortbildung (keine Angabe: 2). Genannt werden „abgespeckte“ Versionen für kleinere öffentliche Bibliotheken, mehr Formationen für nicht-diplomierte Bibliotheksangestellte, Fortbildungen außerhalb des Verbundes, mehr Formationen, die sich eher auf den Bibliotheksalltag beziehen (zum Beispiel zum Umgang mit Konfliktsituationen).

Eine Mehrheit der Bibliotheken plädiert für ein – auch nach Bibliothekstypen – differenziertes Fortbildungsangebot.

Da es in Luxemburg bisher keinen Studiengang Bibliothekswissenschaften gibt, ein solcher aber die Abwanderung interessierter Kandidat/innen ins Ausland abschwächen und einen Beitrag zur Professionalisierung des Sektors leisten könnte, wurden die Bibliotheken nach ihrer Meinung zu dem von Claude D. Conter gemachten Vorschlag der Einführung eines BA-Studiengangs Informationswissenschaften gefragt. Nur eine sieht den Vorschlag negativ (positiv: 3, hängt davon ab: 1, keine Angabe: 1).

Die Hälfte der sechs Bibliotheken steht einem informationswissenschaftlichen BA-Studiengang positiv gegenüber.

Fünf Bibliotheken haben ihre Antwort präzisiert. Die drei Bibliotheken, die mit „positiv“ geantwortet haben, schreiben:

- „Absolutes Minimum. Man müsste eigentlich noch einen Schritt weitergehen.“
- „Definitiv ja! Die Frage stellt sich, inwiefern sich die Inhalte der Bibliotheks- und Archivwissenschaften in einem einzigen Studiengang zusammenfassen lassen.“
- „Ja, aber vielleicht ergänzen um einen Ausbildungsgang oder Weiterbildungsgang – vergleichbar mit dem deutschen FAMI (Ausbildung zum/zur Fachangestellten für Medien- und Informationsdienste)“
- Die Bibliothek, die mit „hängt davon ab“ geantwortet hat, schreibt:
- „Auch hier hängt es von den Bedürfnissen der Bibliothek ab.“
- Die Bibliothek, die mit „negativ“ geantwortet hat, schreibt:
- „Luxemburg ist dafür zu klein. Es gibt zu wenig Bedarf. Das ist ein Zuviel an Ausbildung für die vielen kleinen Bibliotheken.“

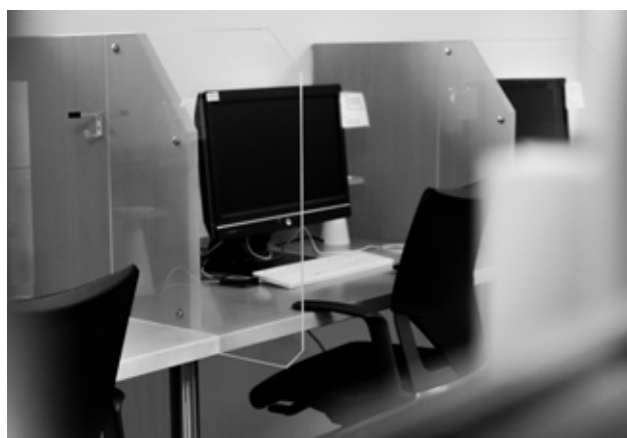
Digitalisierung

Drei Bibliotheken sehen mit Blick auf die eigene Bibliothek Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung (z. B. Einführung von RFID-Chips²², vereinfachte Verwaltungsabläufe, Inventur etc.) (nein: 1, keine Angabe: 2). Von den drei Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, gibt es folgende Reaktionen: Zwei Bibliotheken wünschen sich vereinfachte Verwaltungsabläufe (Beispiel: Schnittstellen, zum Beispiel „zwischen Bibliothekssoftware und Buchhaltungsprogramm der Gemeinde“); eine Bibliothek wünscht sich eine „abgespeckte“ Version von Alma für öffentliche Bibliotheken; eine Bibliothek hätte gerne RFID-Chips und Selbstverbuchung; eine Bibliothek plant für 2024 Selbstverbuchung ohne RFID (mit Barcode); eine Bibliothek möchte auf keinen Fall RFID-Chips einführen, um einem Prozess der Anonymisierung der Besucher/innen entgegenzuwirken („das Menschliche muss erhalten bleiben“); eine Bibliothek hält Bibliotheks-Apps für mögliche Zukunftsprojekte. Die Bibliothek, die mit „nein“ geantwortet hat, hält umfangreichere Digitalisierungsprojekte für irrelevant für kleine Bibliotheken. „Wir müssen aufpassen“, so der Wortlaut, „dass der Mensch im Zentrum bleibt“.

Die Hälfte der sechs Bibliotheken sieht Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung.

Gefragt wurde ferner, wie die Bibliotheken Chancen, Grenzen und Gefahren künstlicher Intelligenz für ihre Bibliothek und für die luxemburgische Bibliothekslandschaft generell einschätzen. Die folgenden drei Antworten sind eingegangen: Eine Bibliothek findet KI „interessant, solange deshalb kein Personal entlassen wird“; eine Bibliothek hält den Bereich für schwer einschätzbar; eine Bibliothek führt aus: „KI bestärkt die Bibliotheken in ihrer Mission, Informationskompetenzen zu vermitteln. Ein positives Beispiel: chat.eluxemburgensia.lu. Da keine öffentliche Bibliothek die Ressourcen einer BnL zur Verfügung hat, besteht das Risiko, abgehängt zu werden. KI bestärkt die Notwendigkeit von qualifiziertem und geschultem Personal. KI betrifft die Urheberrechte. Bibliotheken erlauben das Navigieren durch Informationswelten, ohne primär einem Algorithmus ausgeliefert zu sein. KI bestärkt die Daseinsberechtigung der Bibliothek als einen physischen, nicht kommerziellen Ort mit einem sozialen Auftrag.“

22 RFID-Chips (radio frequency identification) basieren auf einer Sender-Empfänger-Technologie, die das berührungslose Identifizieren und Lokalisieren von Objekten ermöglicht (<https://de.wikipedia.org/wiki/RFID>, letzter Aufruf: 14. September 2024). So können Medien in Bibliotheken autonom von den Besucher/innen entliehen und zurückgegeben werden, selbst wenn kein Personal anwesend ist.



Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad



Bibliothèque nationale

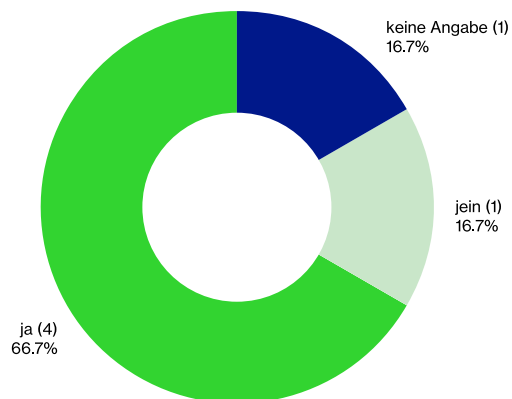
Bücherbus

Der von der BnL betriebene Bücherbus wurde eingeführt, um Orte im Land, die über keine eigene Bibliothek verfügen, mit der Möglichkeit zur Ausleihe zu versorgen. Es wurde gefragt, ob Luxemburg auch weiterhin einen Bücherbus brauche. 4 Bibliotheken sehen das so (jein: 1, keine Angabe: 1). Die vier Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, halten den Bücherbus der BnL für wichtig, solange eine Nachfrage da ist bzw. solange Luxemburg nicht flächendeckender mit öffentlichen Bibliotheken ausgestattet ist. Eine Bibliothek hält den Bücherbus unabhängig von der Anzahl der öffentlichen Bibliotheken für wichtig, damit mobilitätseingeschränkte Menschen die Möglichkeit haben, auf ihn zurückzugreifen. Differdingen und die Cité Bibliothèque bieten auch eigene mobile Dienste an – Letztere in Kooperation mit dem Service Senior.

Grafik 6

Öffentliche kommunale
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Brauchen wir in Luxemburg
weiterhin den Bücherbus?



Solange Luxemburg nicht flächendeckender mit öffentlichen Bibliotheken ausgestattet ist, sollte der Bücherbus weiterhin betrieben werden, findet eine Mehrzahl der befragten Bibliotheken. Die Hälfte gibt an, dass er in Zukunft aber durch mehr öffentliche Bibliotheken, gerade im ländlichen Bereich, ersetzt werden könnte.

Weitere

In einer abschließenden Frage wurde den Bibliotheken Raum gegeben, weitere Anmerkungen niederzuschreiben, die sie zu ihrer Bibliothek, einer anderen Bibliothek oder der Bibliothekslandschaft in Luxemburg machen wollen. Drei Bibliotheken haben geantwortet. Folgende Punkte wurden genannt, im Wortlaut:

- Wir brauchen bedeutend mehr Bibliotheksaktivitäten für Kinder.
- Wir brauchen eine bessere Zusammenarbeit zwischen Kulturministerium und Erziehungsministerium.
- Es gibt ein großes Ungleichgewicht zwischen den einzelnen Bibliotheken desselben Typus, was öffentliche Bibliotheken angeht.
- Bibliotheken können nicht nur durch ehrenamtliche Arbeit am Laufen gehalten werden.
- Bücherschränke sind keine Bibliotheken!
- Luxemburg ist nicht nur das Land des kostenfreien öffentlichen Transports, sondern auch das der kostenfreien öffentlichen Bibliotheken. Dieses immense Potenzial wird unterschätzt und nicht ausreichend gesehen und genutzt.

1.3.2. Öffentliche ASBL-Bibliotheken mit Agrément

An der Umfrage haben sich alle sechs öffentlichen ASBL-Bibliotheken mit Agrément beteiligt. Alle sechs Bibliotheken sind dem Verbund bibnet.lu angeschlossen und verfügen über das Bibliothekssystem Alma.

Alltägliche Erfahrungen

Erneut beziehen sich die ersten sieben Fragen in der Umfrage auf die Zufriedenheit der Bibliothekar/innen sowie die ihrer Besucher/innen im Bibliotheksalltag. Es wurde gefragt, ob die Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen in der Bibliothek vermissen und ob die Bibliothekar/innen selbst bestimmte Dienstleistungen nicht anbieten können, die sie aber gern anbieten würden.

Auf die Frage, ob die Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen vermissen, haben zwei der sechs Bibliotheken mit ja, vier mit nein geantwortet. Zwei der sechs befragten Bibliotheken geben an, dass Besucher/innen den interbibliothekären Verleih vermissen. Ein solcher ist in Luxemburg bisher nicht vorhanden und auch technisch sowie formal aufgrund verschiedener Benutzungsordnungen (noch) nicht möglich.

Vier Bibliotheken würden gerne mehr Dienstleistungen als bisher anbieten, können dies aber aus bestimmten Gründen nicht tun (nein: 2). Von den vier Bibliotheken werden folgende Punkte benannt: interbibliothekärer Leihverkehr (Grund: siehe oben); aufgrund von Platzmangel fehlt in einer Bibliothek ein eigenes Büro; eine Bibliothek hätte gerne mehr Arbeitsplätze; eine würde gerne mehr Raum für Veranstaltungen haben. Aus budgetären Gründen kann eine Bibliothek bestimmte Medien nicht in ausreichendem Maße anbieten, zwei Bibliotheken können aus demselben Grund nicht so viele Veranstaltungen anbieten, wie sie gerne würden.

Die Bibliotheken nennen überwiegend finanzielle sowie Platzgründe, warum sie ihr Angebot nicht ausweiten können. Bei den öffentlichen ASBL-Bibliotheken sticht außerdem die Kritik am Fehlen des interbibliothekären Leihverkehrs ins Auge.

Mit der Infrastruktur sind in den Augen der Bibliothekar/innen die Besucher/innen – im Gegensatz zu den Antworten bei den öffentlichen Kommunalbibliotheken – aller sechs befragten ASBL-Bibliotheken zufrieden. Die Antworten auf die Frage nach der eigenen Zufriedenheit mit der Infrastruktur fallen hingegen differenzierter aus. Jeweils zwei antworten mit ja, nein bzw. jein. Beide Bibliotheken, die mit „nein“ geantwortet haben, beklagen Platzmangel. Bei beiden Bibliotheken stehen aber auch Umzüge für die nahe Zukunft an, bei einer Bibliothek im Jahr 2025, bei der anderen ist der Zeitpunkt noch nicht klar. Die beiden Bibliotheken, die mit „jein“ geantwortet haben, sind prinzipiell mit ihrer Infrastruktur zufrieden, wobei die eine aufgrund begrenzter Räumlichkeiten nur eingeschränkt Veranstaltungen anbieten kann, während die andere die fehlende Barrierefreiheit moniert.

Fehlender Platz führt zu einer gewissen Unzufriedenheit bei der Hälfte der befragten Bibliotheken.

Gesetzliche Grundlage

Zwei der sechs Bibliotheken sind zufrieden mit dem Gesetz von 2010 (*Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*). Zwei sind es nicht, zwei machen keine Angabe.

Die beiden Bibliotheken, die mit „nein“ geantwortet haben, benennen folgende Gründe. Die eine Bibliothek verweist dazu auf die Stellungnahme der ULBP, an der sie mitgearbeitet hat (vgl. Kap. 3.6). Hier sind u. a. zu nennen: die Bedeutung der Qualifizierung der Mitarbeiter/innen, die Notwendigkeit von Anreizprämien für Bibliotheksneugründungen, die Möglichkeit zur Weiterbildung auch ohne Beschäftigung in einer Bibliothek, die interbibliothekäre Ausleihe, langfristig und damit zusammenhängend auch die flächendeckende Einführung von RFID-Chips.

Die andere Bibliothek betont, dass die staatlichen Förderungen indiziert werden sollten, dass eine Fokussierung auf die drei Landessprachen in einem multilingualen Land wie Luxemburg nicht in Ordnung sei, dass die Verpflichtung auf ein einheitliches Bibliothekssystem (Alma) für öffentliche und nicht-öffentliche Bibliotheken zu Chaos und Fehlern führe. Außerdem regt diese Bibliothek an, die Zusammensetzung des CSB zu überdenken, betont gleichzeitig aber auch, dass der CSB – gerade für Neuankömmlinge – ein guter Ort der Vernetzung sei. Bei einer möglichen Reform des CSB solle man sich überlegen, den Rat entweder als Gremium nur für öffentliche oder aber für alle Bibliothekstypen umzugestalten.

Auf die Frage, ob es ein neues Bibliotheksgesetz in Luxemburg brauche, antwortet nur eine Bibliothek mit ja (nein: 2, jein: 2, keine Angabe: 1). Diese Bibliothek verweist auf ihre Kommentare zur vorherigen Frage (siehe ein Absatz höher). Die beiden Bibliotheken, die mit „jein“ geantwortet haben, regen eine Überarbeitung des Gesetzes an, eine davon im Sinne der Antwort auf die vorherige Frage (siehe der erste Absatz in diesem Abschnitt, orientiert an der Stellungnahme der ULBP). Auch die Bibliothek, die auf die Frage nach

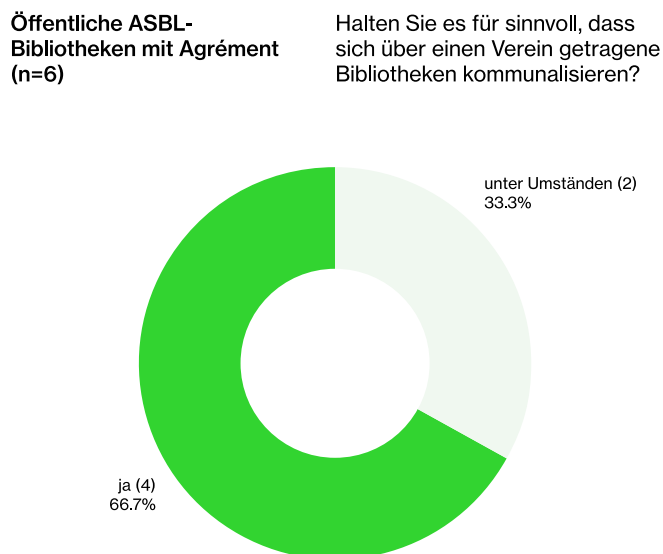
einem neuen Bibliotheksgesetz mit „keine Angabe“ geantwortet hat, verweist auf die Stellungnahme der ULBP, fügt aber hinzu: „Allerdings sind wir der Meinung, dass an kleinere Bibliotheken nicht dieselben Anforderungen gestellt werden sollen wie an große. Wir wünschen uns mehr Flexibilität in puncto Öffnungszeiten, Qualifikation des Personals, Anschaffung der Medien.“

Auf die Frage nach einem möglichen neuen Gesetz lässt sich bei den öffentlichen ASBL-Bibliotheken keine klare Tendenz herauslesen.

Kommunalisierung

Vier der sechs Bibliotheken halten eine Kommunalisierung von über einen Verein getragenen Bibliotheken für sinnvoll, die anderen beiden tun dies „unter Umständen“. Die vier Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, sowie eine der beiden, die mit „unter Umständen“ geantwortet haben, haben hier präzisiert. Letztere gibt zu bedenken, dass die eigene Gemeinde einer Kommunalisierung nicht positiv gegenüberstehen könnte, weil der Betrieb, so wie er ist, gut funktioniere. Es gebe Vor-, aber auch Nachteile bei einer Kommunalisierung. Die Antwort auf diese Frage bewege sich im Spannungsfeld von Freiheit und Sicherheit. Während eine kommunale Bibliothek finanziell (und damit auch das Gehalt der Mitarbeiter/innen) abgesicherter sei, habe eine ASBL-Bibliothek mehr Freiheit. Die Mitarbeiter/innen sind in dieser Frage unentschieden.

Grafik 7



Die vier Bibliotheken, die einer Kommunalisierung positiv gegenüberstehen, betonen den Sicherheitsaspekt. Der Betrieb sowie die Gehälter einer kommunalen Bibliothek seien abgesicherter. Zudem, so ergänzen zwei der Bibliotheken, gehöre es auch in den Aufgabenbereich einer Kommune, eine Bibliothek zu betreiben. Eine der vier Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, zeigt sich aber dennoch auch begeistert vom leidenschaftlichen Engagement der Ehrenamtlichen, hält es aber dennoch unter dem Strich für sicherer, wenn auch ASBL-Bibliotheken kommunalisiert würden.

Eine Mehrheit der Bibliotheken hält eine Kommunalisierung von ASBL-Bibliotheken für sinnvoll. Der hauptsächlich genannte Grund ist der der finanziellen Sicherheit.

Selbstbild

„Wie ist Ihr Selbstverständnis als Bibliothek? Was ist eine Bibliothek? Was sollte sie sein?“ Auf diese Frage haben fünf der sechs befragten Bibliotheken geantwortet. Alle fünf Bibliotheken, genauso viele wie bei den öffentlichen Kommunalbibliotheken, verstehen sich als Ort der Begegnung und des sozialen Austauschs. Zwei von ihnen ergänzen, dass es dabei auch mal um private Sorgen gehen sollte. Bibliotheken dienen in dieser Perspektive auch als Anlaufstelle in menschlichen Angelegenheiten. Zwei Bibliotheken betonen die wichtige Rolle, die Bibliotheken im Gefüge einer Gemeinde einnehmen. Sie sind essenziell für das kulturelle Leben in einer Gemeinde und fördern die Integration und das Miteinander ihrer Bewohner/innen.

Wie bei den öffentlichen Kommunalbibliotheken versteht sich auch eine große Mehrzahl der öffentlichen ASBL-Bibliotheken als Ort der Begegnung und des sozialen Austauschs. Dies ist eine eindeutige Verortung der Bibliothek als „tiers lieu“.

Die Hälfte der Bibliotheken ist nicht der Ansicht, dass mögliche Schwellenängste in der Bevölkerung beim Betreten einer Bibliothek abgebaut werden müssten, während die andere Hälfte keine Angabe zu dieser Frage macht. Keine einzige Bibliothek der sechs hier befragten sieht also ein Problem hinsichtlich potenzieller Schwellenängste. Zwei von ihnen geben aber an, dass sie den Eindruck haben, dass viele Bewohner/innen ihrer Gemeinde nicht hinreichend über die Bibliothek und ihre Dienstleistungen informiert seien. Eine Bibliothek informiert darüber, dass man dort das Gegenteil von Schwellenangst erlebe: Viele Leute, sogar die, die gar nicht wissen, dass es sich um eine Bibliothek handle, kommen hinein, weil sie das Gebäude für eine Touristeninformation halten. Dies sei aber natürlich ganz im Sinne eines Selbstverständnisses der Bibliothek als eines sozialen Ortes.

Bei den öffentlichen ASBL-Bibliotheken gibt es keinerlei Sorgen hinsichtlich möglicher Schwellenängste. Ein Drittel hingegen ist der Ansicht, dass die lokale Bevölkerung stärker über die Angebote der Bibliothek informiert werden müsste.

Zur Ausweitung des Angebots der Bibliothek – etwa in Richtung einer „Library of Things“ (vgl. Kap. 3.1) oder in Richtung einer Implementierung administrativer Dienstleistungen – sind fünf Bibliotheken der Ansicht, dass dies nicht wünschenswert sei; nur eine Bibliothek steht einer Ausweitung der Aufgaben positiv gegenüber. Was konkret die „Library of Things“ angeht, hält dies indes keine der sechs Bibliotheken für sinnvoll (weil es entweder nicht umsetzbar oder nicht sinnvoll sei). Von den fünf Bibliotheken, die mit „nein“ geantwortet haben, finden aber insgesamt drei Bibliotheken eine Erweiterung der Aufgaben um administrative Dienstleistungen sinnvoll. Die Bibliothek, die auf die Frage mit „ja“ geantwortet hat, steht dazu bereits in Gesprächen mit ihrer Kommune. Generell aber steht für die sechs beteiligten Bibliotheken der Verleih und die Beratung sowie das Betreiben eines sozialen Ortes der Begegnung im Zentrum der eigenen Tätigkeit.

Keine der sechs Bibliotheken findet das Konzept der „Library of Things“ sinnvoll für eine öffentliche Bibliothek. Die Hälfte kann sich aber eine Ausweitung der Aufgaben um administrative Dienstleistungen vorstellen.

Auf die Frage nach internationalen Vorbildern nennt eine Bibliothek Südtirol, eine andere Dänemark. Eine Bibliothek betont: „Es gibt sehr viele internationale Vorbilder. Diese können aber nicht einfach so auf Luxemburg übertragen werden.“

Vision

Bei der Frage nach einer Vision für die eigene Bibliothek im Jahre 2030 beziehen sich drei Antworten darauf, dass man als Bibliothek im Dienst des Menschen stehen wolle. Dazu gehört für eine Bibliothek auch explizit die Einführung administrativer Dienstleistungen. Eine Bibliothek hofft vor allem, im Jahre 2030 noch zu existieren, während eine andere Bibliothek einen regelrechten Wunschzettel eingereicht hat. Im Wortlaut: „Mehr Unterstützung für Bürger/innen in allen Dingen, die sie brauchen (Administration etc.); Mangas und Comics in mindestens drei Sprachen, einen schöneren und interessanteren Kinderbereich als bisher; mehr englische und französische, vor allem aber mehr textlose Bücher („silent books“) für Kinder und Erwachsene (Stichwort: Integration); mehr Raum, auch um auf Luxemburgensia besser aufmerksam machen zu können; mehr Bücher in leichter Sprache und in Großdruck; mehr Kooperationen mit verschiedenen Vereinen und Organisationen, vor allem, um Blinde und Sehbehinderte besser unterstützen zu können; mehr Bürgeraustausch.“

Drei Bibliotheken entwerfen Visionen für die luxemburgische Bibliothekslandschaft im Jahre 2030. Die Antworten im Wortlaut:

- „In Berücksichtigung der Verschiedenheit der bestehenden Bibliotheken – eine kleine Dorfbibliothek ist keine große Stadtbibliothek.“
- „Aus Gründen der Demokratieförderung: Die Bibliothek als echter Ort sozialen Austauschs.“
- „Mehr Bibliotheken, auch in kleineren Gemeinden. Bibliotheken sollen in öffentlichen Gebäuden untergebracht sein, die auch andere Dienstleistungen beherbergen – Post, Office social etc.“

Die Vision der öffentlichen ASBL-Bibliotheken für den Sektor im Jahr 2030 sieht eindeutig den Menschen im Zentrum (Bibliothek als sozialer Ort). Dazu zählt auch eine Erhöhung der Anzahl der Bibliotheken.

Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg

Entsprechend fällt auch die Antwort auf die konkrete Frage nach der Zufriedenheit mit der Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg aus. Nur zwei Bibliotheken halten die aktuelle Anzahl für ausreichend, während vier der Ansicht sind, sie müsse erhöht werden.





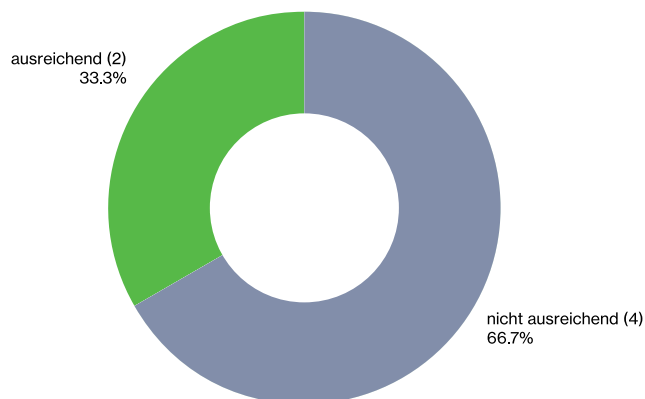
Eine Bibliothek schreibt: „Im Vergleich zu skandinavischen Ländern, wo praktisch jedes Dorf über eine Bibliothek verfügt, gibt es nicht genügend Bibliotheken in Luxemburg, vor allem in ländlichen Regionen. Unsere Leser müssen oft weite Strecken fahren, um uns zu erreichen.“ Die drei weiteren der vier Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, benennen die in ihren Augen blinden Flecken, konkret:

- „Es gibt Regionen im Osten (Echternach) und Westen (Redange), in denen Bibliotheken fehlen.“
- „Im Westen fehlen Bibliotheken.“
- „Unserer Meinung nach müssten in größeren Gemeinden wie zum Beispiel Bettemburg, Mondorf, Echternach u.s.w. Bibliotheken gegründet werden. Somit könnten die Nachbargemeinden diese auch in Anspruch nehmen.“

Grafik 8

Öffentliche ASBL-Bibliotheken mit Agrément (n=6)

Wie beurteilen Sie die Anzahl der Bibliotheken im Land?



Wie bei den öffentlichen Kommunalbibliotheken hält auch eine Mehrheit der öffentlichen ASBL-Bibliotheken die Anzahl der Bibliotheken im Land für nicht ausreichend.

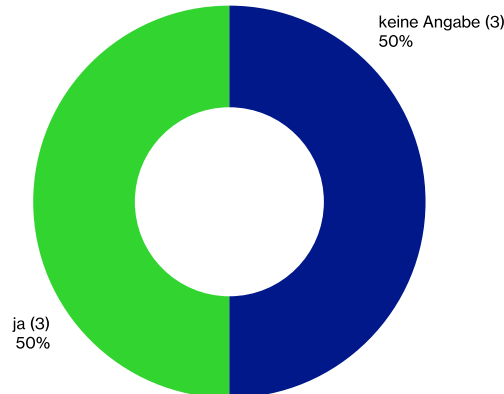
Nachwuchs und Fortbildung

Nachwuchsprobleme im Bereich des Bibliothekswesens in Luxemburg nimmt die Hälfte der befragten Bibliotheken wahr. Die andere Hälfte macht dazu keine Angabe.

Grafik 9

Öffentliche ASBL-
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Nehmen Sie Nachwuchsprobleme
im Bereich des Bibliothekswesens
in Luxemburg wahr?

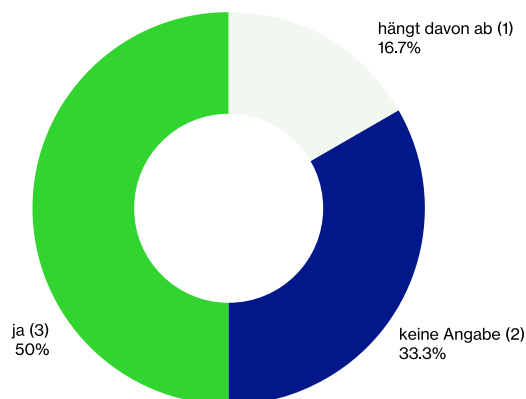


Damit zusammenhängend sehen drei der sechs Bibliotheken es als wichtig an, dass der Sektor in Luxemburg sich professionalisiere, wobei dies nicht automatisch bedeute, die Zugangsbedingungen in Richtung Qualifizierung zu erhöhen.

Grafik 10

Öffentliche ASBL-
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Muss sich der Sektor in
Luxemburg Ihrer Meinung
nach professionalisieren?



Die Antworten auf die Frage nach der Professionalisierung sind sehr differenziert. Eine Bibliothek, die mit „ja“ geantwortet hat, befindet, dass Professionalisierung generell natürlich immer gut sei. Die Leiterin, die selbst keine Diplom-Bibliothekarin ist, sagt aber auch, dass sie nicht das Gefühl hat, dass ihre Besucher/innen etwas in ihrer Bibliothek vermissen. Eine Bibliotheksleiterin, die ebenfalls keine Bibliothekarin ist, findet, dass es schon gut sei, mindestens eine qualifizierte Person pro Bibliothek zu haben. Hingegen bestehe ihrer Meinung nach Professionalisierung nicht darin, nun nur noch Diplomierte anzustellen. Für sie würde auch die Einführung eines Ausbildungsgangs,

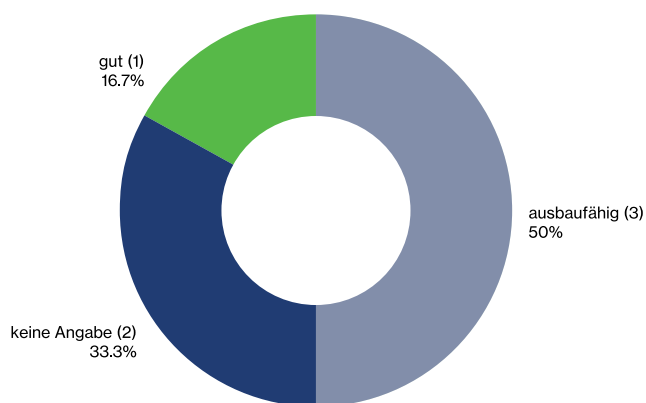
vergleichbar dem deutschen FAMI (Ausbildung zum/zur Fachangestellten für Medien- und Informationsdienste), einen Professionalisierungsschub bedeuten. Eine dritte Bibliothek differenziert und findet, dass große Bibliotheken sich professionalisieren müssten, wohingegen kleinere Bibliotheken durchaus ausreichend aufgestellt seien.

Das existierende Fortbildungsangebot beurteilt die Hälfte der Bibliotheken als ausbaufähig (gut: 1, keine Angabe: 2).

Grafik 11

Öffentliche ASBL-
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Wie beurteilen Sie
das existierende
Fortbildungsangebot?

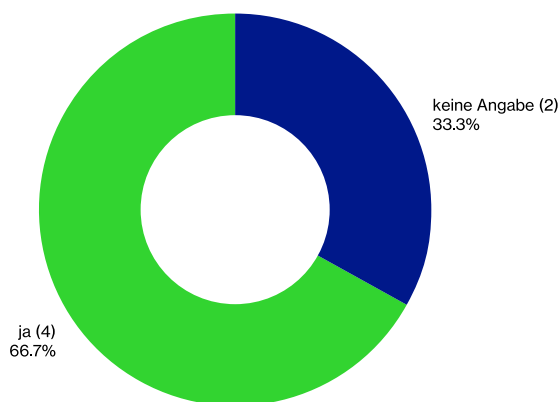


Vier Bibliotheken sind sogar der Ansicht, dass es weitere Formen der Fortbildung brauche (keine Angabe: 2).

Grafik 12

Öffentliche ASBL-
Bibliotheken mit Agrément
(n=6)

Braucht es weitere
Formen der Fortbildung?



Eine Mehrheit der Bibliotheken plädiert für ein – auch nach Bibliothekstypen – differenziertes Fortbildungsangebot.

Auf die Frage nach der Einführung eines BA-Studiengangs Informationswissenschaften, wie er von Claude D. Conter gefordert wird, antworten vier Bibliotheken positiv (keine Angabe: 2). Zu bedenken sei aber, so eine der vier Bibliotheken, dass bei Neueinstellungen von diplomierten Personen die Finanzierung – gerade auch für kleine, nicht-kommunale Bibliotheken – gesichert sein müsste.

Mehr als die Hälfte der sechs Bibliotheken steht einem informationswissenschaftlichen BA-Studiengang positiv gegenüber.

Digitalisierung

Auf die Frage, ob es Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung (z. B. Einführung von RFID-Chips, vereinfachte Verwaltungsabläufe, Inventur etc.) gebe, lässt sich bei den ASBL-Bibliotheken keine klare Tendenz ablesen.

Die Hälfte sieht keinen Nachholbedarf, zwei sehen ihn durchaus, eine macht keine Angabe. Eine der beiden Bibliotheken, die mit „ja“ geantwortet haben, nennt die flächendeckende RFID-Einführung²³ und die damit verbundene Möglichkeit zur interbibliothekären Ausleihe. Die andere Bibliothek, klein und jung, sieht den Bedarf, ist aber für den Moment froh, Rückstände im Bereich der Katalogisierung aufgearbeitet zu haben. Eine der drei Bibliotheken, die mit „nein“ geantwortet haben, hat bereits RFID-Chips eingeführt und wünscht sich noch mehr Fortschritte in Richtung „Open Library“. Eine andere hält RFID-Chips für kleine Bibliotheken für überflüssig und zu teuer.

Die Chancen, Grenzen und Gefahren künstlicher Intelligenz für ihre Bibliothek und für die luxemburgische Bibliothekslandschaft generell können die ASBL-Bibliotheken noch nicht abschätzen. Eine Bibliothek plante zum Zeitpunkt der Beantwortung aber einen KI-Workshop für Schüler/innen und Erwachsene.

Bücherbus

Die Hälfte der Bibliotheken ist der Ansicht, dass der Bücherbus in Luxemburg bis auf Weiteres gebraucht wird (jein: 1, keine Angabe: 2). Eine Bibliothek präzisiert, dass zusätzlich zum Bücherbus bibliotheksgebundene Bringdienste eingeführt werden sollten, wo es sie noch nicht gibt. Eine weitere Bibliothek betont, dass gerade ältere Menschen sowie solche, die keine Bibliothek in ihrer Nähe haben, auf diesen Dienst angewiesen sind.

Die Hälfte der Bibliotheken ist der Ansicht, dass der Bücherbus in Luxemburg bis auf Weiteres gebraucht wird.

²³ Vgl. Anm. 20 in Kap. 3.1.

Weitere

In einer abschließenden Frage wurde den Bibliotheken Raum gegeben, weitere Anmerkungen niederzuschreiben, die sie zu ihrer Bibliothek, einer anderen Bibliothek oder der Bibliothekslandschaft in Luxemburg machen wollen. Zwei Bibliotheken haben weitere Angaben gemacht. Die eine erwähnt die „geniale Zusammenarbeit“ mit ihrer Gemeinde und die „geniale Zusammenarbeit“ in der ULBP. Die andere Bibliothek skizziert eine Schwierigkeit, mit der vor allem kleine im Verbund organisierte Bibliotheken zu kämpfen haben, in denen nur eine Person die Rechte hat, auszuleihen und/oder zu katalogisieren. Was geschieht, wenn diese eine Person krank wird oder aus anderen Gründen ausfällt? In solch einer Situation stehe die Bibliothek vor einem existenziellen Problem. Als Lösung wird vorgeschlagen, „Springer“ einzuführen, also Personen, die die nötigen Rechte besitzen und bedarfsweise in verschiedenen Bibliotheken eingesetzt werden könnten.

1.3.3. Öffentliche Bibliotheken ohne Agrément

An der Umfrage haben sich zwei von drei öffentlichen Bibliotheken ohne Agrément beteiligt. Keine der drei Bibliotheken ist dem Verbund bibnet.lu angeschlossen, somit arbeitet auch keine mit dem Bibliothekssystem Alma. Eine von ihnen wird aber bald dem Verbund beitreten. Diese ist darüber hinaus die einzige der drei Bibliotheken ohne Agrément, die in kommunaler Hand ist. Die anderen beiden sind ASBL-Bibliotheken.

Alltägliche Erfahrungen

Erneut beziehen sich die ersten sieben Fragen in der Umfrage auf die Zufriedenheit der Bibliothekar/innen sowie die ihrer Besucher/innen im Bibliotheksalltag.

Auf die Frage, ob die Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen in der Bibliothek vermissen, antwortete eine Bibliothek mit ja, eine mit nein. Die gleichen Antworten gab es auf die Frage, ob die Bibliothekar/innen selbst bestimmte Dienstleistungen nicht anbieten können, die sie aber gern anbieten würden. Hier nannte die eine Bibliothek als Grund, dass es zurzeit andere Prioritäten gebe.

In den Augen der befragten Bibliotheken sind die Besucher/innen weitestgehend zufrieden mit der Infrastruktur der Bibliothek (ja: 1, jein: 1). In einer Bibliothek werden Parkplätze und Barrierefreiheit vermisst. Die Bibliothekar/innen selbst sind nur eingeschränkt zufrieden mit der Infrastruktur (jein: 2). Beide Bibliotheken monieren Platzmangel, eine auch die fehlende Barrierefreiheit.

Wie bei den Bibliotheken mit Agrément fällt auch bei den beiden ohne Agrément ins Auge, dass in den Bibliotheken Platzmangel herrscht.

Gesetzliche Grundlage

Zu den gesetzlichen Grundlagen äußern sich die beiden Bibliotheken nur eingeschränkt. Zufrieden mit dem Bibliotheksgesetz von 2010 ist keine (nein: 1, keine Angabe: 1). Ein neues Gesetz würde sich eine wünschen (keine Angabe: 1). Eine Bibliothek würde sich wünschen, dass die Kriterien, um in den Genuss eines Agréments zu kommen, flexibler geregelt würden.

Agréments und Verbund

Keine der drei angeschriebenen Bibliotheken erhält bisher Unterstützung durch das Kulturministerium über ein Agrément. Eine der beiden, die geantwortet haben, hätte aber gerne eins. Der Anschluss an bibnet.lu sei zwingend notwendig.

Im Verbund bibnet.lu sind beide Bibliotheken noch nicht. Eine der beiden ist aber momentan dabei, die Aufnahme in den Verbund vorzubereiten. Die andere sagt, dass man bisher keine Notwendigkeit dafür gesehen habe.

Selbstbild

Das Selbstverständnis als Bibliothek beschreibt eine Bibliothek als öffentlichen Dienst, bei dem es – aber nicht nur – um Bücher geht. Die andere betont den Charakter der Bibliothek als Ort sozialer Begegnung. Hier soll außerdem die Leselust und -fähigkeit gefördert werden.

Dass es notwendig sei, mögliche Schwellenängste in der Bevölkerung beim Betreten einer Bibliothek abzubauen, sehen beide Bibliotheken so. Während die eine betont, dass man schon bei den Kindern ansetzen müsse, damit diese Lust auf Bücher bekommen und keine Angst vor einer Bibliothek entwickeln, fokussiert die andere sich auf besondere Aktionen, wie zum Beispiel eine „Nacht der Bibliotheken“, um die Luxemburger Bibliothekslandschaft einer breiten Öffentlichkeit nahezubringen.

Beide Bibliotheken halten es für wichtig, den Kampf gegen die Schwellenangst beim Betreten einer Bibliothek anzugehen.

Vision

Nach der Vision für die eigene Bibliothek für das Jahr 2030 befragt, antwortet die eine Bibliothek, sie wolle moderner werden sowie neue Produkte und neue Dienstleistungen anbieten. Die andere würde gerne idealiter weiterhin als ASBL-Bibliothek bestehen, bezweifelt aber, dass man auch in Zukunft noch die dafür erforderlichen Freiwilligen wird finden können.

Als Vision für die gesamte Bibliothekslandschaft im Jahr 2030 hofft die eine Bibliothek auf eine modernere Bibliothekslandschaft, in der auch neue Dienstleistungen angeboten werden können. Die zweite hofft, dass die aktuelle Vielfalt erhalten bleibt und auch kleine unabhängige Bibliotheken ihre Daseinsberechtigung behalten.

Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg

Beide Bibliotheken kritisieren, dass es Regionen im Land gibt, in denen es keine oder zu wenige Bibliotheken gibt.

Die Anzahl der Bibliotheken im Land beurteilen beide Bibliotheken als nicht ausreichend.

Nachwuchs und Fortbildung

Nachwuchsprobleme sieht keine der beiden Bibliotheken (nein: 1, keine Angabe: 1). Hingegen sind beide der Ansicht, dass sich der Sektor in Luxemburg professionalisieren müsse. Zur Frage nach dem existierenden Fortbildungsangebot machen beide keine Angabe. Hingegen findet eine Bibliothek (keine Angabe: 1), dass es weitere Formen der Fortbildung brauche, ohne dies näher zu spezifizieren. Zur Einführung eines BA-Studiengangs Informationswissenschaften macht eine Bibliothek keine Angabe, eine sieht dies positiv, gibt aber zu bedenken, dass die meisten kleineren Bibliotheken sich keine diplomierten Mitarbeiter/innen leisten könnten.

Digitalisierung

Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung sieht eine der beiden Bibliotheken und spezifiziert, dass sie sich die Einführung von RFID-Chips²⁴ sowie vereinfachte Verwaltungsabläufe wünsche. Die andere Bibliothek hingegen sieht diesen Nachholbedarf nicht.

Auf die Frage nach den Chancen, Grenzen und Gefahren künstlicher Intelligenz für die eigene Bibliothek und für die luxemburgische Bibliothekslandschaft generell hat nur eine der beiden Bibliotheken geantwortet. Sie sieht Vorzüge – für Kund/innen und Mitarbeiter/innen – bei Bestellungen und Verwaltungsabläufen. Gleichzeitig warnt sie davor, dass KI vieles nicht übernehmen bzw. ersetzen könne: den Kontakt mit den Kund/innen oder auch die Akquise. Es sei wichtig, Menschen zu haben, die den Bestand kennen.

Bücherbus

Beide Bibliotheken plädieren dafür, den Bücherbus in Luxemburg weiter zu betreiben.

²⁴ Vgl. Anm. 20 in Kap. 3.1.

1.3.4. Spezialisierte Bibliotheken

Von insgesamt 63 angeschriebenen spezialisierten Bibliotheken haben sich 39 beteiligt. 21 davon sind im Verbund bibnet.lu.²⁵ Im Gegensatz zu den drei verschiedenen Bibliothekstypen der öffentlichen Bibliotheken, die zuvor ausgewertet wurden, sind die spezialisierten Bibliotheken durch eine noch größere Heterogenität gekennzeichnet.

Alltägliche Erfahrungen

Wie schon bei den öffentlichen Bibliotheken beziehen sich die ersten Fragen auf die alltäglichen Erfahrungen.

18 der 39 spezialisierten Bibliotheken, die teilgenommen haben, denken nicht, dass ihre Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen in der Bibliothek vermissen. Zehn von ihnen denken schon, dass dies so ist. Elf machen keine Angabe.

Von den zehn Bibliotheken, die denken, dass ihre Besucher/innen bestimmte Dienstleistungen vermissen, haben viele präzisiert, um was es sich handelt. Von den Gründen werden hier nur die Mehrfachnennungen aufgeführt. Mehrere Bibliotheken schreiben, dass ihre Besucher/innen

- E-Books vermissen,
- einen Leseclub vermissen,
- einen vollständigen Online-Katalog vermissen,
- kritisieren, dass die Bibliothek nicht zugänglich ist,
- sich über eine Ausweitung der Öffnungszeiten freuen würden und
- Arbeitscomputer inklusive Drucker vermissen.

Als Grund wird in allen Fällen die personelle Situation genannt.

Auf die Frage, ob es Dienstleistungen gibt, die die Bibliotheken gerne anbieten würden, aber aus bestimmten Gründen nicht anbieten können, haben 18 mit ja geantwortet (nein: 13, keine Angabe: 8). 17 Bibliotheken haben präzisiert, was sie selbst in ihrer Bibliothek vermissen und welche Gründe dafür angegeben werden können. Auch hier werden nur die Mehrfachnennungen aufgeführt.

- zu wenig Platz für a) einen Lesesaal, b) einen Arbeitsplatz ohne Computer, c) einen Arbeitsplatz mit Computer, d) den Bestand. Grund: das zu geringe Budget;
- kein Online-Katalog, weil die Katalogisierung noch nicht abgeschlossen oder noch nicht begonnen wurde. Als Gründe werden Personalmangel bzw. fehlende politische Unterstützung angegeben;
- würden gerne mehr Veranstaltungen organisieren, allen fehlt aber das dafür nötige Personal;
- würden gerne ihre Öffnungszeiten ausweiten, ihnen fehlt dafür aber das nötige Personal.

²⁵ Das Rocklab der Rockhal ist erst im Februar 2024 ausgetreten. Dies wurde in diesem Bericht bereits berücksichtigt.

Als dominante Tendenz bei der Unzufriedenheit mit den angebotenen Dienstleistungen lässt sich feststellen, dass die Hauptgründe mangelnder Platz, ein zu kleiner Personalschlüssel sowie zu geringe Budgets sind.

Was die Zufriedenheit mit der Infrastruktur der Bibliothek (WIFI, Gebäude, Räumlichkeiten, Barrierefreiheit etc.) angeht, haben 20 Bibliotheken den Eindruck, dass ihre Besucher/innen zufrieden damit sind. Zwölf machen keine Angabe, sieben denken, dass ihre Besucher/innen nicht voll damit zufrieden sind. Mehrfach wurde angemerkt, dass es zu wenig Raum in der Bibliothek gebe (davon einmal explizit in Bezug auf einen fehlenden Veranstaltungssaal), dass die Bibliothek nicht frei zugänglich und nicht barrierefrei sei.

18 Bibliotheken sind selbst zufrieden mit ihrer Infrastruktur. Fünf machen keine Angabe, 16 sind nicht damit zufrieden. Die 16 Bibliotheken, die nicht mit ihrer Infrastruktur zufrieden sind, haben mehrfach angemerkt, dass sie zu wenig Platz haben und die Bibliothek nicht frei zugänglich und nicht barrierefrei sei. Außerdem wurde mehrfach kritisiert, dass die Bibliothek schlecht als solche zu erkennen sei, die Lage schlecht sei und dass die Verteilung der Medien auf verschiedene Standorte nicht günstig sei.

Mangelnder Platz und fehlende Barrierefreiheit sowie teils die schlechte Lage der Bibliothek werden beim Punkt Unzufriedenheit mit der Infrastruktur dominant angegeben.

Gesetzliche Grundlage

Von den 39 spezialisierten Bibliotheken halten es zwölf für sinnvoll, dass das Gesetz von 2010 für die öffentlichen Bibliotheken durch ein neues Bibliotheksgesetz ersetzt wird (nein: 8, keine Angabe: 19). In ihren Begründungen wird mehrfach erwähnt, dass auch spezialisierte Bibliotheken von einem neuen Gesetz profitieren können sollten.

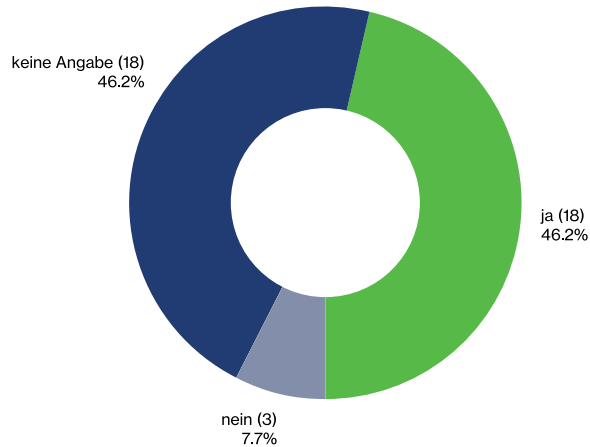
Konkret gefragt, ob sich ein neues Gesetz auch auf nicht-öffentliche Bibliotheken beziehen sollte, wenn damit eine Förderung der nicht-öffentlichen Bibliotheken durch das Kulturministerium verbunden wäre, antworten 18 Bibliotheken mit ja (nein: 3, keine Angabe: 18). Bei der offenen Frage, warum man dies für sinnvoll halte (oder eben nicht), finden sich die unterschiedlichsten Begründungen, von denen hier nur die Mehrfachnennungen wiedergegeben werden.

- Drei Bibliotheken betonen, dass sprachliche Vorgaben für den Bestand nicht zu einer spezialisierten Bibliothek passen, weil dies bei bestimmten Themen zu Verzerrungen führen würde. Zu vielen Themen gibt es wichtige Literatur, die in keiner der drei Landessprachen verfügbar ist.
- Öffnungszeiten: Zwei Bibliotheken sind der Ansicht, dass Öffnungszeiten für spezialisierte Bibliotheken gesetzlich geregelt werden sollten, zwei Bibliotheken sind der gegenteiligen Ansicht (eine von beiden argumentiert, dass gerade in spezialisierten Bibliotheken viel Arbeit außerhalb der Öffnungszeiten anfällt, zum Beispiel bei der Erstellung von kommentierten Leselisten), eine Bibliothek wäre einverstanden mit vorgegebenen Öffnungszeiten, wenn dafür ausreichend Budget zur Verfügung gestellt würde.

Grafik 13

**Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)**

Sollte sich ein neues Gesetz auch auf nicht-öffentliche Bibliotheken beziehen, wenn damit eine Förderung der nicht-öffentlichen Bibliotheken durch das Kulturministerium verbunden wäre?



Fast die Hälfte der spezialisierten Bibliotheken plädiert für eine Aufnahme ihres Bibliothekstypus in ein neues Gesetz. Nur drei sind dezidiert dagegen.

Verbund bibnet.lu

21 der spezialisierten Bibliotheken, die an der Umfrage teilgenommen haben, sind Mitglied im bibnet.lu. 17 sind es nicht, eine noch nicht²⁶.

Als Begründung dafür, nicht Mitglied im Verbund zu sein, werden folgende Punkte mehrfach genannt: keine Ressourcen für die Katalogisierung sowie eine Ausrichtung an einer einerseits sehr spezialisierten, andererseits eingeschränkten Öffentlichkeit. Auf die Frage, was sich ändern müsste, damit die Bibliothek dem Verbund beitreten würde, wurde mehrfach geantwortet, dass man beitreten würde, wenn die finanziellen und/oder personellen Mittel bereitgestellt würden, um den Mehraufwand zu bewältigen.

Selbstbild

„Welches Verständnis haben Sie von einer Bibliothek? Was ist eine Bibliothek? Was sollte sie sein?“ Auf diese Frage haben 31 der 39 angeschriebenen spezialisierten Bibliotheken reagiert. Die meisten haben erkennbar über ihr spezifisches Selbstverständnis geschrieben, vier von ihnen haben indes (auch) allgemein auf die Frage geantwortet.

²⁶ Die Fondation Lëtzebuurger Blannevereenegung bereitet den Beitritt vor.

Folgende Angaben zum Selbstverständnis, die mehrfach geäußert wurden, lassen sich als Antwort auf die obige Frage systematisieren:

- Zugang zu Wissen zu einem Fachthema für jede/n Interessierte/n bereitstellen,
- für jede/n zugänglich sein, dennoch sich darauf konzentrieren, am Fachthema interessierte Wissenschaftler/innen und Expert/innen zu unterstützen,
- Bibliotheken als Ort der Begegnung und/oder des Austauschs,
- für die Öffentlichkeit zugänglich sein, sich aber darauf fokussieren, in erster Linie als Arbeitsinstrument für das Personal der Institution, zu der die Bibliothek gehört, da zu sein.

Folgende Angaben zu einer generellen Antwort auf die Frage, was Bibliothek sein solle, wurden mehrfach genannt:

- Bibliothek als Ort sozialer Inklusion,
- Bibliothek als Ort für die Jugend,
- Bibliothek als Ort zur Vermittlung von Medienkompetenz,
- Bibliothek als Ort der Entdeckung,
- Bibliothek als Dienstleister, der Informationen anbietet.

Auch die spezialisierten Bibliotheken verstehen sich als einen Ort des Austauschs und der Begegnung. Gleichzeitig verstehen sie sich – im Gegensatz zu den öffentlichen Bibliotheken – auch als Anlaufstelle für Spezialist/innen und all diejenigen, die sich für die Schwerpunktthemen, die im Bestand versammelt sind, interessieren.

15 Bibliotheken sind der Ansicht, dass es wichtig wäre, mögliche Schwellenängste in der Bevölkerung beim Betreten einer Bibliothek abzubauen (nein: 4, keine Angabe: 20). 19 Bibliotheken haben Ideen präzisiert, wie sich solch ein Abbau von Schwellenängsten erreichen lasse. Mehrfach wurden folgende Punkte genannt:

- durch interessante Veranstaltungen in der Bibliothek könnte man aktiver auf eine breite Öffentlichkeit zugehen,
- man müsste mehr Informationskampagnen lancieren,
- das Äußere der Bibliotheken müsste offener und schöner gestaltet werden,
- durch Veranstaltungen, die nicht im eigenen Haus stattfinden, könnte man aktiv auf die Öffentlichkeit zugehen,
- mit der Informationsarbeit müsste bereits bei Kindern begonnen werden,
- zwei Bibliotheken indes gehen davon aus, dass es gar keine Schwellenangst gibt, sondern nur Unkenntnis über die Bibliothekslandschaft (vgl. die Antworten in den Kap. 3.1 und 3.2).

15 Bibliotheken (gegenüber 4, die es nicht so sehen) sind der Ansicht, dass Schwellenängste beim Betreten einer Bibliothek abgebaut werden müssten.

Vision

30 Bibliotheken haben auf die Frage geantwortet, wie sie sich ihre Bibliothek in idealer Form im Jahr 2030 vorstellen. Mehrfach wurden die folgenden Punkte genannt:

- man wünscht sich eine digitalisiertere Bibliothek (inkl. mehr E-Books),
- man hofft auf mehr Personal und mehr Platz,
- man wünscht sich die Bibliothek als Ort bürgerschaftlicher Vernetzung,
- man hofft auf die Fusion mit thematisch verwandten Bibliotheken,
- man kann sich eine stärkere Kooperation mit thematisch verwandten Bibliotheken vorstellen,
- man hofft, einen thematisch (nahezu) vollständigen Bestand anbieten zu können,
- man will bessere Beratung anbieten können,
- man will bessere Angebote für Kinder machen können,
- man hofft auf Barrierefreiheit,
- man hofft auf eine Aufnahme in den Verbund bibnet.lu.

Ein besonderer Wunsch sei hier noch im Wortlaut zitiert:

„Alle unsere Angebote sind kostenfrei. Da mehr und mehr Inhalte nur noch digital (nicht mehr gedruckt) zur Verfügung stehen, setzen wir mit unseren physischen und digitalen Angeboten ein Zeichen gegen exklusive Information hinter Paywalls. Wir lassen uns beim digital turn leiten von Laura Cohens inspirierendem Text aus dem Jahr 2006: *A Librarians 2.0 Manifesto*.“ Darin formuliert Cohen 17 Vorsätze, u. a. diesen: „Ich werde [...] bereit sein, dahin zu gehen, wo die NutzerInnen sind, sowohl im Netz als auch im physischen Raum.“²⁷

Auf die Frage, wie sich die Bibliotheken die luxemburgische Bibliothekslandschaft in idealer Form im Jahr 2030 vorstellen, haben 21 der 39 angeschriebenen Bibliotheken geantwortet. Mehrfach wurden die folgenden Punkte genannt:

21 Bibliotheken haben auf diese Frage geantwortet.

- man hofft auf eine digitalisiertere Bibliothekslandschaft (inkl. mehr E-Books),
- man denkt an eine vernetztere Bibliothekslandschaft,
- man wünscht sich mehr Zusammenarbeit zwischen den Bibliotheken,
- man wünscht sich eine Erhöhung der Anzahl der Bibliotheken im Land, vor allem in den Regionen, in denen heute keine sind.

Bei den spezialisierten Bibliotheken ist eine starke Tendenz hin zu mehr Digitalisierung feststellbar, was die Vision für das Jahr 2030 angeht. Auch die Punkte Vernetzung und Kooperation mit anderen Bibliotheken wird oft genannt. Ferner spielt der Wunsch nach mehr Platz und Personal eine große Rolle.

Eine der Bibliotheken nennt die folgenden internationalen Vorbilder: Copenhagen Main Library, CETRI, CETIM, IZ3W.²⁸

²⁷ <https://www.medinfo-agmb.de/archives/2008/07/14/2685>; letzter Aufruf: 29. Februar 2024.

²⁸ Siehe <https://international.kk.dk>, <https://cetri.be/spip.php?page=sommaire&lang=fr>, <https://www.cetim.ch/en/> sowie <https://www.iz3w.org/iz3w/> (letzter Aufruf: 7. Juli 2025).



CID - Fraen an Gender © Sana Murad

Bibliothèques féministes



Receuil d'articles au CID - Fraen an Gender © Sana Murad



Rayon du CID - Fraen an Gender © Sana Murad



Joëlle Strock, administratrice au CID - Fraen an Gender © Sana Murad



Entrée du CID - Fraen an Gender © Sana Murad

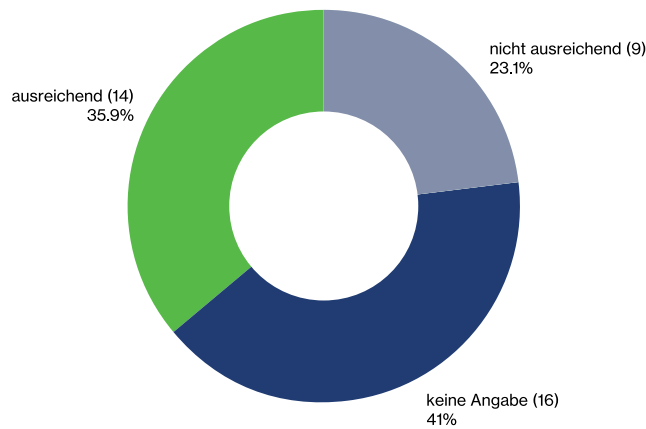
Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg

Im Gegensatz zu den öffentlichen findet sich bei den spezialisierten Bibliotheken keine Mehrheit für die Aussage, die Anzahl der Bibliotheken sei nicht ausreichend. Nur neun der 39 angeschriebenen Bibliotheken sehen das so, während 14 der Ansicht sind, dass die Anzahl ausreichend sei. 16 machen keine Angabe.

Grafik 14

Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)

Wie beurteilen Sie die Anzahl
der Bibliotheken im Land?



19 Bibliotheken haben ihre Antwort präzisiert. Bei den Befürwortern einer Steigerung der Anzahl der Bibliotheken wird am häufigsten das Argument genannt, dass die blinden Flecken in der Bibliothekslandschaft, insbesondere im Norden, Westen und Osten, gestopft werden müssten, auch um lange Anreisen zu verhindern. Bei der Mehrheit der Bibliotheken, die davon ausgehen, dass die Anzahl ausreichend sei, wird am häufigsten argumentiert, dass die jetzigen Bibliotheken entweder gut erreicht werden könnten oder aber der Bücherbus eine gute Alternative darstelle.

Eine Mehrheit der spezialisierten Bibliotheken ist – anders als bei den öffentlichen – der Ansicht, dass es genug Bibliotheken im Land gibt.

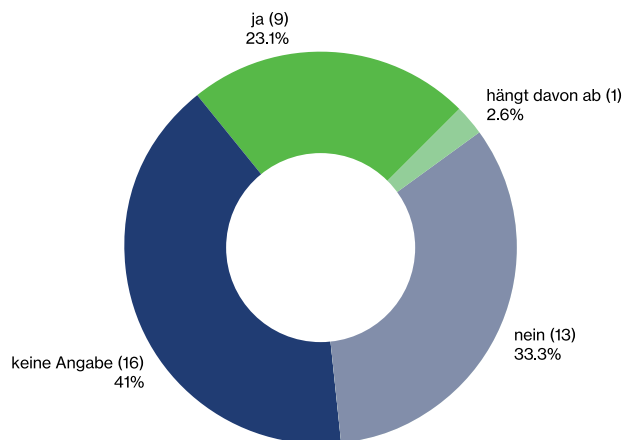
Nachwuchs und Fortbildung

Nachwuchsprobleme im Bereich des Bibliothekswesens nehmen nur neun Bibliotheken wahr. 13 erkennen keine Probleme in diesem Bereich. 16 machen keine Angabe. Eine schreibt, es hänge davon ab. Um dem entgegenzuwirken, nennen insgesamt zehn Bibliotheken mehrfach die Notwendigkeit einer aktiveren Werbung für das Berufsfeld, insbesondere an den Schulen. Auch ein entsprechender Studiengang an der Universität Luxemburg wird wiederholt ins Feld geführt. Auch wird die Notwendigkeit der Möglichkeit von Praktika genannt, wissend, dass dies derzeit in Luxemburg in vielen Bibliotheken nicht möglich ist, weil man zur Betreuung der Praktikant/innen diplomierte Bibliothekar/innen benötigt.

Grafik 15

**Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)**

Nehmen Sie als spezialisierte Bibliothek
Nachwuchsprobleme im Bereich des
Bibliothekswesens in Luxemburg wahr?



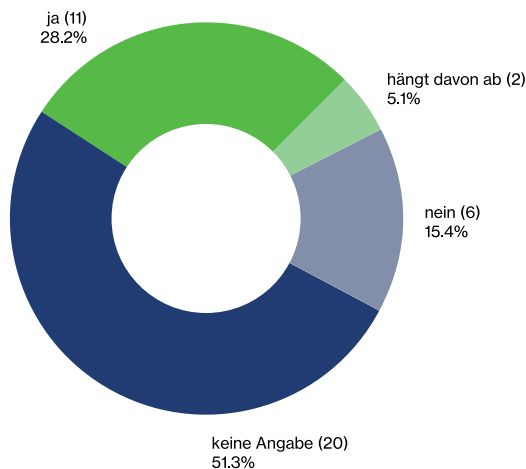
Ein wichtiger Punkt, der die spezialisierten von den öffentlichen Bibliotheken unterscheidet, wird ebenfalls mehrfach genannt. Man gibt zu bedenken, dass spezialisierte Bibliotheken nicht nur diplomierte Bibliothekar/innen benötigen (könnten – je nachdem, wie ein neues Gesetz formuliert wäre), sondern immer auch Mitarbeiter/innen mit profunden Kenntnissen im jeweiligen Fachbereich der Bibliothek. Durch diese Doppelqualifikation sei es noch schwieriger für spezialisierte Bibliotheken, Nachwuchs zu finden.

Zur Frage der Professionalisierung sind elf Bibliotheken der Ansicht, dass sich der Sektor in Luxemburg professionalisieren müsse. Sechs sehen das nicht so, zwei meinen, es hänge davon ab, 20 machen keine Angabe.

Grafik 16

**Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)**

Muss sich der Sektor in
Luxemburg Ihrer Meinung
nach professionalisieren?



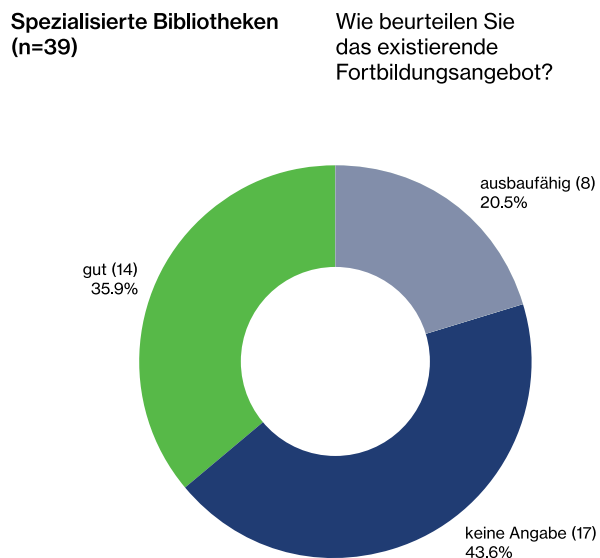
20 Bibliotheken haben ihre Antworten präzisiert. Die Positionen zum Bereich Professionalisierung gehen dabei stark auseinander und decken ein breites Spektrum ab. Am häufigsten werden die folgenden Aspekte genannt:

- Professionalisierung sei immer wichtig bei anspruchsvollen Berufen wie dem Arbeiten in einer Bibliothek,
- in spezialisierten Bibliotheken seien Fachkenntnisse wichtiger als bibliothekswissenschaftliche Kenntnisse,
- gerade in spezialisierten Bibliotheken sei Professionalisierung wichtig – und zwar in zwei Richtungen: Bibliothekar/innen müssten in der jeweiligen Fachrichtung weitergebildet werden, während Fachexpert/innen im Bereich Bibliothekswesen formatiert werden müssten.

Die interessanteste Erkenntnis bei den Antworten der spezialisierten Bibliotheken mit Blick auf den Nachwuchs im Sektor und die Frage seiner Professionalisierung besteht in dem Hinweis darauf, dass spezialisierte Bibliotheken eben nicht nur qualifizierte Bibliothekar/innen, sondern auch qualifiziertes Fachpersonal benötigen, das sich in dem jeweiligen Fachbereich exzellent auskennt. Generell gesehen ist eine Mehrheit der Bibliotheken der Ansicht, dass es keine Nachwuchsprobleme gibt. Gleichzeitig hält eine Mehrheit der Bibliotheken eine Professionalisierung des Sektors für notwendig.

Das existierende Fortbildungsangebot beurteilen 14 Bibliotheken als gut, während acht es für ausbaufähig halten. 17 machen keine Angabe.

Grafik 17

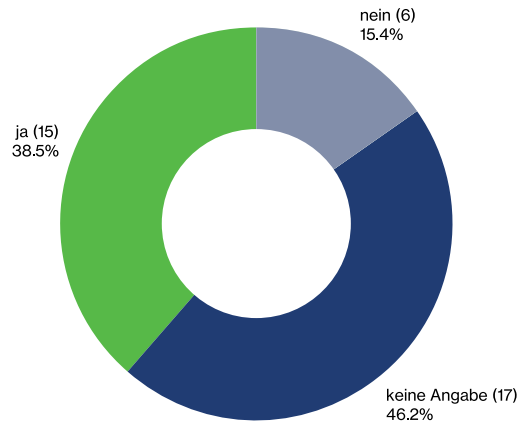


Die Frage, ob es weitere Formen der Fortbildung brauche, bejahen 15 der 39 spezialisierten Bibliotheken. Sechs sehen das nicht so, 18 machen keine Angabe.

Grafik 18

Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)

Braucht es weitere
Formen der Fortbildung?



14 Bibliotheken haben ihre Einschätzung präzisiert. Die Vorschläge sind allerdings so disparat, dass sie sich nicht systematisieren lassen. Zwei Bibliotheken – und das ist die einzige Mehrfachnennung – empfehlen die Einführung eines Kurses für Quereinsteiger/innen, in dem eine Art Einmaleins der Luxemburger Bibliothekslandschaft vermittelt wird.

Von den weiteren genannten Punkten erscheinen die folgenden beachtenswert:

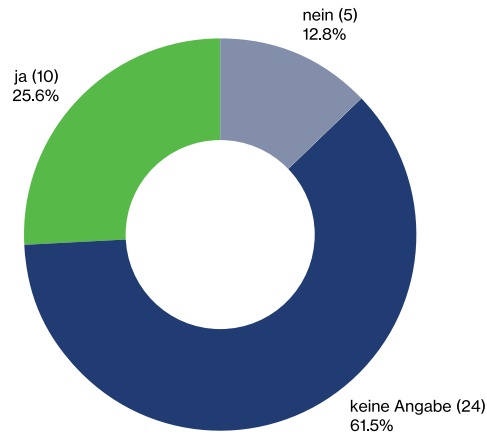
- Das Angebot sei zu sehr auf größere Bibliotheken ausgerichtet,
- eine höhere Frequenz wäre gut,
- Abendkurse wären hilfreich, vor allem für Freiwillige,
- es fehlen Weiterbildungen für Bibliotheksmitarbeiter/innen, die außerhalb des Verbundes arbeiten,
- wobei eine Bibliothek das Angebot von Jonk BAD und ALBAD erwähnt.

Die Frage, ob es spezielle Fortbildungen für nicht-öffentliche Bibliotheken geben sollte, bejahen zehn Bibliotheken (nein: 5, keine Angabe: 24).

Grafik 19

Spezialisierte Bibliotheken
(n=39)

Braucht es spezielle
Fortbildungen für nicht-
öffentliche Bibliotheken?



Die Idee einer Einführung spezieller Fortbildungen für spezialisierte Bibliotheken finden also mehr Bibliotheken gut als schlecht (10 gegenüber 5).

Eine eindeutige Mehrheit unter den spezialisierten Bibliotheken hält die Einführung eines BA-Studiengangs Informationswissenschaften an der Universität Luxemburg für eine gute Idee: 23 Bibliotheken sind dafür (negativ: 1, keine Angabe: 15).

Neun Bibliotheken haben ihre Antwort präzisiert. Neben generellem Zuspruch gilt es folgende Anmerkungen seitens der Bibliotheken hervorzuheben: Ein solcher Studiengang könnte den Beruf von Bibliothekar/innen, Archivist/innen und Dokumentalist/innen im Land aufwerten; ein Land mit so vielen Besonderheiten wie Luxemburg benötige einen eigenen Studiengang; das Studium müsste im Sinne des „Life Long Learning“ auch für Gasthörer/innen geöffnet werden; so wichtig der Studiengang auch sei, er sollte nicht die Notwendigkeit eines Auslandsaufenthaltes für die Studierenden ersetzen; solch ein Studium könnte das Problem, dass es zu wenig diplomierte Bibliothekar/innen im Lande gibt, die wiederum Studierende betreuen könnten, beheben; der Studiengang sollte zudem das Thema Barrierefreiheit in Bibliotheken – auch in Bezug auf sehbehinderte Menschen – reflektieren und sich so aktiv an einer entsprechenden Förderung beteiligen.

Die Idee eines BA-Studiengangs Informationswissenschaften an der Universität Luxemburg hält eine eindeutige Mehrheit der spezialisierten Bibliotheken für gut.

Digitalisierung

Zur Frage, ob es Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung (z. B. Einführung von RFID-Chips²⁹, vereinfachte Verwaltungsabläufe, Inventur, Bereitstellung digitaler Inhalte, Probleme bei der Anmeldeprozedur, Probleme beim Thema „Elektronische Rechnungsstellung“ usw.) in der eigenen Bibliothek gibt, antwortet eine eindeutige Mehrheit von 23 mit ja (nein: 6, keine Angabe: 10).

²⁹ Vgl. Anm. 20 in Kap. 3.1.

Auf die Frage, in welchen Bereichen es Nachholbedarf gebe, haben 23 Bibliotheken geantwortet. Mehrfach wurden die folgenden Punkte genannt: Es gebe Nachholbedarf bei der Bereitstellung digitaler Inhalte, bei der Einführung von RFID-Chips (was eine Bibliothek bereits getan hat), bei der Vereinfachung von Verwaltungsabläufen.

In dem Kontext Digitalisierung wurde auch auf die elektronische Rechnungsstellung hingewiesen, die in Luxemburg mit Gesetz vom 13. Dezember 2021 verpflichtend wurde und alle Rechnungssteller betrifft, die im Auftrag von öffentlichen Einrichtungen oder für diese Leistungen erbringen. Dies ist allerdings kein technisches Problem, sondern Folge einer undifferenzierten Einführung der elektronischen Rechnungsstellung, was bei Bibliotheken, die beispielsweise ein einzelnes Buch in einem ausländischen Antiquariat kaufen wollen, zu gravierenden Problemen führen kann. Es sei beispielsweise einer Antiquarin im Ausland nur schwer vermittelbar, dass sie für den Verkauf eines Buches eine komplizierte elektronische Rechnung stellen müsse.

Eine eindeutige Mehrheit der spezialisierten Bibliotheken sieht Nachholbedarf im Bereich Digitalisierung.

Weitere

Auch den spezialisierten Bibliotheken wurde in einer abschließenden Frage Raum gegeben, weitere Anmerkungen niederzuschreiben, die sie zu ihrer Bibliothek, einer anderen Bibliothek oder der Bibliothekslandschaft in Luxemburg machen wollten.

Zwölf der 39 Bibliotheken haben auf diese Frage geantwortet. Folgende Punkte werden u. a. betont:

- Die Sorge, keinen freiwilligen Nachwuchs mehr zu finden,
- die Sorge, dass die Zahl der Besucher/innen abnimmt,
- die Bedeutung der Bibliothek angesichts der Nichtlieferbarkeit zahlreicher Luxemburgensia,
- der Vorschlag, eine Zusammenarbeit mit (Universitäts-)Bibliotheken in der Großregion für eine vereinfachte Fernleihe zu lancieren,
- der Hinweis, dass es viele Fachbücher in Luxemburg nicht gibt.

1.3.5. Wissenschaftliche Bibliotheken

Mit den drei wissenschaftlichen Bibliotheken, die für diese Bestandsaufnahme berücksichtigt wurden, wurden Interviews geführt.

Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL)

Als Direktor der BnL sieht sich Claude D. Conter in der Rolle eines Lobbyisten für alle Bibliotheken im Land. Diejenigen Bibliotheken, die im Netzwerk vertreten sind und die zum Teil auf Basis des jetzigen Gesetzes eine staatliche Förderung bekommen, zum Teil aber auch nicht, hätten angeregt, dass es ein neues Gesetz brauche. Deshalb unterstütze er dies. Und er sei davon überzeugt, dass auch die nicht-öffentlichen Bibliotheken, um noch besser zur Pluralität der Bibliothekslandschaft in Luxemburg beizutragen, in den Genuss staatlicher Förderung kommen sollten. Demnach sollte, was die Förderung angeht, die Trennung zwischen öffentlichen und nicht-öffentlichen Bibliotheken aufgehoben werden.

Für ein neues Gesetz würde er die Mitgliedschaft im Verbund nicht mehr als zwingendes Kriterium anführen. Natürlich würde er es begrüßen, wenn so viele Bibliotheken wie möglich Mitglied im Verbund seien, aber er wolle dies nicht unter Zwang erreichen. Sein Ziel sei es vielmehr, durch die Attraktivität des Netzwerkes zu überzeugen. So solle eine Mitgliedschaft eher durch diese Attraktivität als durch eine Form von Zwang erreicht werden. Als Beispiele, mit denen das Netzwerk schon heute überzeugen könne, nennt Conter u. a. die Beratung in allen bibliotheksrelevanten Fragen, das Weiterbildungsangebot, die Bereitstellung der technischen Infrastruktur, aber auch die Übernahme von Lizenzkosten für elektronische Medien. Dieser letzte Punkt sei insofern interessant für Bibliotheken, als sie so ihren handkuratierten physischen Bestand um ein Zigfaches erweitern: eben durch die Möglichkeit für die Nutzer/innen, aus einer Vielzahl an Medien auszuwählen, die darüber hinaus auch erst dann berechnet würden, wenn ein/e Nutzer/in darauf zugreift. So würden sich die physische und die digitale Bibliothekswelt aufs Beste ergänzen. All diese Dienstleistungen würden außerdem kostenfrei angeboten. Ferner sei der Austausch im Netzwerk ein großer Vorteil für die Mitgliedsbibliotheken.

Conter erwähnte weiter, dass er Bibliotheken, die ausschließlich auf Basis von Freiwilligenarbeit funktionierten, eine Mitgliedschaft im Netzwerk nicht empfehle. Die Arbeit mit dem seit 2022 aktiven Bibliothekssystem Alma sei zu aufwendig für diese Bibliotheken. Dem könne allerdings durch eine Neuerung begegnet werden: Was nämlich den Aufwand angeht, der mit der Arbeit mit dem Bibliothekssystem Alma verbunden ist, schlägt Conter vor, dass die BnL die Mitarbeiter/innen der Bibliotheken – wenn sie es denn wollen – stärker bei der Katalogisierung unterstützen könnte. Die BnL könnte die Katalogisierung auch komplett übernehmen, wodurch die Bibliotheken vor Ort nur noch die lokale Signatur vergeben müssten. So könnten die Mitarbeiter/innen in den Bibliotheken vor Ort ihre Zeit zum Beispiel intensiver in den Kundenkontakt investieren. Dadurch werde auch die Qualität der Einträge im Katalog erhöht. Je weniger Menschen katalogisieren, desto weniger fehleranfällig sei das. Dafür müsste allerdings das Personal an der BnL aufgestockt werden.

Zu den in einem neuen Gesetz festgehaltenen Kriterien für ein Agrément mit dem Kulturministerium nennt Conter die folgenden Punkte: Dass der Bestand der durch das Ministerium unterstützten Bibliotheken aus Medien in mindestens den drei Landessprachen bestehen muss, sei unabdingbar. Das Verhältnis der Sprachen hingegen dürfe nicht zentral vorgeschrieben werden. Eine Bibliothek vor Ort wisse selbst am besten, welche Bedürfnisse unter den eigenen Nutzer/innen vorhanden seien. Für Öffnungszeiten müsse weiterhin ein gewisser Rahmen vorgegeben werden. Innerhalb dieses Rahmens bräuchten die Bibliotheken aber Flexibilität. Auch bei diesem Punkt gelte, dass die Bibliotheken ihre Nutzer/innen und deren Besuchsverhalten am besten kennen würden. Gerade in Bibliotheken, die auf Basis von Freiwilligenarbeit funktionierten, dürfe man diese Freiwilligen nicht durch zu rigide Vorgaben davon abschrecken, ein Agrément mit dem Kulturministerium zu schließen. Zur Frage der Finanzierung durch den Staat hält Conter fest, dass die Infrastruktur von den Kommunen übernommen werden solle (außer bei Gemeindefusionen im Rahmen der Landesplanung), das Ministerium aber etwa für Kosten für den Bestand und Veranstaltungen unterstützend aufkommen solle.

Strategisch hält Conter es für sinnvoll, in Zukunft sehr stark auf Kommunalisierung der Bibliothekslandschaft zu setzen. Nur so sei Stabilität gewährleistet. Dies könne durch Kommunalisierung einzelner Bibliotheken oder im interkommunalen Verbund realisiert werden. Als Anreiz für Kommunen bei der Kommunalisierung von bestehenden ASBL-Bibliotheken, aber auch bei Neugründungen führt Conter noch einmal die Attraktivität des Netzwerkes an, da die Kosten für Bibliotheksberatung, die technische Infrastruktur sowie die Weiterbildung für die Kommunen entfallen würden.

Hinsichtlich der Anzahl der Bibliotheken gibt Conter zu bedenken, dass man von der Idee, zahlreiche kleine Bibliotheken einzurichten, weggelassen müsse. Wichtiger sei es, attraktive große Bibliotheken mit einem sehr guten Bestand, einer ausgezeichneten Beratung und zahlreichen Dienstleistungen anzubieten. Er plädiert dafür, die Gründung von Bibliotheken stärker an die Landesplanung zu koppeln. Auch bei Gemeindefusionen sollten Gemeinden ermutigt werden, größere interkommunale Bibliotheken mit regionaler Ausstrahlung einzurichten.

Damit hängt dann auch die Frage zusammen, was eine Bibliothek im 21. Jahrhundert eigentlich sein soll. Hier sagt Conter, dass eine Bibliothek viel mehr sein müsse als eine Büchertheke, an der man Bücher ausleiht. Sie müsse ein Ort sein, an dem Menschen generationenübergreifend zusammenkommen und gerne verweilen; ein Ort, an dem auch administrative Dienste angeboten werden; ein Ort, an dem auch andere Dinge als Bücher ausgeliehen werden können (Stichwort: „Library of Things“). Bibliotheken seien Spezialisten im Verleihen und könnten ihr Angebot – bei ausreichend vorhandenen Ressourcen – in diese Richtung weiterentwickeln. Eine Bibliothek sollte im Sinne sozialer Kohäsion dafür sorgen, ein Ort für alle Bürger/innen zu sein, die sich dort bilden, spielen, unterhalten oder einfach nur „sein“ können. Eine Bibliothek müsse ein freier Ort sein, an dem man gerne Zeit verbringt.

Den Bücherbus, den die BnL betreibt, hält Conter für eine Notlösung für infrastrukturell schwach aufgestellte Regionen. Idealerweise gäbe es genug Bibliotheken, sodass der Bücherbus überflüssig wäre. Es sei sogar möglich, dass die Existenz des Bücherbusses einige Kommunen davon abhalte, eigene Bibliotheken einzurichten. Bei einer möglichen

Professionnelles des bibliothèques



Esin Göksoy, chargée pédagogique du CID - Fraen an Gender
© Sana Murad



Ouvrage en présentation de face au CID - Fraen an Gender © Sana Murad



Isabelle Schmoetten, directrice du CID - Fraen an Gender © Sana Murad



Caroline Rocco, bibliothécaire au CID - Fraen an Gender © Sana Murad

Ab Abschaffung des Bücherbusses könnten für Menschen mit Mobilitätseinschränkungen mobile Bringdienste vorgesehen werden, wie sie heute schon von einigen Bibliotheken – etwa in Differdingen oder Luxemburg – angeboten werden.

Um dem Nachwuchsproblem zu begegnen, das für Conter außer Frage steht, denkt er an einen informationswissenschaftlichen BA-Studiengang an der Universität Luxemburg. Die fachspezifische Formation würde dann im Anschluss im Weiterbildungsprogramm des Netzwerks vorgenommen. Der Studiengang sei umso wichtiger, als im Ausland zunehmend bibliotheks- oder informationswissenschaftliche Studiengänge abgeschafft würden.

Da viele Bibliotheken unzufrieden mit der Oberfläche von a-z.lu seien und angeben, dass ihre Nutzer/innen gerne die Möglichkeit hätten, sich schnell den jeweiligen Bestand vor Ort anzusehen, wird derzeit an Lösungen für diesen Bedarf gearbeitet.³⁰

Luxembourg Learning Center (LLC)

Die Leiterin des LLC Marie-Pierre Pausch-Antoine beschreibt im Interview die Entwicklung der Bibliothek seit ihrer Gründung im Jahre 2018 als exponentiell. Auf die Frage, was bzw. welche Dienstleistungen die Nutzer/innen der Bibliothek vermissten, lautet die knappe Antwort: nichts. Das Publikum, das sich aus den Forschenden und Lernenden der Universität Luxemburg und externen Besucher/innen zusammensetze, sei rundum zufrieden mit dem Angebot des LLC.

Eine Professionalisierung der Luxemburger Bibliothekslandschaft hält Pausch für unabdingbar. Im Rahmen einer vernünftigen Übergangsfrist müsse dafür gesorgt werden, dass es eine radikale Zunahme an diplomierten Bibliothekar/innen gebe. Luxemburg habe aber ein großes Nachwuchsproblem. Um dem zu begegnen, sei der Vorschlag von Claude D. Conter, einen informationswissenschaftlichen BA-Studiengang an der uni. lu einzurichten, eine perfekte Maßnahme. Ein angepasstes Gesetz, das eine veritable Professionalisierung in Luxemburg voranbringe, würde sie begrüßen.

Die eigene Bibliothek solle in den kommenden Jahren entlang dreier Achsen weiter optimiert werden. Erstens geht es Pausch um die Ausbildung der Bibliotheksnutzer/innen, was die Nutzung der Bibliothek und die der Recherchertools angeht. Zweitens geht es ihr um die Schaffung einer Bibliotheksgemeinschaft („communauté“). Eine Bibliothek könne heutzutage nicht mehr allein bestehen, müsse durch Veranstaltungen und Kooperationen mit Partnerinstitutionen – Museen, Vereinen, Kulturinstitutionen – zum Leben erweckt werden („faire vivre la bibliothèque“). Hier sei es von großer Bedeutung, Überzeugungsarbeit in der Politik zu leisten, da viel zu viele Politiker/innen noch immer das Bild der Bibliothek als ausschließlich der Buchausleihe dienendem Ort im Kopf haben. Wenn es aber gelänge, im oben beschriebenen Sinn die Bibliothek zum Leben zu erwecken und eine „communauté“ auszubilden, sei eine für Demokratien wichtige soziale Funktion am Ort der Bibliothek erreicht. Die dritte Achse, die Pausch beschreibt, ist der Ausbau der Zusammenarbeit mit den Wissenschaftler/innen der Universität Luxemburg im Bereich open access und open science. Bei jeder dieser drei Achsen gilt für Pausch

³⁰ Bisher bieten die Lëtzebuerg City Bibliothèque sowie die Bibliothèque municipale de Differdange hauseigene Suchmöglichkeiten an.

eine Maxime: Der Mensch müsse im Zentrum stehen. In diesem Kontext erwähnt sie auch, dass die Einrichtung eines Cafés im LLC in Planung sei.

Grand Séminaire / Luxembourg School for Religion and Society (LSRS)

Im Gegensatz zur BnL und dem LLC richtet sich die Bibliothek des Grand Séminaire / der Luxembourg School for Religion and Society (LSRS) eher an ein begrenztes Publikum, das zu einem Großteil aus den Forschenden und Lernenden der Einrichtungen besteht, zu einem kleinen Teil auch aus externen Forschenden und Expert/innen. Viele der Fragen, die im Rahmen dieser Studie an die Bibliotheken gestellt wurden, spielen für die Leiterin Isabelle Wies und ihre Mitarbeiterin Catherine Paul, mit denen das Interview geführt wurde, keine Rolle.

Wies und Paul beklagen einen gewissen Platzmangel, der sich für den Bestand im Laufe der Jahre eingestellt habe. Hoffnung aber setzen sie in den zeitnah stattfindenden Anbau, der das Platzmangelproblem lösen solle. Die Besucher/innen der Bibliothek seien zufrieden mit dem Angebot und den angebotenen Hilfestellungen und äußerten keine Kritikpunkte.

Im Hinblick auf Nachwuchsprobleme stellen die beiden fest, dass es entscheidend sei, mehr diplomierte Bibliothekar/innen im Land zu haben. In diesem Kontext befürworten sie auch die Einführung eines informationswissenschaftlichen BA-Studiengangs an der uni.lu.

Was die Formationen des Netzwerks bibnet.lu angeht, halten die beiden das Angebot für ausreichend und gut.

1.3.6. Verbände

Dieses Unterkapitel basiert auf den Avisen, welche von den Verbänden im Zuge der öffentlichen Konsultation, die das Kulturministerium am 24. Mai 2022 eingeleitet hatte, bei diesem Ministerium eingereicht wurden. Eine erste Diskussion der Ergebnisse fand im Rahmen der Kulturassisen zu den Bibliotheken im April 2023 in den Räumlichkeiten der BnL statt.

Für dieses Unterkapitel wurden darüber hinaus Interviews mit zwei Vertretern dreier Verbände geführt: mit Jean-Marie Reding, Vize-Präsident der ALBAD und Präsident von FëBLux, am 24. Oktober 2023 sowie mit den Jonk BAD, genauer mit Präsident Alexej-Flynn Graf sowie der Schatzmeisterin Caroline Rocco und der ehemaligen Präsidentin (2018-2022) Anne Manternach, am 30. Januar 2024.

Die Avisen und Interviews werden im Folgenden nicht in Gänze wiedergegeben. Es werden die zentralen Forderungen und Aspekte resümiert.

ALBAD

Die jetzigen Kriterien werden als zu restriktiv angesehen. Dadurch werde eine Verhinderung und keine Förderung der Bibliothekslandschaft betrieben. Der Verband erinnert in diesem Kontext an seine negative Stellungnahme vom 2. November 2009, als es um das Gesetz von 2010 ging, und betont, dass das Gesetz von 2010 dazu beigetragen habe, Bibliotheken eher zum Verschwinden zu bringen, als welche entstehen zu lassen.

Das Gesetz solle die bestehenden öffentlichen Bibliotheken unterstützen, um ihre Entwicklung und ihren Fortbestand zu sichern. Es solle ferner Neugründungen fördern und Gemeinden ermutigen, aktiv Neugründungen voranzubringen. Laut ALBAD müssten Förderungen indexiert werden. Flexibilisierung sei nötig in Bezug auf die Kriterien, insbesondere bei den Öffnungszeiten (eine Mindestanzahl von sechs Stunden pro Woche reiche) und den Sprachen des Bestandes (nur dadurch sei Diversifizierung möglich). Die Optimierung von Barrierefreiheit müsse angestrebt werden. Die Mitgliedschaft in bibnet.lu sollte nicht obligatorisch, die Wahl des Bibliothekssystems jeder Bibliothek selbst überlassen sein. Es könnten neue Netzwerke für die verschiedenen Bibliothekstypen geschaffen werden. Die Vernetzung und Interoperabilität könnte durch eine National Authority on Public Libraries gewährleistet werden, die sich auch um Beratung, Betreuung vor Ort, Schulungen etc. kümmern könnte. Einen nationalen Einheitskatalogs auf der Ebene der wissenschaftlichen Bibliotheken befürwortet die ALBAD. Sie regt zudem die Entwicklung einer Strategie für das öffentliche Lesen an und wünscht sich eine Professionalisierung auf der Ebene der Qualifikation, aber mit ausreichender Übergangsfrist. Die Gemeinden müssten dazu gebracht werden, sich stärker an den Kosten zu beteiligen, weil sonst der Staatshaushalt zu stark belastet werde. Sie müssten v. a. mehr von den Personalkosten, Betriebskosten, Kosten für Instandhaltung der Räumlichkeiten und anderen Logistikkosten übernehmen. Der Staat sollte hier nur über fünf Jahre degressiv unterstützen und danach nur noch für die Anschaffung neuer Bücher, Dokumente, Sammlungen und Veranstaltungen aufkommen. Der ALBAD zufolge muss der CSB reformiert werden: Berufsangehörige müssten die Mehrheit darstellen, die Institution müsse sich auf alle Bibliothekstypen beziehen. Die ALBAD plädiert für die Abschaffung des Bücherbusses. Sollte der Bücherbus bleiben, dann sollte er nicht mehr unter der Aufsicht der BnL stehen.

FëBLux

Der Verband schlägt in seinem Avis eine Strategie für eine öffentliche Lesepolitik vor. Er nennt folgende Punkte: Das Gesetz von 2010 müsse vollständig abgeschafft werden. Der CSB solle abgeschafft und in eine Arbeitsgruppe für öffentliche Bibliotheken überführt werden; theoretisch müsste ein CSB aus vielen Mitgliedern aller Bibliothekstypen bestehen. Der Bücherbus müsse aus der Verantwortung der BnL geholt oder abgeschafft werden. Betriebsausgaben sollten nicht mehr vom Staat finanziert werden. Eine von Regierung und Staat unabhängige National Authority on Public Libraries solle gegründet werden. Investitionsausgaben und besondere Ausgaben (Gründung eines Bestands) sollten staatlich finanziert werden. Kommunale Neugründungen sollten gefördert und Anreize für Kommunalisierung geschaffen werden. Die Gründung interkommunaler Bibliotheken solle dagegen vermieden werden.

Folgende Kritikpunkte ergänzte Jean-Marie Reding, Vize-Präsident der ALBAD und Präsident von FöBLux, am 24. Oktober 2023 im Interview: Ein Gesetz müsse den grundlegenden Unterschied zwischen wissenschaftlichen und öffentlichen Bibliotheken erkennen; daraus resultiere, dass öffentliche Bibliotheken nicht verpflichtet werden dürften, mit demselben Bibliothekssystem zu arbeiten wie eine wissenschaftliche Bibliothek wie die BnL oder das LLC. Ein Gesetz müsse Anstoßfinanzierungen für Bibliotheksneugründungen vorsehen. Ein Gesetz dürfe unter keinen Umständen Vorschriften im Hinblick auf den Bestand oder die Sprachen, in denen Medien zur Verfügung gestellt werden, machen; Bestandszusammensetzungen müssten unter die Verantwortung der Bibliothek fallen, die ihre Nutzer/innen am besten kenne; die Autonomie der Bibliothek müsse gewahrt sein. In diesem Kontext bekräftigte Reding den von ihm und anderen – etwa dem früheren EBLIDA-Präsidenten Jukka Relander – oft vorgebrachten Vorwurf, dass das jetzige Gesetz das autoritärste Bibliotheksgesetz der Europäischen Union sei.³¹ Das Gesetz müsse ferner plurale, nicht neutrale Bibliotheken avisieren (um eine plurale, veritable Debattenkultur zu ermöglichen). Das Formationsangebot müsse erweitert werden (zum Beispiel um Angebote zum Umgang mit den Bürger/innen); eine Konzentration auf Katalogisierung und Verschlagwortung reiche nicht aus. Ein Gesetz müsse vorschreiben, dass mindestens ein Lesesaal und ein Lesegerät für Sehbehinderte bereitgestellt werde. Der Bücherbus müsse abgeschafft werden. Neue Bibliotheken müssten gegründet werden. Ferner könne über Bringdienste für Menschen mit eingeschränkter Mobilität nachgedacht werden.

ULBP

Die ULBP nennt in ihrem Avis folgende Punkte: Es sollten Anreizprämien für Neugründungen von öffentlichen Bibliotheken eingeführt werden, mit einer Übergangszeit von drei Jahren, in denen sie finanzielle Unterstützung durch das Kulturministerium bekommen, auch wenn noch nicht alle Kriterien erfüllt sind. Gleiches solle für bestehende Bibliotheken gelten, die ihre Zulassung als anerkannte öffentliche Bibliothek beantragen wollen. Barrierefreiheit müsse obligatorisch für Neugründungen sein. Das Weiterbildungsangebot des Verbundes müsse auch für Personen geöffnet werden, die ihr Fachstudium abgeschlossen haben, nicht nur für solche, die in Form eines unbefristeten oder befristeten Arbeitsvertrags von einer Bibliothek angestellt sind. RFID-Chips sowie interbibliothekäre Ausleihe sollten in allen öffentlichen Bibliotheken eingeführt werden. Eine Bibliothek mit regionaler Ausrichtung solle nicht gleichzeitig verschiedene Bibliothekstypen repräsentieren (hingegen sei ein Zusammenschluss von öffentlichen Bibliotheken denkbar). Es solle eine Flexibilisierung in Bezug auf die Öffnungszeiten geben; eine Mindestanzahl von zwölf Stunden pro Woche, davon mindestens zwei am Wochenende, reiche. In Bezug auf eine obligatorische Mitgliedschaft im Verbund ist die ULBP sich nicht einig. Bezüglich der Qualifikation solle eine Professionalisierung angestrebt werden: Mindestens ein/e Mitarbeiter/in solle diplomiert sein. Die ULBP ist sich jedoch uneinig, ob dies für alle öffentlichen Bibliotheken gelten solle oder nur für solche, die eine Gemeinde mit mindestens 10.000 Einwohner/innen bedienen. Ferner müssten Förderungen indexiert werden. Art. 4 und 5 der entsprechenden großherzoglichen Verordnung müssten angepasst werden. Finanzielle Förderungen für Veranstaltungen sollten separat angewiesen und auch erhöht werden, da die Honorare für Lesungen gestiegen seien.

³¹ Zuletzt in <https://www.land.lu/page/article/499/340499/FRE/index.html> (letzter Aufruf: 5. März 2024).

Die ULBP weist darauf hin, dass der Dienst für öffentliche Bibliotheken, wie er in Art. 19 des Gesetzes geregelt ist, so nicht existiere; er müsse als gesonderter Dienst des Netzwerkes eingerichtet werden und folgende Missionen abdecken: Analyse der Bedürfnisse der öffentlichen Bibliotheken vor Ort, Erstellen von Studien und Statistiken über öffentliche Bibliotheken in Luxemburg, Erarbeitung von Empfehlungen und Strategien für die zukünftige Entwicklung der öffentlichen Bibliothekslandschaft in Luxemburg, Unterstützung und Betreuung öffentlicher Bibliotheken vor Ort, Besuche vor Ort, um die Gründung neuer öffentlicher Bibliotheken zu fördern, Organisation von Weiterbildungsmöglichkeiten.

Der CSB wird nicht grundsätzlich in Frage gestellt. Vorgeschlagen wird aber, dass es die Möglichkeit geben sollte, Stellvertreter/innen zu benennen. Ferner soll ein/e Vertreter/in des Netzwerks zu den Mitgliedern gehören und die Funktion eines Sekretärs bzw. einer Sekretärin übernehmen.

Jonk BAD

Die Jonk BAD stellen in ihrem Avis heraus, dass sie sich auf diejenigen Aspekte des Gesetzes beschränken, mit denen sie sich in ihrer Verbandsarbeit beschäftigen, das ist insbesondere das „Potenzial von enger Professionalisierung von der Berufler vom BAD-Bereich her zu Lëtzebuerg“. Konkret stellen sie die folgenden Punkte heraus: Es bestehe ein Ungleichgewicht zwischen den in Luxemburg ausgeschriebenen Stellen im BAD-Bereich und der Anzahl qualifizierter Personen für diese Stellen; in Ausschreibungen für Bibliothekar/innen werde oft kein abgeschlossenes bibliothekswissenschaftliches Studium verlangt. Der Mangel an qualifiziertem Personal sei auf das Fehlen eines fachspezifischen Studiengangs in Luxemburg zurückzuführen; die Jonk BAD plädieren für die Einführung eines solchen Studiengangs. Sie kritisieren, dass die Fortbildungen im Verbund nur wahrgenommen werden können, wenn die Teilnehmenden bereits in einer Bibliothek arbeiten. Es gebe einen Mangel an Praktikumsplätzen in den hiesigen Bibliotheken, was wiederum damit zu tun habe, dass in vielen Bibliotheken zu wenig qualifiziertes Personal beschäftigt sei; in den meisten Studienordnungen ist die Betreuung der Praktikant/innen durch eine/n diplomierte/n Bibliothekar/in vorgeschrieben. Das führe dazu, dass viele Personen, die geeignet wären, in Luxemburg zu arbeiten, nach ihrem Studium im Ausland bleiben, wo sie nicht nur ein Fachstudium, sondern eben auch die notwendigen Praktika absolvieren konnten.

Im Interview ergänzten die Jonk BAD, dass aus diesen Gründen die Einführung eines informationswissenschaftlichen Studiengangs in Luxemburg unabdingbar sei. Es sei keine Alternative, ein Modell wie den deutschen FAMI (Ausbildung zum/zur Fachangestellten für Medien- und Informationsdienste) einzuführen. Dies sei nicht ausreichend, um den Herausforderungen einer professionalisierten Bibliothekslandschaft begegnen zu können. Ein weiterer Vorteil eines Studiengangs sei es, dass auch die internationale Anerkennung des Sektors steigen würde, wenn es in Luxemburg einen Studiengang gäbe. Demnach spielt in den Augen der Jonk BAD die Professionalisierung des Sektors die Hauptrolle bei einer Reform des Gesetzes.

Die Jonk BAD fordern mindestens eine Person mit bibliothekswissenschaftlichem Abschluss für jede öffentliche Bibliothek – in Vollzeit. Hierfür, das wurde im Interview noch einmal betont, sei eine ausreichende Übergangszeit zu berücksichtigen, damit die Personen, die momentan ohne Diplom in den Bibliotheken arbeiten, ihre Stellen nicht verlieren. Freiwilligenarbeit in öffentlichen Bibliotheken wollen die Jonk BAD nicht verbieten, aber doch auf Aushilfsarbeiten beschränken. Die Leitung einer Bibliothek oder auch das Katalogisieren dürfe nur von qualifiziertem Personal übernommen werden. Funktion und Missionen des Verbundes bibnet.lu sehen die Jonk BAD als zentral für die weitere Professionalisierung an. Deshalb soll eine Mitgliedschaft im Verbund auch weiterhin obligatorisch sein.

Im Interview wollten sich die Jonk BAD zu allen weiteren Fragen ein neues Gesetz betreffend nicht äußern, weil sie sich dies – als Vertreter der Interessen des Nachwuchses – nicht anmaßen wollten.

1.3.7. Conseil supérieur des bibliothèques (CSB)

Dieses Unterkapitel basiert einerseits auf dem Avis, der vom Conseil supérieur des bibliothèques im Zuge der öffentlichen Konsultation, die das Kulturministerium am 24. Mai 2022 eingeleitet hatte, bei diesem Ministerium eingereicht wurde. Der CSB hat sich in seinem Avis darauf beschränkt, Art. 20 des aktuellen Gesetzes zu den öffentlichen Bibliotheken zu kommentieren; das ist der Artikel über die Aufgaben und die Zusammensetzung des CSB. In einem weiteren Schritt hat der CSB eine Synthese aller eingereichten Avisen vorgenommen und diese aus Sicht des CSB kommentiert.

Der CSB wirft die Idee auf, an ein Gesetz für alle Bibliotheken im Land zu denken, nicht nur an eines für die öffentlichen, wie es das seit 2010 in Luxemburg gibt. Dies beträfe dann auch den CSB selbst, da, wie der CSB feststellt, seine Aufgaben über die im Gesetz für die öffentlichen Bibliotheken festgeschriebenen realiter hinausgehen. Nach einer Reform bezögen sich die gesetzlich geregelten Aufgaben auf alle Bibliothekstypen. Auch deshalb schlägt der CSB vor, dass seine Funktionsweise überarbeitet wird. Der Rat wäre umzubenennen in Conseil national des bibliothèques. Neue Aufgaben und die neue Zusammensetzung könnten in einer großherzoglichen Verordnung bestimmt werden. Um weiterhin ein eigenes Sprachrohr für die öffentlichen Bibliotheken zu haben, schlägt der CSB vor, dass ULBP und Kulturministerium eine diesbezügliche Vereinbarung schließen.

Die neuen Missionen des CSB wären demnach:

- die Zusammenarbeit und den Austausch zwischen den Bibliotheken zu fördern,
- Aktivitäten zur Förderung des Lesens und der Wissensvermittlung sowie Maßnahmen zur Entwicklung von Fähigkeiten zur Informationssuche zu fördern,
- die berufliche Entwicklung des Personals von Bibliotheken zu fördern,
- Stellungnahmen und Vorschläge zu formulieren, die dem für Kultur zuständigen Ministerium vorzulegen seien.

Als Zusammensetzung des neuen Rates schlägt der CSB vor:

- eine/n Vertreter/in der BnL,
- eine/n Vertreter/in von bibnet.lu,
- eine/n Vertreter/in der öffentlichen Bibliotheken,
- eine/n Vertreter/in des für Kultur zuständigen Ministeriums,
- eine/n Vertreter/in des für Erziehung zuständigen Ministeriums,
- eine/n Vertreter/in der Schulbibliotheken,
- eine/n Vertreter/in der spezialisierten Bibliotheken,
- eine/n Vertreter/in der Universität Luxemburg,
- eine/n Vertreter/in des Syvicol,
- eine/n diplomierte/n Bibliothekar/in,
- eine/n Vertreter/in von ALBAD,
- eine/n Vertreter/in der Jonk BAD,
- eine/n Vertreter/in der ULBP.

Jedes Mitglied könne eine/n Stellvertreter/in benennen.

Der CSB hat im Weiteren die Avisen, die im Zuge der öffentlichen Konsultation beim Kulturministerium eingereicht wurden, folgendermaßen kommentiert: Der CSB unterstützt die Professionalisierung des Sektors, insbesondere wegen der Sorge bezüglich des Mangels an qualifiziertem Nachwuchs. Wie die ALBAD ist der CSB gegen regionale Zusammenschlüsse unterschiedlicher Bibliothekstypen, unterstützt jedoch – wie die ULBP – die Möglichkeit von Zusammenschlüssen öffentlicher Bibliotheken. Der CSB ist der Ansicht, dass bei Schaffung neuer Stellen mindestens eine Person mit mindestens BA-Abschluss in Bibliotheks- oder Informationswissenschaft pro Bibliothek anzustellen sei. Der Bücherbus sei in der derzeitigen Lage noch notwendig, idealiter aber wird er in Zukunft überflüssig sein, wenn sich die Situation der öffentlichen Bibliotheken optimiert habe. Der CSB ist der Ansicht, dass die Übernahme der Betriebskosten in den Bereich der Kommunen fällt. Er hält zudem die Erhöhung der Anzahl der öffentlichen Bibliotheken sowie ihre flächendeckende Kommunalisierung für unerlässlich.

KAPITEL 4: ZUSAMMENFASSUNG DER WICHTIGSTEN ERGEBNISSE. SYNTHESE

Da die Auswertung der Umfragen und Interviews differenziert nach fünf verschiedenen Bibliothekstypen und nach Verbänden vorgenommen wurde, soll in diesem Kapitel eine Synthese der wichtigsten Ergebnisse erfolgen.

Ein neues Gesetz?

Alle Verbände, deren Avisen für diese Bestandsaufnahme berücksichtigt wurden, befürworten eine starke Überarbeitung des Gesetzes von 2010 bzw. ein neues Gesetz. Auch die BnL und das LLC sind für ein neues Gesetz. Die BnL würde es darüber hinaus begrüßen, wenn es ein allgemeines Bibliotheksgesetz wäre, dass auch die nicht-öffentlichen Bibliotheken berücksichtigt.

Von den 14 öffentlichen Bibliotheken, die den Fragebogen ausgefüllt haben, sind nur drei zufrieden mit dem aktuellen Gesetz. Fünf Bibliotheken sind nicht zufrieden mit dem Gesetz, zwei nur eingeschränkt. Drei der 14 öffentlichen Bibliotheken hätten gerne ein neues Bibliotheksgesetz, fünf antworten mit „jein“ und plädieren damit zumindest für eine Überarbeitung. Damit sprechen sich acht von 14 Bibliotheken für eine Überarbeitung aus.

Bei den spezialisierten Bibliotheken sieht die Stimmung etwas anders aus, was natürlich auch daran liegen kann, dass sich die *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*, wie der Name es schon sagt, auf die öffentlichen Bibliotheken bezieht. Eine Mehrzahl der spezialisierten Bibliotheken hat dementsprechend auf die Frage, ob sie eine Überarbeitung des Gesetzes von 2010 für sinnvoll halte, keine Angabe gemacht (19), immerhin zwölf fänden eine Überarbeitung gut, acht sind dagegen. Auf die Frage, ob spezialisierte Bibliotheken in ein neues Gesetz integriert werden sollten, hat aber fast die Hälfte der befragten Bibliotheken positiv reagiert (18), wobei genauso viele Bibliotheken keine Angabe gemacht haben und nur drei dagegen sind.

Was wird von einem neuen Gesetz erwartet?

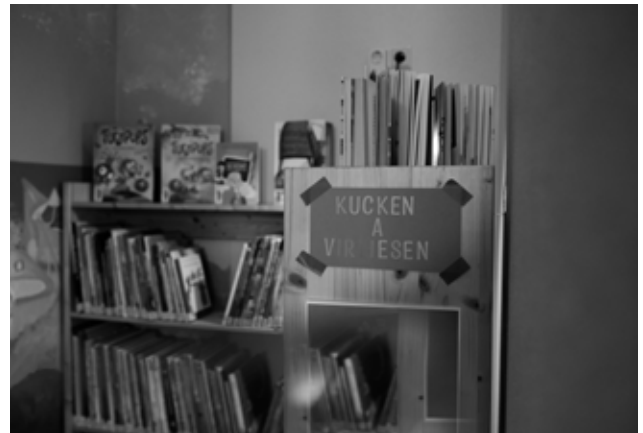
Von einem neuen bzw. überarbeiteten Bibliotheksgesetz wünschen sich vier der 14 öffentlichen Bibliotheken flexiblere Kriterien, ebenfalls vier Bibliotheken halten es für wichtig, dass neue Mindeststandards für die Qualifikation des Personals gesetzlich geregelt werden – zumindest eine diplomierte Person pro Bibliothek. Drei Bibliotheken wünschen sich explizit, dass die Kommunen mehr für Neugründungen tun, und ebenfalls drei Bibliotheken wünschen sich eine gesetzliche Neuregelung der Zusammensetzung und/oder Aufgabenbestimmung des CSB. Zwei fordern, dass die finanzielle Förderung indexiert wird.

Die ALBAD schlägt vor, in einem neuen Gesetz die Gründung einer neutralen National Authority on Public Libraries vorzusehen. Ferner plädiert sie dafür, dass die Mitgliedschaft im Netzwerk bibnet.lu nicht mehr verpflichtend ist. Auch ihr Vize-Präsident Jean-Marie Reding sieht dies im Interview so. Claude D. Conter als Direktor der BnL wäre bereit, die Verpflichtung in einem neuen Gesetz aufzuheben, weil er im Hinblick auf die

Bibliothèques associatives



Annick Kieffer, responsable de la Bibliothèque d'Eschdorf © Sana Murad



Bibliothèque d'Eschdorf © Sana Murad

Mitgliedschaft lieber durch die Attraktivität des Netzwerks überzeugen möchte als durch Zwang. Die ULBP ist sich uneinig, ob die Mitgliedschaft weiterhin verpflichtend sein soll. Die Jonk BAD heben die Bedeutung des Netzwerkes für die Professionalisierung in Luxemburg hervor. Der CSB stellt in seiner Synthese der Avisen fest, dass die Vorteile des Netzwerkes für die Bibliothekslandschaft sehr groß seien, und gibt zu bedenken, dass der Aufbau neuer Strukturen, wie von ALBAD vorgeschlagen, einen erheblichen personellen und budgetären Aufwand bedeuten würde.

Die ALBAD erwähnt explizit, dass in einem neuen Gesetz die Verwendung des Systems Alma nicht mehr verpflichtend sein sollte. Kein anderer Verband äußert sich dazu.

Alle sind dafür, die Kriterien für ein Agrément in einem neuen Gesetz zu lockern. Ganz explizit sprechen sich die ALBAD und die ULBP für eine Flexibilisierung der Öffnungszeiten aus. Auch Claude D. Conter begrüßt dies. Die Jonk BAD wollten sich dazu nicht äußern (siehe Kap. 3.6). In Bezug auf die Bestände und die angebotenen Sprachen fordert die ALBAD uneingeschränkte Autonomie der Bibliotheken. Eine Lockerung der Kriterien würde auch bei den spezialisierten Bibliotheken Zuspruch finden, wenn sie die Möglichkeit für ein Agrément bekämen. 18 der befragten spezialisierten Bibliotheken wären dementsprechend für eine Integration der spezialisierten Bibliotheken in ein neues Bibliotheksgesetz (s. o.). Gelockert werden müssten in den Augen der spezialisierten Bibliotheken Vorgaben zu den Sprachen und den Öffnungszeiten.

Dass es wichtig sei, Anreize für Bibliotheksneugründungen zu setzen, vor allem in Richtung der Kommunen, sehen sowohl Claude D. Conter als auch die ALBAD, die FëBLux und die ULBP so. Letztere weist auf die Notwendigkeit einer dreijährigen Übergangszeit hin, in der die Bibliotheken finanzielle Unterstützung durch das Kulturministerium bekommen sollten, auch wenn noch nicht alle Kriterien erfüllt sind.

Dass dabei explizit auf Barrierefreiheit geachtet werden müsse, betont die ALBAD. Der CSB schließt sich dem an. Dieser Punkt wurde auch von den öffentlichen und spezialisierten Bibliotheken angesprochen.

Was die vorgegebenen Sprachen angeht, spricht sich Claude D. Conter dafür aus, diesen Standard beizubehalten, während die FëBLux dies nicht möchte. Conter aber fügt hinzu, dass die Bibliotheken selbst es sein sollten, die über das sprachliche Verhältnis ihrer Bestände entscheiden.

Sowohl die ALBAD als auch die ULBP sprechen in ihren Avisen die Bedeutung einer Indexierung der Förderungen an. Dieser Punkt wurde zudem von vereinzelt öffentlichen Bibliotheken benannt.

Sowohl die BNL als auch die ALBAD und die FëBLux sind dafür, dass nicht mehr der Staat für die Finanzierung der Betriebskosten der agrierten Bibliotheken aufkommt, sondern die Kommunen dafür stärker in die Pflicht genommen werden. Hingegen solle der Staat sich um die Finanzierung der Bestände, der Veranstaltungen und sonstiger besonderer Ausgaben kümmern.

Was die Zusammensetzung des CSB angeht, ist von den Verbänden nur die ULBP dafür, dass der CSB in seiner jetzigen Form erhalten bleibt. Dagegen sind ALBAD, FëBLux und der CSB selbst. Letzterer schlägt vor, den CSB in einen Rat für alle Bibliothekstypen zu überführen.

Dissens gibt es zwischen Claude D. Conter auf der einen und ALBAD und FëBLux auf der anderen Seite in der Frage, ob interkommunale Zusammenschlüsse mit regionaler Ausrichtung gesetzlich gefördert werden sollten. Ersterer ist dafür, Letztere sind dagegen. Die ULBP betont, dass ein Zusammenschluss zwischen öffentlichen Bibliotheken denkbar sei. Der CSB teilt sowohl die Ansichten von ALBAD und FëBLux wie auch die der ULBP.

Interessant im Hinblick auf das Gesetz sind auch die Stellungnahmen zur Professionalisierung, zu der Nachwuchsfrage, dem (Weiter-)Bildungsangebot und der Kommunalisierung.

Professionalisierung

Die drei wissenschaftlichen Bibliotheken und die Verbände sind beinahe alle eindeutig dafür, diplomiertes Personal als Kriterium ins Gesetz aufzunehmen. Nur die ULBP ist in dieser Frage uneinig, spricht sich aber auch nicht dagegen aus.

Von den Bibliotheken selbst geben 19 von 53 an, dass eine Professionalisierung notwendig sei, wobei nur drei von ihnen dazu das Kriterium „diplomiertes Personal“ benennen. Erwähnt werden muss aber auch, dass 23 der befragten Bibliotheken zu dieser Frage keine Angabe gemacht haben und nur sieben explizit gegen eine Professionalisierung sind.

Auf den Gesamtsektor (Verbände und Bibliotheken) bezogen lässt sich also ein Trend hin zur Professionalisierung ablesen.

Nachwuchsprobleme

Die drei wissenschaftlichen Bibliotheken, der CSB und die Jonk BAD identifizieren große Nachwuchsprobleme im Sektor.

Von den Bibliotheken sehen 14 von 53 diese Probleme als gegeben an, wobei eine Mehrzahl der Bibliotheken (23) keine Angabe zu der Frage gemacht hat.

Ausweitung des Formationsangebots

Die ULBP, die Jonk BAD und auch Jean-Marie Reding im Interview plädieren explizit für eine Ausweitung des Weiterbildungsangebotes, insbesondere mit Blick auf Personen, die noch nicht in einer Bibliothek arbeiten.

Das existierende Fortbildungsangebot des Netzwerkes beurteilen 15 der 53 Bibliotheken als gut, 16 aber als ausbaufähig.

24 der 53 Bibliotheken plädieren dafür, das Angebot auszuweiten, nur sechs sehen dafür keine Notwendigkeit.

Inhaltlich wünschen sich viele Bibliotheken ein differenzierteres Angebot: „abgespeckte“ Versionen für kleinere (auch kleinere öffentliche) Bibliotheken, mehr Formationen für nicht-diplomierte Bibliotheksangestellte, mehr Formationen, die sich eher auf den Bibliotheksalltag beziehen.

Konkret wünschen sich zehn von 37 spezialisierten Bibliotheken spezielle Fortbildungen für nicht-öffentliche Bibliotheken.

Einführung eines informationswissenschaftlichen BA-Studiengangs an der Universität Luxemburg

Die drei wissenschaftlichen Bibliotheken und die Jonk BAD erwähnen den Studiengang explizit als wünschenswert.

Von 53 Bibliotheken sehen eine solche Einführung 31 positiv, nur zwei sehen sie negativ.

Kommunalisierung

Eine Kommunalisierung nicht-öffentlicher Bibliotheken befürworten Claude D. Conter sowie die ALBAD und die FëBLux. Der CSB schließt sich dem an und unterstützt dabei auch die Forderung von ALBAD, dass dabei sichergestellt werden müsse, dass die Kommunen für die Betriebskosten aufkommen. Der Staat sollte die Bibliotheken bei (Neu-)Anschaffungen von Medien und kulturellen Veranstaltungen unterstützen.

Die öffentlichen Bibliotheken mit Agrément sind zu über 66 Prozent für eine Kommunalisierung der Bibliothekslandschaft. Acht von zwölf öffentlichen Bibliotheken mit Agrément sind dafür, weitere zwei wären unter Umständen dafür. Zwei machen keine Angabe. Das bedeutet auch, dass es keine einzige Nein-Stimme bei dieser Frage gibt.

Es lässt sich also ein Trend zur Kommunalisierung im Gesamtsektor ablesen.

Bibliotheken im 21. Jahrhundert. Neue Aufgaben, neues Selbstverständnis

Eine Mehrzahl der öffentlichen Bibliotheken mit Agrément ist der Ansicht, dass ihr Angebot ausgeweitet werden sollte.

Allerdings gibt es eine deutliche Ablehnung des Konzepts der „Library of Things“ – zumindest für den Moment bzw. dann, wenn dies nicht mit einer Erhöhung der personellen Ressourcen einhergehen würde.

Von den öffentlichen ASBL-Bibliotheken mit Agrément ist keine einzige an der „Library of Things“ interessiert, die Hälfte von ihnen hält aber eine Ausweitung des Tätigkeitsbereichs auf administrative Dienstleistungen für sinnvoll. Von den öffentlichen Kommunalbibliotheken finden zwei die „Library of Things“ sehr gut, aber beide sowie zwei weitere geben zu bedenken, dass dafür die Personaldecke deutlich erhöht werden

müsste. Zwei der sechs öffentlichen Kommunalbibliotheken halten eine Ausweitung des Tätigkeitsbereichs auf administrative Dienstleistungen für notwendig.

Zwei grundlegende Motive für die Ablehnung des Konzepts der „Library of Things“ lassen sich an den Antworten der Bibliotheken ablesen. Zum einen gibt es Bedenken hinsichtlich der Machbarkeit angesichts eines knappen Personalstandes und zeitlicher wie räumlicher Ressourcen. Auf der anderen Seite wurde aber auch deutlich gemacht, dass eine Bibliothek, auch wenn sie Spezialist im Verleihen sei, nicht alles verleihen solle. Dafür fehle auch die Expertise bei den Mitarbeiter/innen. Was eine Ausweitung der Aufgaben auf administrative Dienste angeht, sind die Bibliotheken entschieden offener als bei der „Library of Things“.

Claude D. Conter befürwortet eine Erweiterung bestimmter Bibliotheken in Richtung „Library of Things“ sowie administrativer Dienstleistungen. Auffallend ist, dass alle Verbände und fast alle Bibliotheken (außer einigen spezialisierten) die Bibliothek eindeutig als einen sozialen Ort verstehen, an dem es um mehr geht als um die Büchereinsicht und -ausleihe. Über die Bibliothek als „dritten Ort“ herrscht in Luxemburg Konsens.

Bücherbus

Der Bücherbus ist für alle eine Zwischenlösung. Die Frage ist, wie lange diese Bestand haben soll. ALBAD und FëBLux sind für eine sofortige Abschaffung oder zumindest Loslösung aus der BnL. Claude D. Conter plädiert dafür, den Bus so lange weiterzubetreiben, bis er nicht mehr gebraucht wird. Gleichzeitig gibt er zu bedenken, dass der Bücherbus auch ein Grund dafür sein könnte, dass Kommunen keine Bibliotheken gründen. Der CSB teilt die Position von Conter.

Neun der 14 öffentlichen Bibliotheken, die an der Umfrage teilgenommen haben, halten einen Weiterbetrieb momentan für notwendig. Keine sagt eindeutig „nein“ zum Bücherbus. Der starke Zuspruch für den Bücherbus ist allerdings mit dem Status quo der Luxemburger Bibliothekslandschaft zu begründen. Wäre das hiesige Bibliotheksnetz engmaschiger, so könnte man in den Augen der Bibliotheken auch auf den Bücherbus verzichten.

Anzahl der Bibliotheken in Luxemburg

Eine Mehrheit der Bibliotheken ist der Ansicht, dass es nicht ausreichend Bibliotheken in Luxemburg gibt. Zehn von 14 öffentlichen Bibliotheken finden, dass es mehr Bibliotheken im Land geben müsste. Auch bei der Gesamtauswertung aller Bibliothekstypen ist eine Mehrheit dieser Meinung.

Die blinden Flecken liegen nach Ansicht der Bibliotheken im Norden, Osten und Westen des Landes.

Der CSB hält die Erhöhung der Anzahl der öffentlichen Bibliotheken sowie ihre flächendeckende Kommunalisierung für unerlässlich.

Alltägliche Erfahrungen

Eine Mehrheit der Bibliotheken gibt an, dass die Besucher/innen überwiegend keine Dienstleistungen an der jeweiligen Bibliothek vermissen und überwiegend auch zufrieden mit der Infrastruktur sind.

Hingegen würde eine Mehrzahl der Bibliotheken das Angebot an Dienstleistungen gerne ausweiten – v. a. in den Bereichen Veranstaltungen und Öffnungszeiten –, kann es aufgrund der räumlichen und personellen Situation aber nicht.

Hinsichtlich der Zufriedenheit der Bibliotheken mit der eigenen Infrastruktur lässt sich keine klare Tendenz ablesen. Als Gründe für Unzufriedenheit werden überwiegend Platzmangel und fehlende Barrierefreiheit genannt.

Von mehreren Bibliotheken wurde unter dem Punkt „Schwellenangst“ angemerkt, dass sie weniger Angst als Unkenntnis bei einigen Bürger/innen beobachten. Kurz: Man hat keine Angst, die Bibliothek zu betreten, man kennt sie nicht. Hier könne eine Marketing- bzw. Sensibilisierungskampagne helfen, die Bibliotheken im Land bekannter zu machen. Diejenigen, die durchaus eine Schwellenangst beobachten, setzen auch auf verstärkte Informationskampagnen, um diese abzubauen.

Digitalisierung

In Sachen Digitalisierung sieht bei den öffentlichen Bibliotheken eine kleine Mehrheit, bei allen Bibliothekstypen eine größere Mehrheit Nachholbedarf.

Von den öffentlichen Bibliotheken halten vier die Einführung von RFID-Chips³² (auch wegen der Möglichkeit der interbibliothekären Ausleihe) langfristig für sinnvoll. Eine hat bereits RFID eingeführt, und eine plant für das kommende Jahr Selbstverbuchung (ohne RFID). Zwei Bibliotheken sind klar gegen die Einführung von RFID.

Zwei Bibliotheken halten vereinfachte Verwaltungsabläufe für wünschenswert.

Von den spezialisierten Bibliotheken sehen elf Nachholbedarf bei der Bereitstellung digitaler Inhalte. Es geht hier insbesondere um die Einführung von RFID-Chips.

³² Vgl. Anm. 20 in Kap. 3.1.

Fazit

Es kann als Ergebnis aus den Umfragen, Interviews und der Analyse der Avisen festgehalten werden, dass es im Bibliothekssektor in Luxemburg einen dominanten Wunsch nach einem überarbeiteten bzw. neuen Bibliotheksgesetz gibt.

Bei allen Unterschieden zwischen den Positionen der Akteur/innen, auch bei allen Unterschieden zwischen großen und kleinen sowie öffentlichen und spezialisierten Bibliotheken konnte der Berichtersteller in zahlreichen Gesprächen den Eindruck gewinnen, dass es im Sektor eine große Dynamik und Leidenschaft dafür gibt, die bestehenden Qualitäten der Bibliotheken zu bewahren und um neue, zukunftsfähige und den Sektor stabilisierende auszubauen. Ein überarbeitetes bzw. neues Gesetz müsste dem Rechnung tragen.

Dabei sind für die meisten Akteur/innen gewisse Flexibilisierungen der Kriterien, neue Qualifikationsstandards für das Personal (zumindest bezogen auf eine Person pro Bibliothek ein abgeschlossenes Fachstudium als Voraussetzung) sowie eine Ausweitung des Weiterbildungsangebotes entscheidend. Es lässt sich an den Antworten der Wunsch nach Professionalisierung des Sektors ablesen.

Weitere Tendenzen, die sich aus den Ergebnissen ablesen lassen, sind eine große Unterstützung von Kommunalisierungsstrategien sowie generell der Wunsch nach einer Erhöhung der Anzahl der öffentlichen Bibliotheken. Hier geht es stark darum, dass der Gesetzgeber Anreize für Kommunen schafft, öffentliche Bibliotheken zu gründen. Als unverzichtbar wird von vielen auch die Berücksichtigung von Barrierefreiheit in einem neuen Gesetz angesehen.

Aufstellung der Grafiken

Grafik 1: Fortbildungen von bibnet.lu im Jahr 2022

Öffentliche kommunale Bibliotheken mit Agrément

Grafik 2: Halten Sie es für sinnvoll, dass sich über einen Verein getragene Bibliotheken kommunalisieren?

Grafik 3: Wie beurteilen Sie die Anzahl der Bibliotheken im Land?

Grafik 4: Muss sich der Sektor in Luxemburg Ihrer Meinung nach professionalisieren?

Grafik 5: Wie beurteilen Sie das existierende Fortbildungsangebot?

Grafik 6: Brauchen wir in Luxemburg weiterhin den Bücherbus?

Öffentliche ASBL-Bibliotheken mit Agrément

Grafik 7: Halten Sie es für sinnvoll, dass sich über einen Verein getragene Bibliotheken kommunalisieren?

Grafik 8: Wie beurteilen Sie die Anzahl der Bibliotheken im Land?

Grafik 9: Nehmen Sie Nachwuchsprobleme im Bereich des Bibliothekswesens in Luxemburg wahr?

Grafik 10: Muss sich der Sektor in Luxemburg Ihrer Meinung nach professionalisieren?

Grafik 11: Wie beurteilen Sie das existierende Fortbildungsangebot?

Grafik 12: Braucht es weitere Formen der Fortbildung?

Spezialisierte Bibliotheken

Grafik 13: Sollte sich ein neues Gesetz auch auf nicht-öffentliche Bibliotheken beziehen, wenn damit eine Förderung der nicht-öffentlichen Bibliotheken durch das Kulturministerium verbunden wäre?

Grafik 14: Wie beurteilen Sie die Anzahl der Bibliotheken im Land?

Grafik 15: Nehmen Sie als spezialisierte Bibliothek Nachwuchsprobleme im Bereich des Bibliothekswesens in Luxemburg wahr?

Grafik 16: Muss sich der Sektor in Luxemburg Ihrer Meinung nach professionalisieren?

Grafik 17: Wie beurteilen Sie das existierende Fortbildungsangebot?

Grafik 18: Braucht es weitere Formen der Fortbildung?

Grafik 19: Braucht es spezielle Fortbildungen für nicht-öffentliche Bibliotheken?

—2

Les Assises sectorielles des bibliothèques

Les Assises sectorielles dédiées aux bibliothèques ont eu lieu le 24 mai 2024 à la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL). Après la présentation de l'inventaire commandé au conseiller éditorial Henning Marmulla (voir chapitre 1), une table-ronde thématique a permis aux intervenant/es d'explorer certaines pistes pour la réforme de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. Animée par Cédric Kayser du ministère de la Culture, la matinée fut introduite et clôturée par le ministre de la Culture Eric Thill. Voici un résumé des débats qui s'y sont tenues :

2.1. TABLE-RONDE : PISTES POUR LA RÉFORME DE LA LOI DU 24 JUIN 2010 RELATIVE AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES

Avec :

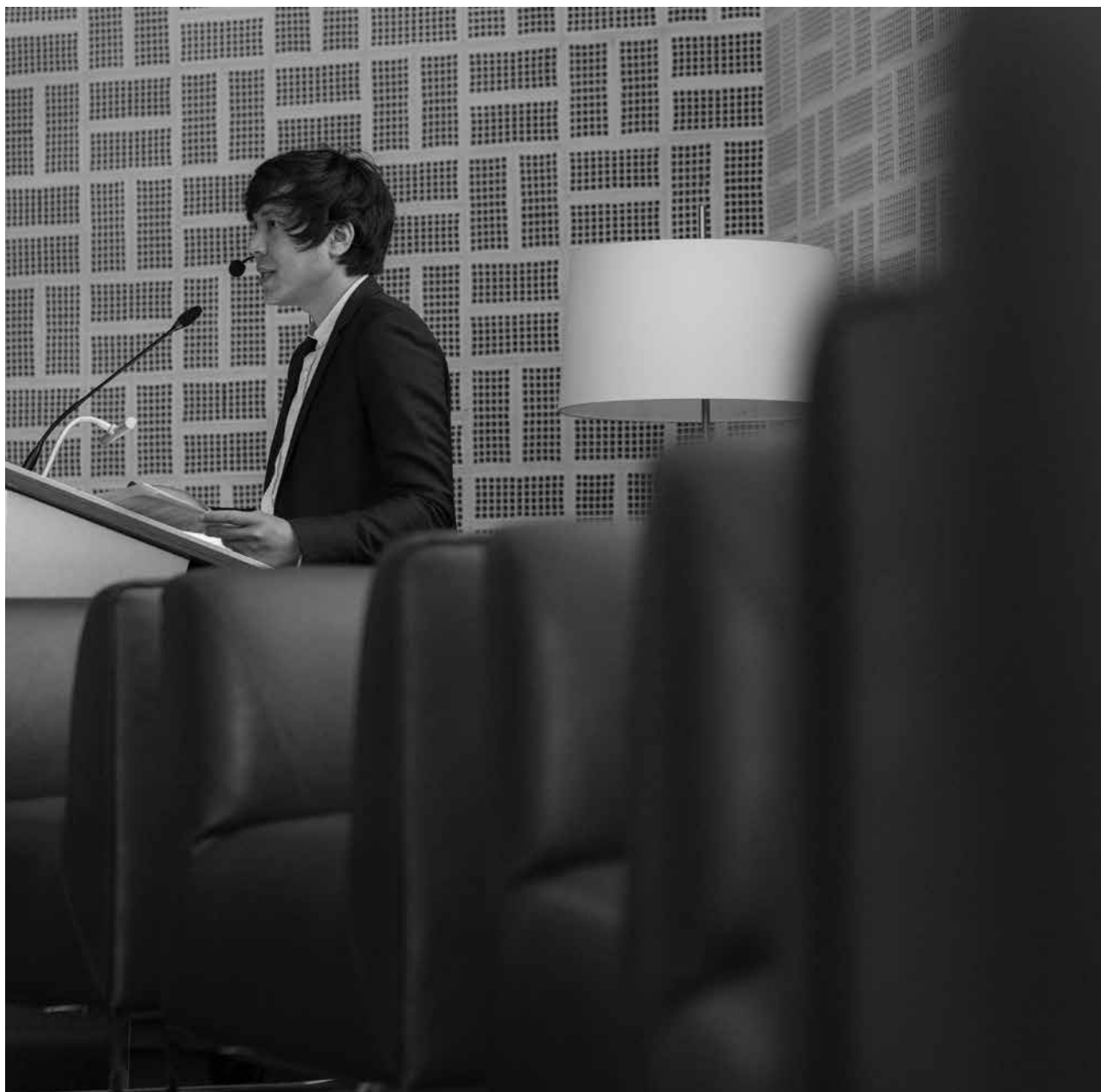
- Claude Conter, directeur de la Bibliothèque nationale
- Kathrin Eckhardt, bibliothécaire au CID-Fraen an Gender
- Anita Eydt-Schmit, chef de service à la Ourdallbibliothéik de Vianden et
- Tamara Sondag, directrice de la Bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette.

D'emblée, Claude Conter rappelle une idée centrale : selon le manifeste de l'IFLA-UNESCO¹, « les bibliothèques sont des acteurs importants du processus de démocratisation ». En suivant ce document phare, les bibliothèques ne sont pas de simples lieux de prêt. Aujourd'hui, elles garantissent un accès libre et égal au savoir, soutiennent l'apprentissage tout au long de la vie, favorisent l'alphabétisation et encouragent la participation citoyenne. Interrogée sur la définition d'une bibliothèque publique, Anita Eydt-Schmit la décrit avant tout comme un lieu de rencontre chaleureux où les enfants peuvent découvrir la lecture dans un cadre convivial. Dans le cas de l'Ourdallbibliothéik à Vianden dont elle est la responsable, l'ensemble des tâches – de l'achat des livres à l'accueil du public – est assuré par des bénévoles. Cette situation rend difficile la mise en œuvre de projets à long terme, notamment en matière de formation ou de professionnalisation.

Tamara Sondag, quant à elle, souligne les fortes disparités (en termes de personnel et de ressources financières) entre les bibliothèques publiques au Luxembourg et le fait que de nombreuses communes ne disposent pas de bibliothèque, ce qui oblige les habitant/es à se déplacer vers les communes voisines. Les personnes âgées, les enfants ou les personnes à mobilité réduite ne peuvent pas toujours effectuer ces trajets, ce qui limite leur accès à la culture et à l'information. Pour elle, les bibliothèques doivent être pensées comme des services de proximité, capables de répondre aux besoins locaux.

Si les bibliothèques spécialisées se distinguent des bibliothèques publiques, elles se rejoignent sur leur mission d'éducation. Selon Kathrin Eckhardt, « Les bibliothèques spécialisées ont, de façon générale, également pour mission de promouvoir la lecture. Les sujets que nous traitons traversent l'ensemble de la société. Nous voulons être une source d'information pour les personnes avec des enfants, pour les professionnel/les, ainsi que pour les lecteurs/trices à la recherche de la bonne littérature ». Pour elle, la visibilité et l'accessibilité sont essentielles, notamment pour toucher des publics éloignés

¹ Le Manifeste IFLA-UNESCO sur la bibliothèque publique est un document fondamental qui affirme le rôle essentiel des bibliothèques publiques en tant qu'institutions de proximité pour l'éducation, la culture et l'information, garantes de l'accès à la connaissance pour tous, sans distinction.



Cédric Kayser du ministère de la Culture lors des Assises sectorielles des bibliothèques © Eric Chenal

Assises sectorielles des bibliothèques



Le Ministre de la Culture Eric Thill lors des Assises sectorielles des bibliothèques © Eric Chenal



De droite à gauche.
Tanja Duhr et Deborah Storn
de la Lëtzebuerg City Bibliothèque
et Michel Molinaro de la Bibliothèque
nationale du Luxembourg (BnL)
© Eric Chenal



Carlo Blum de la Bibliothèque nationale
du Luxembourg (BnL) © Eric Chenal

des bibliothèques traditionnelles. Elle défend l'idée de lieux agréables, ouverts, favorisant l'échange et le travail autonome, et appelle à une meilleure intégration des bibliothèques dans les politiques publiques.

Claude Conter élargit ensuite la réflexion. « Selon les critères internationaux, les bibliothèques publiques et leurs missions évoluent aujourd'hui dans le cadre d'un véritable réseau, où chaque type d'établissement – public, spécialisé, scolaire, national – joue un rôle complémentaire ». Il évoque à ce titre les tendances internationales à l'hybridation², où certaines bibliothèques spécialisées assument également des missions de service public. Un tel modèle peut fonctionner, estime-t-il, à condition de ne pas perdre de vue les critères fondamentaux qui définissent une bibliothèque publique. Il plaide enfin pour une planification nationale ambitieuse et pour une régionalisation permettant de regrouper les ressources et de créer des bibliothèques modernes, bien équipées et bien situées. En ce qui concerne la disparité territoriale des bibliothèques au Luxembourg, les intervenant/es s'accordent sur un point : l'accessibilité ne se limite pas à la géographie. Le rôle du réseau BIBNet est unanimement salué en ce qu'il constitue un élément central de l'écosystème des bibliothèques. Tamara Sondag estime que « grâce à ce réseau, les bibliothèques ne sont jamais isolées. Elles peuvent s'appuyer les unes sur les autres, partager leurs ressources, échanger des compétences et mutualiser des services qui seraient inaccessibles à une structure isolée. Le réseau permet également de gérer de manière centralisée des tâches techniques comme le catalogage ou la collecte de métadonnées, ouvrant la voie à une professionnalisation accrue du secteur ». Elle évoque à ce titre plusieurs projets concrets qui ont vu le jour grâce à cette collaboration, notamment le développement de l'offre de livres numériques (eBooks) et la mise en place d'un service de vidéo à la demande MéNuLu.

Malgré ces avancées, des difficultés persistent. Tamara Sondag évoque la question de la carte unique, encore difficile à mettre en œuvre. Chaque bibliothèque étant administrée de manière autonome, avec son propre règlement intérieur, les usagers doivent encore s'inscrire individuellement dans chaque établissement. Cette fragmentation limite l'efficacité du réseau et complique l'accès aux services pour les citoyens. La question de la relève professionnelle constitue également un défi : « Le nombre important d'offres de postes ne rencontrent pas un nombre suffisant de candidat/es ce qui entrave la professionnalisation du secteur. Cela demande un changement de mentalité au sein de la société et des interventions dans les écoles auprès des jeunes afin de montrer ce que peut être une bibliothèque moderne. Pour y arriver, cela nécessite le soutien des décideurs politiques ».

Claude Conter replace ces observations dans le contexte actuel des bibliothèques. Le développement du réseau numérique met en évidence que les bibliothèques aujourd'hui forment une communauté interconnectée, fondée sur le partage de compétences et de ressources. Claude Conter cite l'exemple du système Alma, basé sur le cloud, qui permet aux bibliothèques de gérer leurs collections à moindre coût. Pour lui, l'automatisation de certaines tâches – comme l'inventaire des collections, le retour des documents, le tri, le catalogage ou les acquisitions – pourrait libérer du temps pour les bibliothécaires, et leur permettre de se consacrer davantage à l'accueil, à l'accompagnement et à la médiation culturelle. L'intelligence artificielle pourrait également contribuer à analyser les

² Voir: Michael Knoche, *Die Idee der Bibliothek und ihrer Zukunft*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2017.

préférences de lecture, les tendances thématiques ou les lacunes dans les collections. Anita Eydt-Schmidt constate que les habitudes de lecture ont énormément évolué. La voie de l'automatisation offrirait, selon elle, la possibilité d'amener plus facilement les livres auprès des client/es. Elle évoque également la possibilité de municipaliser certaines bibliothèques associatives afin d'améliorer les processus de travail et de garantir une meilleure accessibilité des collections, notamment grâce au développement du prêt interbibliothèques. Cette logique de service à distance répondrait à des enjeux de mobilité et d'inclusion, particulièrement importants dans les zones rurales ou pour les publics empêchés. Tamara Sondag souligne à cet endroit la pertinence de créer des bibliothèques régionales, des structures capables de centraliser certaines ressources tout en soutenant des antennes locales. Une telle approche permettrait de renforcer la coopération entre établissements et de favoriser une gestion plus durable des ressources.

Enfin, tous/tes les intervenant/es reconnaissent unanimement que la numérisation ne doit pas se faire au détriment de l'humain. Les bibliothèques doivent rester des lieux d'accueil, de rencontre et de dialogue, où les usagers/ères peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé. L'enjeu consiste à trouver un équilibre entre efficacité technologique et qualité relationnelle.

En conclusion, les intervenant/s partagent une vision commune pour l'avenir des bibliothèques. Celles-ci évoluent avec leurs publics et sont aujourd'hui de plus en plus perçues comme des tiers-lieux où l'on peut lire, travailler, apprendre et échanger. Elles doivent ainsi développer leurs services numériques tout en restant des espaces physiques accueillants. Les intervenant/es appellent enfin à une vision stratégique partagée et à une planification nationale ambitieuse afin de construire un réseau de bibliothèques moderne et inclusif, pleinement intégré à la vie sociale et culturelle du pays.

Résumés des table-rondes : ck. L'enregistrement des discussions aux Assises sectorielles consacrées au livre est disponible sur la chaîne YouTube du ministère de la Culture .

Les chiffres du secteur



Laurence Brasseur du ministère de la Culture lors
des Assises sectorielles des bibliothèques © Eric Chenal



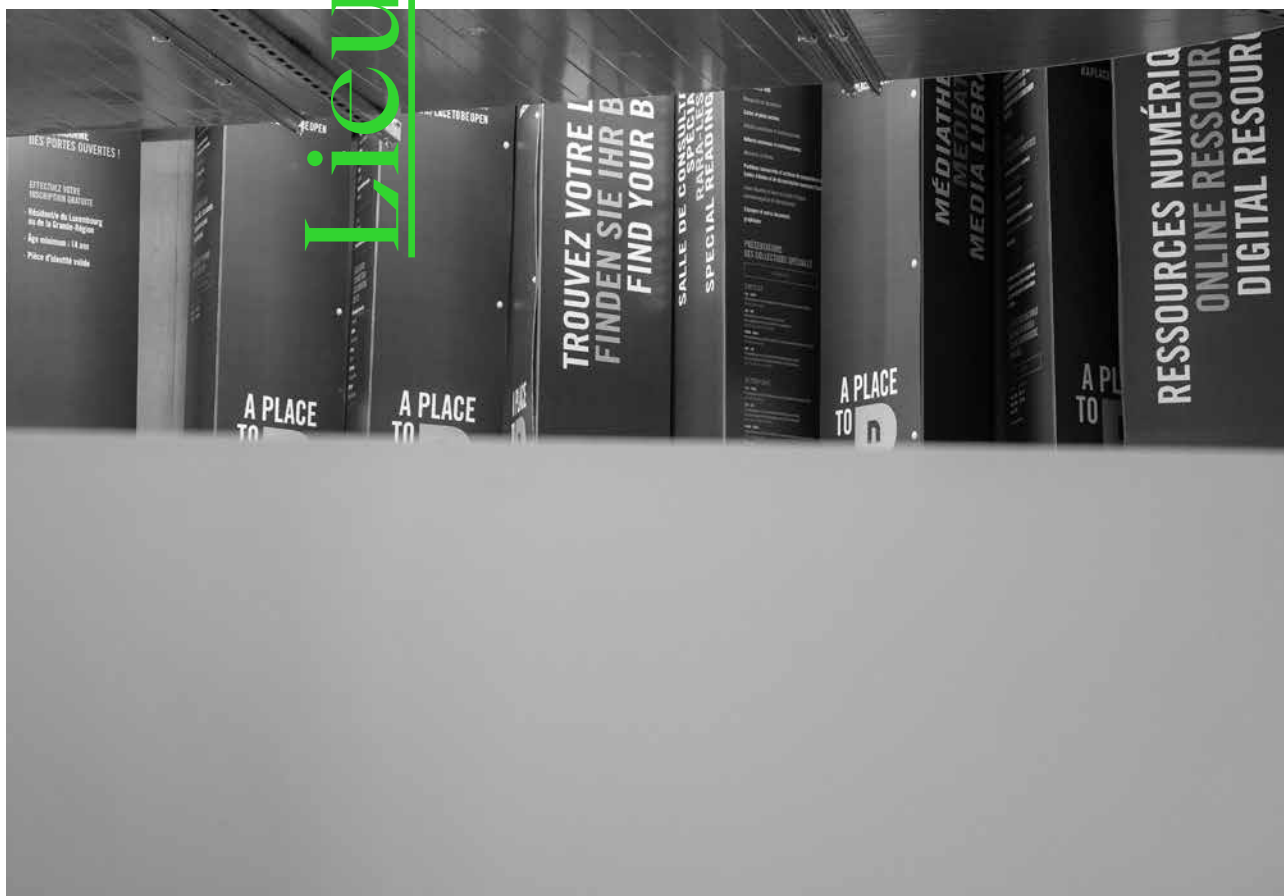
Romy Wiesen du ministère de la Culture lors des Assises sectorielles
des bibliothèques © Eric Chenal

Lieux d'échange



Vicky Pelkes de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) lors des Assises sectorielles des bibliothèques
© Eric Chenal

Rayon de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (détail) © Eric Chenal



—3

Le secteur des bibliothèques en chiffres

Bien que le réseau des bibliothèques publiques au Luxembourg demeure relativement restreint, il constitue un pilier essentiel de l'accès à la culture, à l'information et à la lecture sur l'ensemble du territoire. Les bibliothèques luxembourgeoises se caractérisent par la diversité de leurs structures – communales, associatives ou institutionnelles – ainsi que par leur rôle central dans la diffusion du savoir, la promotion de la lecture et la mise à disposition de ressources documentaires dans plusieurs langues. Le secteur regroupe un ensemble de bibliothèques agréées soutenues par le ministère de la Culture¹, auxquelles s'ajoutent d'autres bibliothèques publiques, spécialisées et scolaires, ainsi que diverses institutions culturelles disposant de collections documentaires. Malgré les différences de taille, de ressources (budget, personnel, outils numériques) et d'horaires d'ouverture, ces structures forment un réseau qui contribue à garantir une offre documentaire accessible à la population, tout en participant à la vie culturelle et éducative du pays.

Pour ce relevé statistique qui constitue la troisième partie de cet État des lieux, l'année de référence est 2024, à l'exception du sous-chapitre consacré aux usages des bibliothèques, dont les données se rapportent à 2023. Ce chapitre analyse notamment la répartition des différents types de bibliothèques, leurs horaires d'ouverture, l'évolution de leurs collections, ainsi que les habitudes de ses publics. Les données mettent également en évidence le lien entre les financements publics et les services assurés par les bibliothèques. Ce chapitre a été conçu et rédigé en interne par l'Observatoire de la culture du ministère de la Culture. L'année de référence retenue pour le chapitre « Le secteur des bibliothèques en chiffres » est l'année civile 2024, à l'exception du sous-chapitre « 3.6. Les usages des bibliothèques au Luxembourg », dont les données se rapportent à 2023. Dans l'ensemble du chapitre – hormis la section 3.6 – les bibliothèques agréées communales sont représentées en gris clair, et les bibliothèques agréées associatives en gris foncé.

3.1. LES ACTEURS DU SECTEUR DES BIBLIOTHÈQUES BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

3.1.1. Les bibliothèques agréées communales

En 2024, six bibliothèques communales disposent de l'agrément ministériel :

Bibliothèque municipale de Differdange

Differdange

<https://biblio.differdange.lu>

Constitution : 1955

Année d'ouverture : 1956

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024² : 39 heures dont 6 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP³) au 31/12/2024 : 6,4

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

¹ Le nombre de 7 bibliothèques communales agréées a été atteint en mars 2026.

² La bibliothèque municipale de Differdange propose 43 heures d'ouverture hebdomadaires, dont 6 heures le week-end, hors périodes de vacances scolaires. Cependant, comme le calcul des horaires se base sur la situation au 31 décembre 2024 – une période incluant les vacances scolaires – le total retenu pour cette date s'élève à 39 heures d'ouverture hebdomadaire, dont 6 heures le week-end.

³ L'abréviation ETP signifie « équivalent temps plein ».

Bibliothèque municipale d'Esch-sur-Alzette

Esch-sur-Alzette

<https://bibliotheque.esch.lu>

Constitution : 1892

Année d'ouverture : 1920

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 22,5 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 8,4

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

Bibliothèque municipale de Grevenmacher

Grevenmacher

<https://grevenmacher.lu/bibliotheque>

Constitution : 1986

Année d'ouverture : 1991

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 12 heures dont 3 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 57 624,50 €

Bibliothèque publique régionale de Dudelange

Dudelange

<https://www.bibliodudelange.lu>

Constitution : 1918

Année d'ouverture : 1920

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 26,5 heures dont 6,5 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 5,4

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

Bibliothèque Tony Bourg⁴

Troisvierges

<https://www.facebook.com/bibltonybourg>

Constitution : 2000

Année d'ouverture : 2000

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture⁵ : 14 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 33 875 €

4 La Bibliothèque Tony Bourg a changé de statut le 1^{er} juillet 2022, passant d'une bibliothèque associative à une bibliothèque communale. Toutefois, dans nos statistiques, elle est comptabilisée comme bibliothèque associative jusqu'en 2022 inclus, et seulement à partir de 2023 comme bibliothèque communale. Cette distinction s'explique par le fait que le budget de l'année 2022 fut encore établi sous le statut associatif.

5 Il s'agit des heures d'ouverture au 31 décembre 2024.

Lëtzebuerg City Bibliothèque

Luxembourg

<https://www.citybiblio.lu>

Constitution : 1967

Année d'ouverture : 1967

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 44 heures dont 8 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 15,70

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

3.1.2. Les bibliothèques agréées associatives

Six bibliothèques associatives sont actuellement titulaires de l'agrément délivré par le ministère de la Culture :

Bibliothéik Eschduerf

Eschdorf

<https://www.biblio-eschdorf.lu>

Constitution : 1998

Année d'ouverture : 1999

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 12 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 0,5

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 25 750 €

Ettelbrécker Bibliothéik

Ettelbruck

<https://www.ettel-biblio.lu>

Constitution : 2005

Année d'ouverture : 2009

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 15 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1,1

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

Mierscher Lieshaus

Mersch

<https://www.mierscher-lieshaus.lu>

Constitution : 2005

Année d'ouverture : 2006

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 19 heures dont 3 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1,25

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 65 000 €

Musel-Sauer Mediathéik

Wasserbillig

<https://www.msm.lu>

Constitution : 2006

Année d'ouverture : 2008

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 20 heures dont 3 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1,1

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 58 125€

Ourdall Bibliothéik

Vianden

<https://www.ourdallbibliotheik-vianden.lu>

Constitution : 2002

Année d'ouverture : 2004

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 12 heures dont 3 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 0

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 8 625 €

Welubi – Weeltzer Ludo-Bibliothéik

Wiltz

<https://www.welubi.lu>

Constitution : 2017

Année d'ouverture : 2017

Agrément du ministère de la Culture : Oui

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 18 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 1

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : 39 000 €

3.1.3. Les bibliothèques publiques non agréées⁶

Trois autres bibliothèques remplissent les conditions d'une bibliothèque publique en 2024 :

Bicherthéik Schengen

Schwebsange

<https://www.schengen.lu/bichertheik>

Constitution : 2011

Année d'ouverture : 2011

Agrément du ministère de la Culture : Non

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 23 heures dont 4 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 2

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : /

⁶ Ces bibliothèques font partie de la section 3.1, puisque la Bicherthéik Schengen a déjà bénéficié par le passé d'un soutien du ministère de la Culture, et la Lénster Bibliothéik remplit l'ensemble des critères requis pour être considérée comme bibliothèque publique.

Centre culturel et d'éducation populaire - Volleksbildungsveräin

Bonnevoie

<https://www.ccep-bonnevoie.lu/>

Constitution : 1911

Année d'ouverture : 1955

Agrément du ministère de la Culture : Non

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 2 heures dont 0 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 0

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : /

Lënster Bibliothéik

Junglinster

<https://www.lensterbibliotheik.lu>

Constitution : 2006

Année d'ouverture : 2007

Agrément du ministère de la Culture : Non

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 4 heures dont 2 le week-end

Nombre d'employé/es (ETP) au 31/12/2024 : 0

Montant de la convention de subventionnement reçu par le ministère de la Culture en 2024 : /

3.1.4. Instituts culturels et établissement public⁷

Archives nationales du Luxembourg (ANL)

Luxembourg

<https://anlux.public.lu/fr.html>

Constitution : 1899

Direction : Josée Kirps, directrice ; Gilles Regener, directeur adjoint

Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL)

Luxembourg

<https://bnl.public.lu>

Constitution : 1899⁸

Heures d'ouverture au 31/12/2024 : 54 Heures dont 8 le week-end

Direction : Claude Conter, directeur ; Carlo Blum, directeur adjoint

Casino Luxembourg - Forum d'art contemporain

Luxembourg

<https://casino-luxembourg.lu/fr>

Constitution : 1996

Direction : Kevin Muhlen, directeur ; Ruta Franke, directrice adjointe

⁷ L'INRA est membre du réseau Bibnet depuis 2025. Comme les données reprises dans cette partie se limitent à l'année 2024, l'INRA n'est pas pris en compte.

⁸ La première bibliothèque publique à Luxembourg a été créée par les autorités de la République française en 1798. En 1899, la bibliothèque est appelée pour la première fois « Bibliothèque nationale » dans un document officiel de l'État. Voir : <https://bnl.public.lu/fr/bnl/missions-histoire.html>

Centre national de l'audiovisuel (CNA)

Dudelange

<https://cna.public.lu/fr.html>

Constitution : 1989

Direction : Gilles Zeimet, directeur

Centre national de littérature (CNL)

Mersch

<https://cnl.public.lu/fr.html>

Constitution : 1994

Direction : Nathalie Jacoby, directrice ; Andrée Wietor, directrice adjointe

Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art (MNAHA)

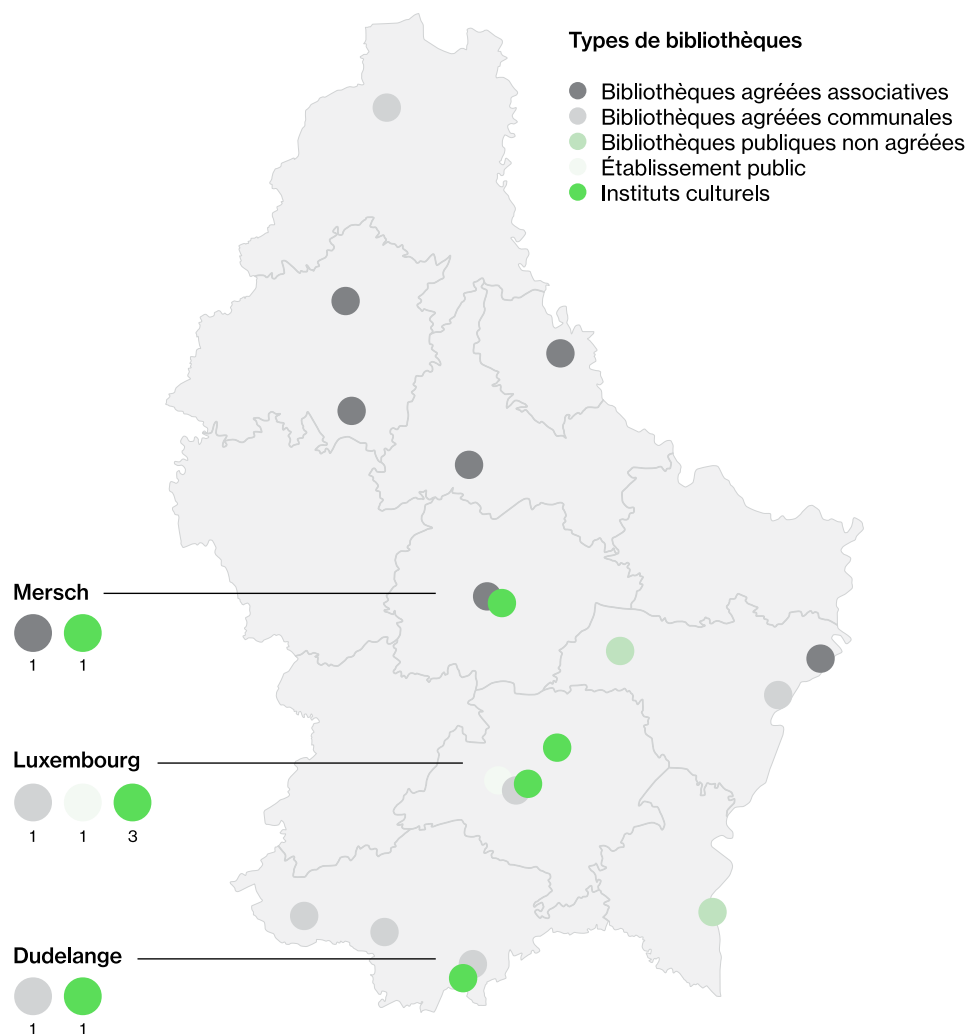
Luxembourg

<https://www.mnaha.lu/fr>

Constitution : 1922

Direction : Tania Brugnoli, directrice ; Régis Moes, directeur adjoint

Graphique 1 : Carte des différents types de bibliothèques⁹



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Administration du cadastre et de la topographie (données du plan cadastral numérisé sur data.public.lu)

Cette carte illustre la répartition des différents types de bibliothèques sur le territoire luxembourgeois. Les bibliothèques agréées, qu'elles soient associatives ou communales, sont présentes dans l'ensemble du pays, tandis que les bibliothèques publiques non agréées se concentrent principalement dans le Sud-Est. L'établissement public disposant d'une bibliothèque et les instituts culturels se situent dans les trois grandes villes de Dudelange, Luxembourg et Mersch. Enfin, on observe que les cantons de Redange, Capellen et Echternach ne disposent d'aucune bibliothèque appartenant aux cinq catégories recensées dans la section 3.1.

⁹ Ce graphique se limite aux acteurs répertoriés dans la section 3.1. de ce document.



Librairie du Luxembourg Learning Center (LLC) © Sana Murad



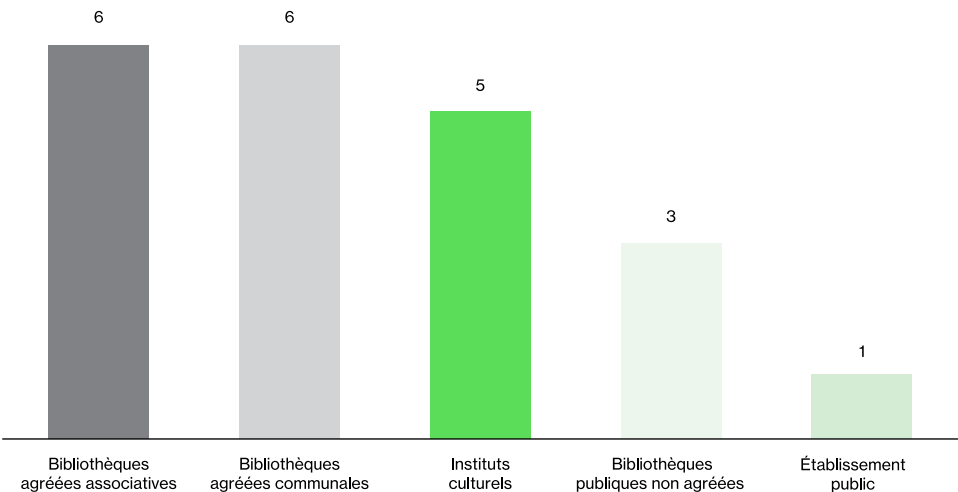
Entrée du Luxembourg Learning Center (LLC) © Sana Murad



Façade du Luxembourg Learning Center (LLC) © Sana Murad

Luxembourg Learning Center

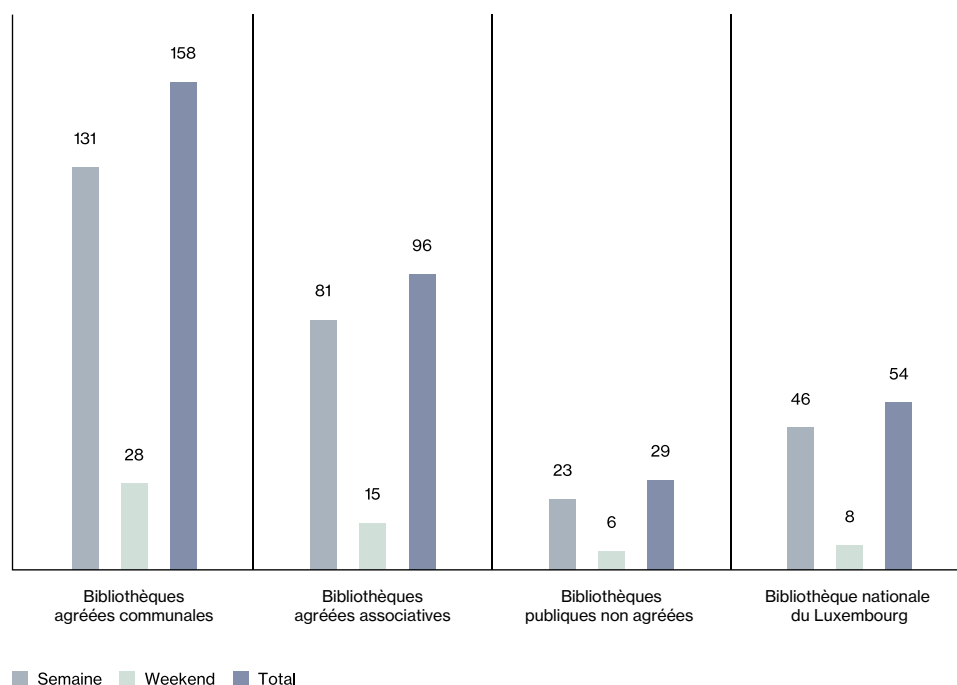
Graphique 2 : Nombre de bibliothèques par type



Source de données : Communication de la part des structures

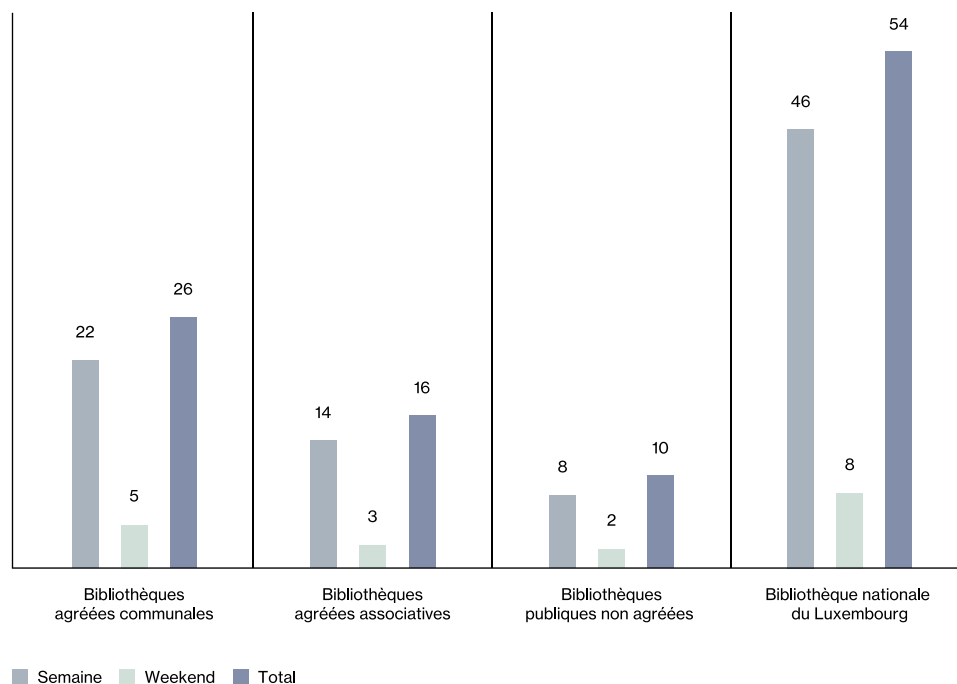
Le graphique présente la répartition des cinq types de bibliothèques recensées dans la section 3.1. Les données mettent en évidence la prédominance des bibliothèques agréées associatives et les bibliothèques agréées communales, chacune comptant six établissements. Les instituts culturels constituent le deuxième groupe le plus représenté, avec cinq établissements, parmi lesquels figure notamment la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL). Les bibliothèques publiques non agréées sont moins nombreuses, avec trois établissements, tandis qu'un seul établissement public relève du secteur des bibliothèques. Cette répartition souligne le rôle central des bibliothèques agréées dans l'offre documentaire, tout en montrant la présence plus restreinte d'autres types de structures.

Graphique 3 : Ensemble des heures d'ouvertures par les différents types de bibliothèques au 31 décembre 2024



Source de données : Communication de la part des structures

Graphique 4 : Moyenne des heures d'ouverture par les différents types de bibliothèques au 31 décembre 2024



Source de données : Communication de la part des structures

En cumulant l'ensemble des heures d'ouverture déclarées, les bibliothèques agréées communales présentent l'amplitude horaire la plus importante, atteignant un total de 158 heures au 31 décembre 2024. Elles sont suivies par les bibliothèques agréées associatives avec un total de 96 heures, puis par la Bibliothèque nationale du Luxembourg avec un total de 54 heures. À l'inverse, les bibliothèques publiques non agréées sont celles dont le nombre d'heures d'ouverture est le plus faible, avec 29 heures d'ouverture par semaine.

Dans l'ensemble des catégories, l'ouverture durant le week-end demeure marginale. Elle représente entre 15 % et 21 % du volume total d'heures d'ouverture selon le type de bibliothèque. Le ratio entre les heures d'ouverture en semaine et celles du week-end varie ainsi d'environ 3,8 pour les bibliothèques publiques non agréées à 5,8 pour la BnL.

Le graphique 4 apporte un éclairage complémentaire au graphique 3 en présentant l'amplitude horaire moyenne par type de bibliothèque, ce qui permet de nuancer l'interprétation du premier graphique. On observe en effet que les bibliothèques agréées associatives, malgré leur poids global, n'ouvrent en moyenne qu'environ 16 heures par établissement. Cette amplitude reste nettement inférieure à celle des bibliothèques communales (26 heures) et bien en deçà de celle de la BnL, qui demeure l'établissement présentant l'amplitude horaire la plus large (54 heures). Les bibliothèques publiques non agréées affichent, quant à elles, la moyenne la plus faible, avec seulement 10 heures d'ouverture hebdomadaire.

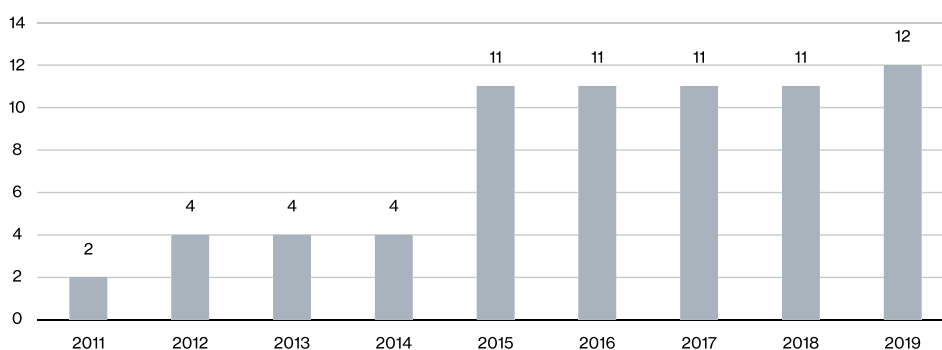
La comparaison des deux graphiques révèle ainsi que le poids global relativement élevé des bibliothèques associatives s'explique principalement par leur nombre, plutôt que par une amplitude horaire élevée au niveau de chaque établissement. Pris conjointement, les deux graphiques indiquent que l'offre globale d'ouverture au Luxembourg repose à la fois sur le grand nombre de bibliothèques communales, qui contribuent de manière significative au volume total d'heures, et sur quelques établissements à forte amplitude horaire, au premier rang desquels la BnL et les six bibliothèques associatives.

3.2. LES DOUZE BIBLIOTHÈQUES AGRÉÉES

Cette section est consacrée aux bibliothèques publiques ayant obtenu un agrément de la part du ministère de la Culture, condition nécessaire pour pouvoir bénéficier des aides par celui-ci. Cette reconnaissance leur garantit une plus grande stabilité financière, favorisant ainsi le développement et l'amélioration des services proposés aux publics. Cette partie s'appuie sur les données recueillies dans le cadre des demandes de financement introduites chaque année par les bibliothèques publiques bénéficiant d'un soutien financier de l'État, notamment en matière d'emprunts, de nombre de titres et de notices.

3.2.1. Agréments

Graphique 5 : Évolution du nombre d'agréments des bibliothèques agréées entre 2011 et 2019



Source de données : ministère de la Culture

Conformément à la loi de 2010¹⁰, deux bibliothèques ont obtenu leur agrément en 2011. En 2012, deux établissements supplémentaires se sont ajoutés. En 2015, sept nouveaux agréments ont été signés. Cette hausse significative s'explique par le fait que ces sept bibliothèques bénéficiaient, depuis 2010 ou 2011 selon les cas, d'une subvention transitoire en attendant de remplir l'ensemble des conditions prévues par la loi pour être reconnues comme bibliothèques publiques. En 2015, toutes les conditions étaient réunies, ce qui a permis leur agrément officiel. Après cette augmentation notable, un seul agrément supplémentaire a été délivré en 2019. Depuis cette date, aucun nouvel agrément n'a été accordé¹¹.

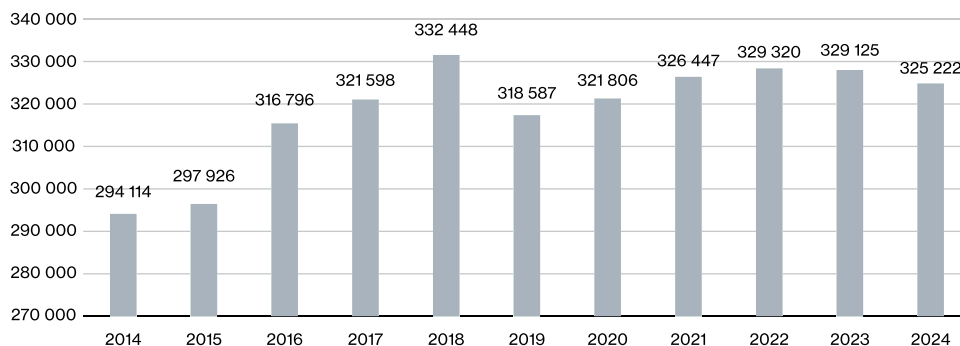
Par la suite, plusieurs indicateurs sont mobilisés afin de mieux délimiter le fonctionnement des bibliothèques publiques agréées ainsi que leur évolution : développement des collections, répartition linguistique des ouvrages, activité de catalogage, prêts, inscriptions et profil des usagers/ères. L'analyse de ces données met en évidence le rôle structurant des bibliothèques agréées dans l'offre documentaire nationale, tout en soulignant les dynamiques territoriales et institutionnelles qui caractérisent le secteur.

¹⁰ Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. (2010). Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg. <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2010/06/24/m1/jo>

¹¹ Notons que le nombre total d'agréments attribués atteint un total de 13 en mars 2026.

3.2.2. Titres

Graphique 6 : Nombre de titres sur support matériels des 12 bibliothèques agréées de 2014 à 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le stock de titres sur support physique regroupe l'ensemble des supports matériels : livres, magazines, publications locales éditées dans la commune ou les communes desservies, ainsi que les DVD et CD.

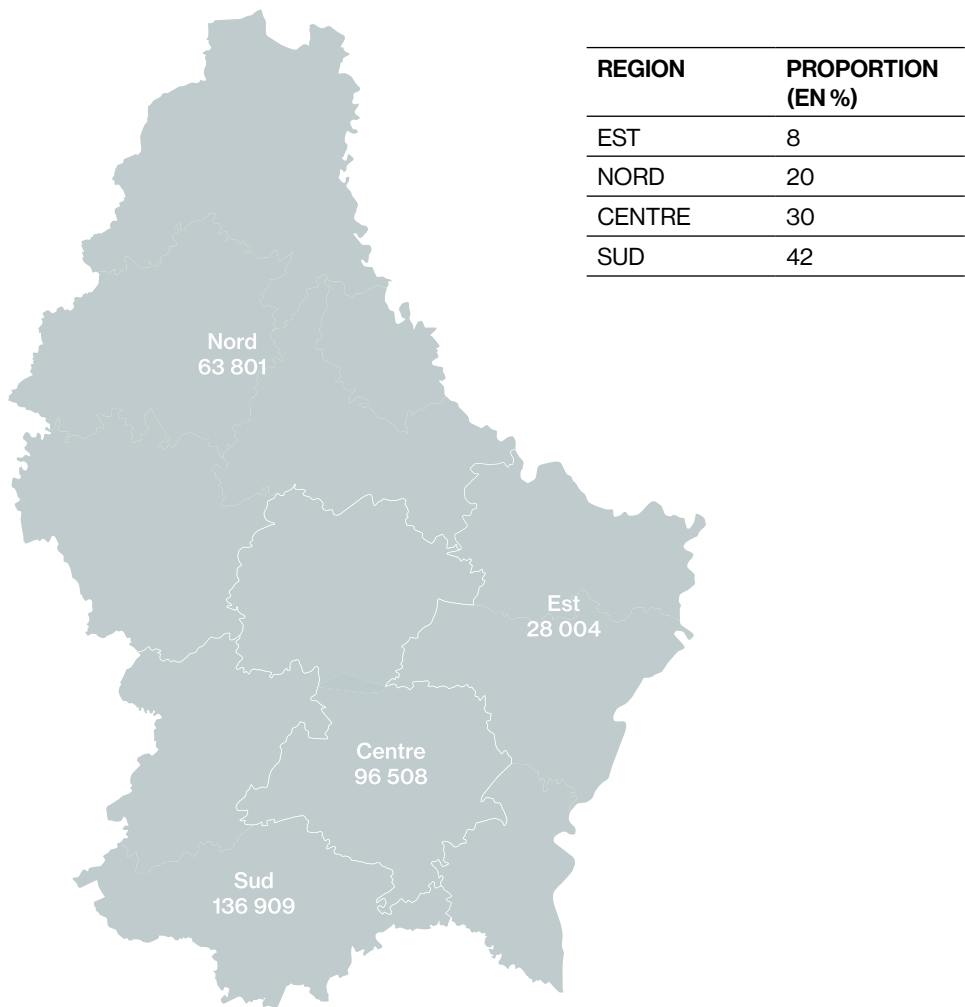
Grâce à la subvention du ministère de la Culture, l'offre a connu une croissance régulière : entre 2014 et 2024, le nombre de titres sur support physique a augmenté de 31 108 unités.

Une baisse ponctuelle est toutefois observée entre 2018 et 2019, en raison du désherbage de 20 000 titres réalisé par la Lëtzebuerg City Bibliothèque en 2018. Cette opération, motivée par des contraintes d'espace et par la volonté d'améliorer l'accès aux documents, a permis de maintenir un fonds actualisé. Les ouvrages retirés ont été redistribués dans les armoires à livres installées dans la ville, renforçant ainsi l'accessibilité pour le public.

En 2024, en considérant uniquement les 12 bibliothèques agréées, on comptait un titre pour deux habitants/es du pays.

Graphique 7 : Nombre de titres sur support physique en 2024 par région

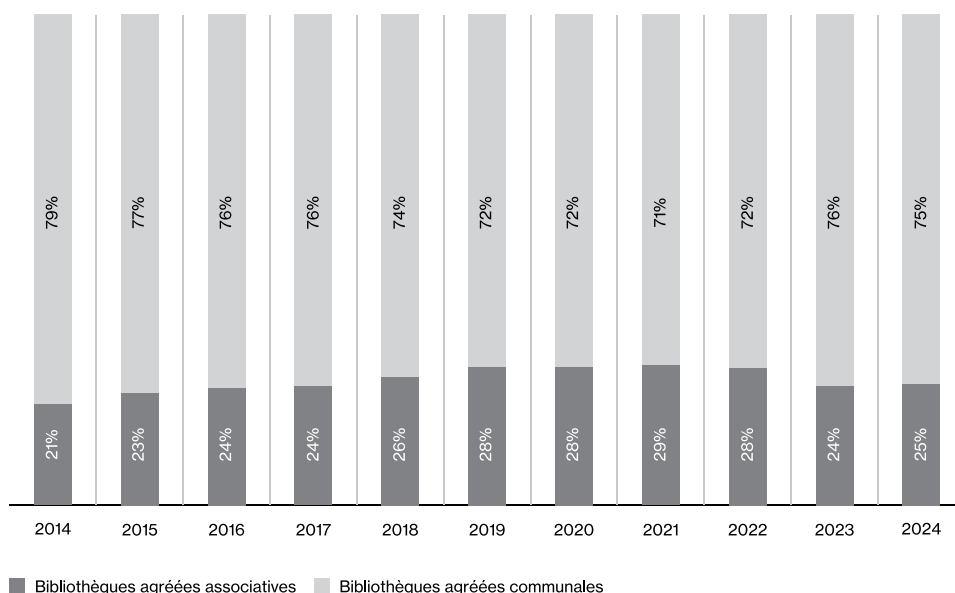
Tableau 1 : Proportion de titres sur support physique en 2024 par région



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le graphique illustre la répartition des titres sur support physique au Luxembourg selon les différentes régions. La région Sud se distingue par le nombre le plus élevé de titres, avec 136 909 unités, ce qui témoigne du dynamisme des bibliothèques dans cette zone fortement urbanisée. Le Centre occupe la deuxième position avec 30 % de l'offre, une situation qui s'explique notamment par la présence de pôles urbains importants telles que les villes de Luxembourg et de Mersch. La région Nord compte 63 801 titres, soit un volume nettement inférieur à celui observé dans les deux premières régions. Enfin, l'Est se caractérise par le volume le plus faible, avec seulement 28 004 titres, un niveau qui s'explique probablement par une population moins nombreuse et une densité d'infrastructures culturelles plus limitée. Cette répartition met en évidence une concentration plus marquée des supports physiques dans les zones urbaines et densément peuplées, tandis que les régions périphériques disposent d'une offre plus restreinte.

Graphique 8 : Évolution de la proportion des titres sur support physique par type de bibliothèque de 2014 à 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le graphique présente l'évolution de la répartition des titres sur support physique au Luxembourg entre 2014 et 2024, en distinguant entre les bibliothèques associatives et les bibliothèques communales. On observe que les bibliothèques communales détiennent la majorité des titres tout au long de la période, bien que leur part ait légèrement diminué au fil des années. En 2014, elles représentaient 79 % de l'ensemble des titres, contre 75 % en 2024. À l'inverse, la proportion des titres détenus par les bibliothèques associatives a légèrement augmenté, passant de 21 % en 2014 à 25 % en 2024, avec un pic à 29 % en 2021. Cette tendance peut illustrer un renforcement du rôle des bibliothèques associatives dans la mise à disposition des supports physiques, même si les bibliothèques communales restent les principaux acteurs. Globalement, la répartition demeure relativement stable, avec une prédominance des bibliothèques communales.

3.2.3. Offre d'ouvrages par langues

Graphique 9 : Offre d'ouvrages par langues en 2024¹²

	Variation	Moyenne
Allemand	35% - 80%	58%
Français	5% - 38%	23%
Luxembourgeois	4% - 20%	8%
Autres langues	1% - 25%	7%
Luxemburgensia*	5% - 30%	12%

*Par Luxemburgensia on entend toutes les publications écrites a) éditées au Luxembourg, b) parues à l'étranger en rapport avec le Luxembourg ou/et dont l'auteur/trice est luxembourgeois/e ou résident/e du Grand-Duché.

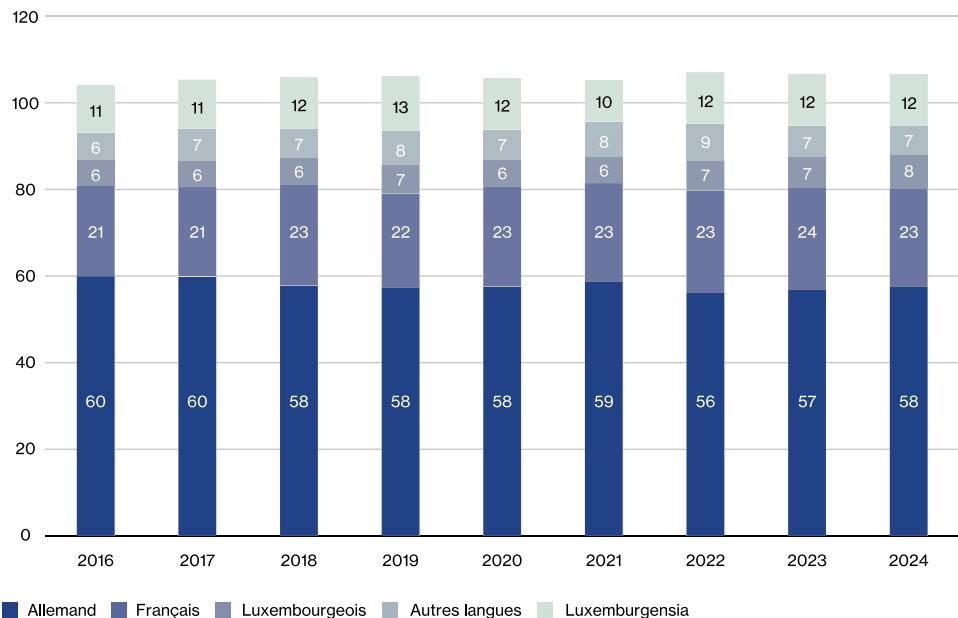
Source de données : Communication de la part des structures

Le graphique illustre la répartition des ouvrages selon la langue, en indiquant pour chacune une variation et une moyenne. On constate que le pourcentage des langues proposées par les différentes bibliothèques varie fortement. Cela s'explique par les différences régionales dans l'offre linguistique de chaque bibliothèque. Ainsi, l'une d'entre elles ne propose que 35 % d'ouvrages en allemand, tandis qu'une autre en propose jusqu'à 80 %.

Les données mettent en évidence une prédominance marquée de l'allemand, dont la proportion varie de 35 % à 80 %, pour une moyenne élevée de 58 %. Le français occupe la deuxième position, avec une part comprise entre 5 % et 38 % et une moyenne de 23 %. Le luxembourgeois demeure minoritaire, tandis que les ouvrages dans d'autres langues sont encore moins représentés. Enfin, les publications Luxemburgensia – définies comme les ouvrages édités au Luxembourg ou liés au pays – représentent en moyenne 12 % de l'offre. L'ensemble de ces données met en évidence une forte prédominance de l'allemand, suivie du français, tandis que le luxembourgeois et les autres langues occupent une place nettement plus réduite.

¹² Le total des pourcentages moyens dépasse 100 %, les ouvrages classés comme « Luxemburgensia » étant également comptabilisés dans d'autres langues. Par ailleurs, certaines bibliothèques fournissent des estimations, ce qui peut entraîner des totaux ne correspondant pas strictement à 100 %.

Graphique 10 : Évolution de l'offre d'ouvrages selon les langues de 2016 à 2024¹³



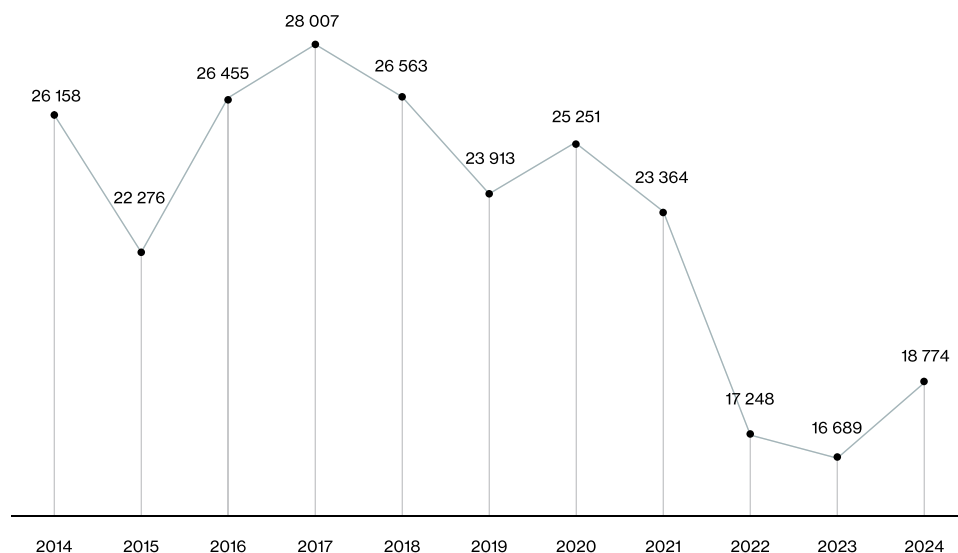
Source de données : Communication de la part des structures

Le graphique montre la place occupée par chaque langue dans l'offre des douze bibliothèques publiques agréées au Luxembourg. On observe que l'allemand domine nettement, représentant chaque année plus de la moitié de l'ensemble des ouvrages, avec une moyenne d'environ 58 % sur neuf années. Le français occupe la deuxième position, avec une moyenne de 22 % de l'offre. Le luxembourgeois représente environ 7 %, une proportion similaire à celle observée pour les autres langues sur la période 2016-2024. L'offre en Luxemburgensia est légèrement plus élevée, atteignant en moyenne 12 % sur neuf ans. Dans l'ensemble, ce graphique met en évidence une offre majoritairement concentrée sur deux langues, une tendance qui demeure stable au fil des années.

¹³ Le total des pourcentages moyens dépasse 100 %, les ouvrages classés comme « Luxemburgensia » étant également comptabilisés dans d'autres langues. Par ailleurs, certaines bibliothèques fournissent des estimations, ce qui peut entraîner des totaux ne correspondant pas strictement à 100 %.

3.2.4. Exemplaires

Graphique 11 : Évolution du nombre d'exemplaires¹⁴ créés par les 12 bibliothèques agréées de 2014 à 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le graphique présente l'évolution du nombre d'exemplaires créés entre 2014 et 2024. En 2014, 26 156 exemplaires ont été enregistrés, avant de diminuer à 22 276 exemplaires en 2015. La tendance repart ensuite à la hausse en 2016 et atteint un maximum avec 28 007 exemplaires en 2017. En 2018 et 2019, le volume diminue légèrement et rebondit en 2020 avec 25 251 exemplaires. De 2021 à 2023, on observe une baisse importante, suivie d'une légère reprise en 2024. La hausse constatée en 2020 pourrait s'expliquer par la diminution du nombre de manifestations due à la pandémie, qui aurait libéré davantage de temps pour les activités de catalogage.

¹⁴ Il s'agit du nombre d'exemplaires créés chaque année dans le catalogue collectif du réseau bibnet.lu.

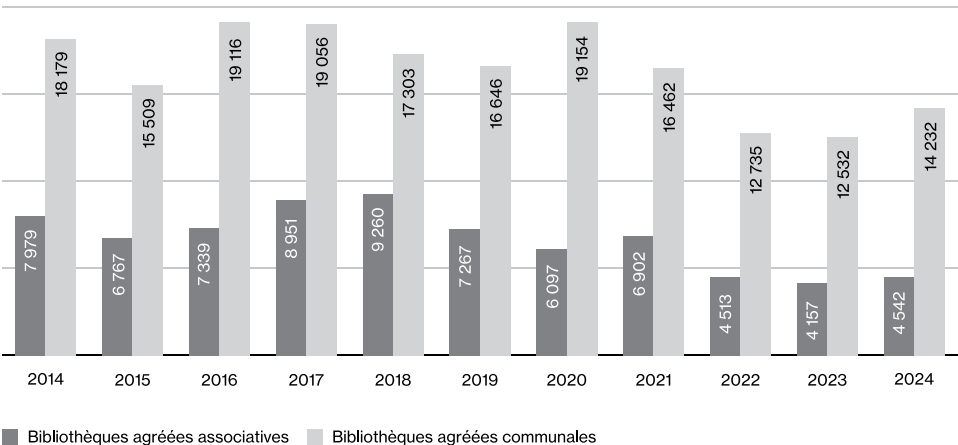


Vue extérieure du Luxembourg Learning Center (LLC) © Sana Murad



Architecture(s)

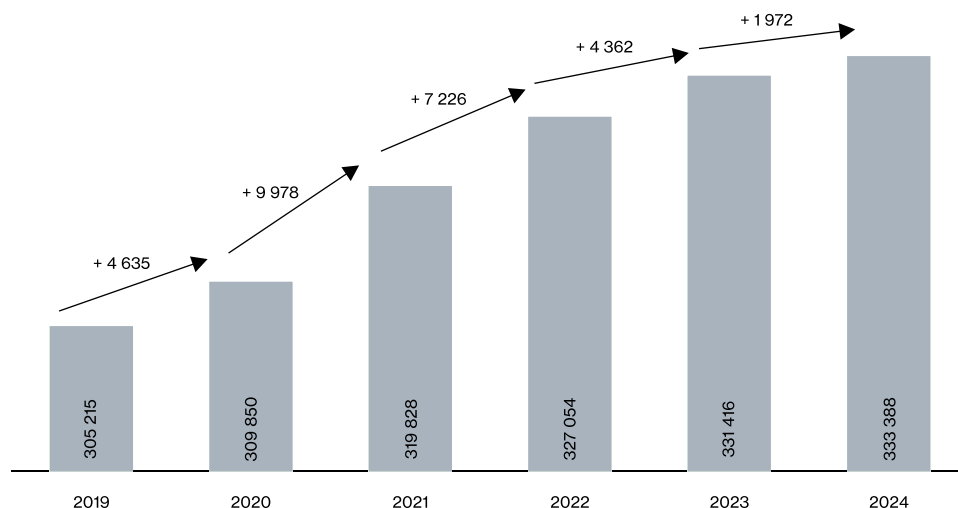
Graphique 12 : Évolution du nombre d'exemplaires créés par année par type de bibliothèque de 2014 à 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le graphique illustre l'évolution du nombre d'exemplaires créés par les bibliothèques agréées, associatives et communales, entre 2014 et 2024. Les bibliothèques communales présentent, sur l'ensemble de la période, des volumes nettement plus élevés que les bibliothèques associatives. Elles atteignent un maximum en 2020, avec 19 154 exemplaires. À partir de 2021, le nombre de créations diminue progressivement, pour atteindre 12 532 exemplaires en 2023, avant de connaître une légère reprise en 2024, avec 14 232 exemplaires. Les bibliothèques associatives suivent une tendance comparable : après un pic en 2018 à 9 260 exemplaires, leurs créations diminuent fortement pour atteindre 4 157 exemplaires en 2023, avant de remonter légèrement en 2024 à 4 542 exemplaires.

Graphique 13 : Évolution du nombre total d'exemplaires entre 2019 et 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

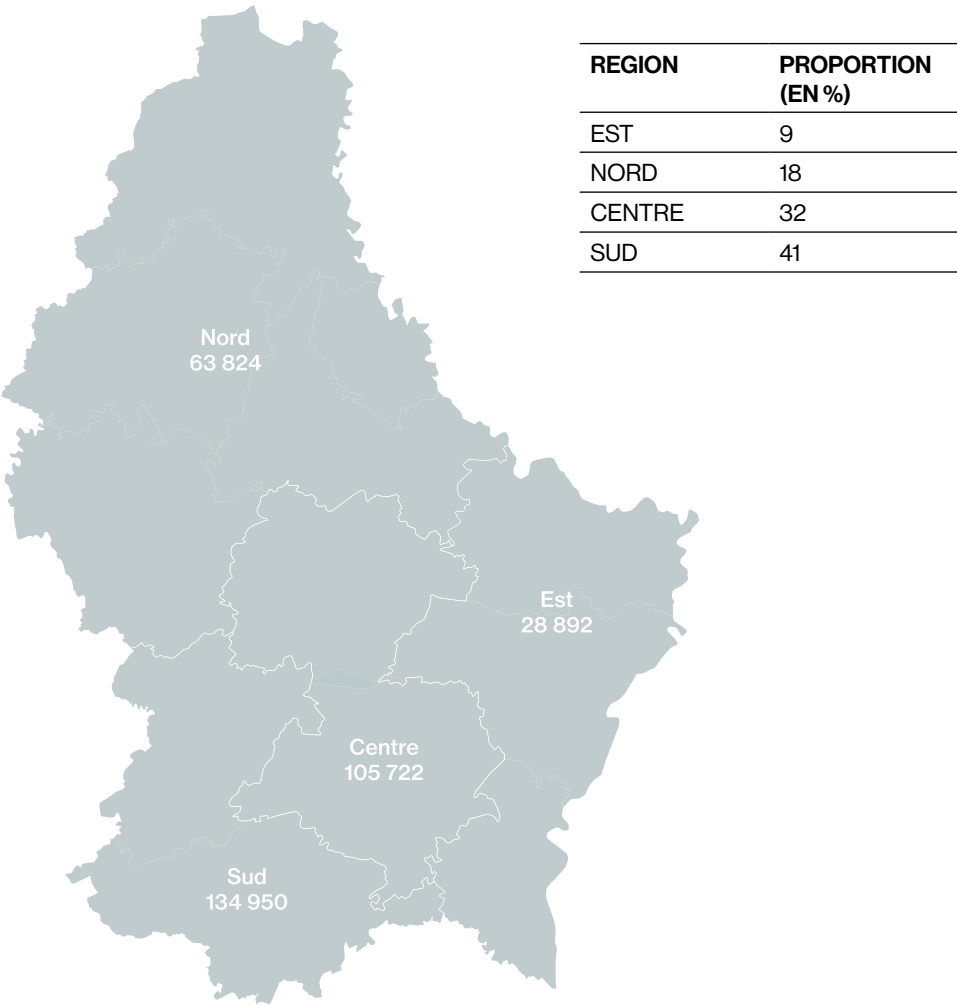
Le graphique présente l'évolution du nombre total d'exemplaires entre 2019 et 2024. La tendance générale est orientée à la hausse, mais avec des rythmes de croissance variables. Après une progression modérée en 2019, la croissance s'accélère nettement en 2020 et 2021, avant de ralentir progressivement à partir de 2022. Les dernières années (2023 et 2024) montrent une augmentation beaucoup plus limitée, indiquant une stabilisation du volume total.

Jusqu'en 2022, la part des exemplaires saisis par les bibliothèques agréées communales se situait autour de 72 %, contre 28 % pour les bibliothèques agréées associatives. À partir de 2023, ce ratio évolue pour atteindre 76 % contre 24 %, renforçant le rôle prépondérant des bibliothèques communales dans l'enregistrement des exemplaires. Concrètement, cela signifie que, sur 10 exemplaires, plus de 7 proviennent des bibliothèques communales.

Il convient de préciser que la variation du nombre total d'exemplaires d'une année sur l'autre ne reflète pas toujours le nombre d'exemplaires réellement enregistré durant l'année. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces écarts : opérations de désherbage ou de suppression (retrait de documents ou élimination de doublons), fusions et corrections entraînant des ajustements dans les données, ou encore décalages liés à la suppression d'exemplaires de documents retirés des collections.

Graphique 14 : Nombre total d'exemplaires en 2024 par région

Tableau 2 : Proportion du nombre total d'exemplaires en 2024 par région

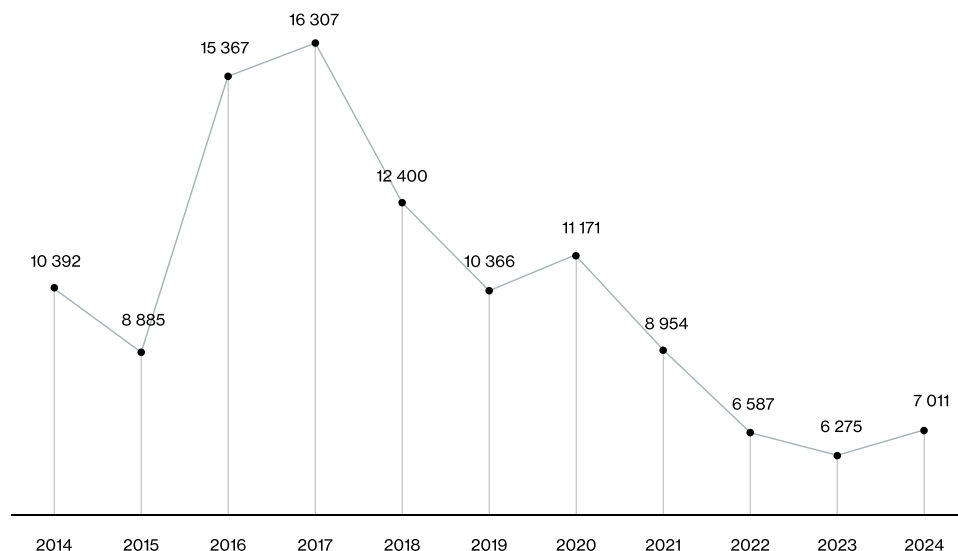


Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

La répartition des exemplaires dans les bibliothèques luxembourgeoises présente des disparités marquées entre les différentes régions du pays. Le Sud concentre la part la plus importante, tandis que le Centre occupe la deuxième position avec un volume significatif, confirmant son rôle central dans l'offre nationale. Le total des exemplaires disponibles dans le Nord représente 18 % du volume total du pays. L'Est dispose d'un nombre d'exemplaires équivalant à environ la moitié de celui du Nord, ce qui en fait la zone la moins dotée.

3.2.5. Notices

Graphique 15 : Évolution du nombre de notices cataloguées par année de 2014 à 2024



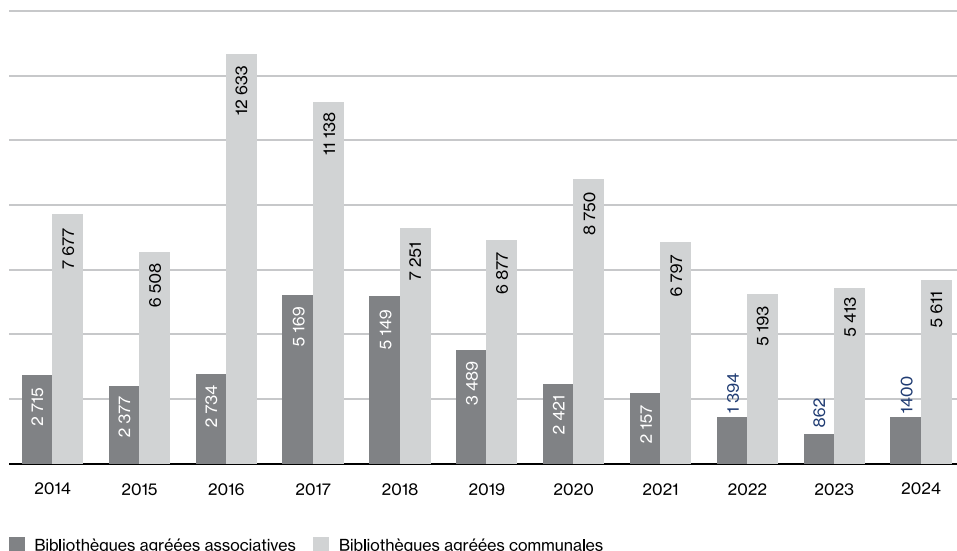
Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Entre 2014 et 2024, le nombre de notices enregistrées par les douze bibliothèques agréées présente une évolution marquée par d'importantes fluctuations. L'année 2014 débute avec un volume élevé de notices, suivi d'une forte augmentation en 2016 et 2017, pour atteindre un pic en 2017. Ce doublement du nombre de notices peut s'expliquer par l'intégration de la majorité des bibliothèques au réseau bibnet.lu à partir de 2015, ainsi que par l'ouverture de la Welubi – Weeltzer Ludo-Bibliothék en 2017, laquelle a commencé à enregistrer ses premières notices cette même année.

À partir de 2018, une baisse notable est observée, principalement liée au recul du nombre de notices saisies par la Lëtzebuerg City Bibliothèque, dont l'activité n'a plus retrouvé le niveau atteint en 2017.

La période 2019-2023 se caractérise ensuite par des variations plus modérées. L'augmentation enregistrée en 2020 pourrait être liée à la réduction des activités durant la pandémie, ce qui a permis de consacrer davantage de temps aux opérations de catalogage. L'année 2024 montre une légère reprise, suggérant une relance des activités de catalogage au sein des douze bibliothèques agréées.

Graphique 16 : Évolution du nombre de notices cataloguées¹⁵ par année par type de bibliothèque de 2014 à 2024



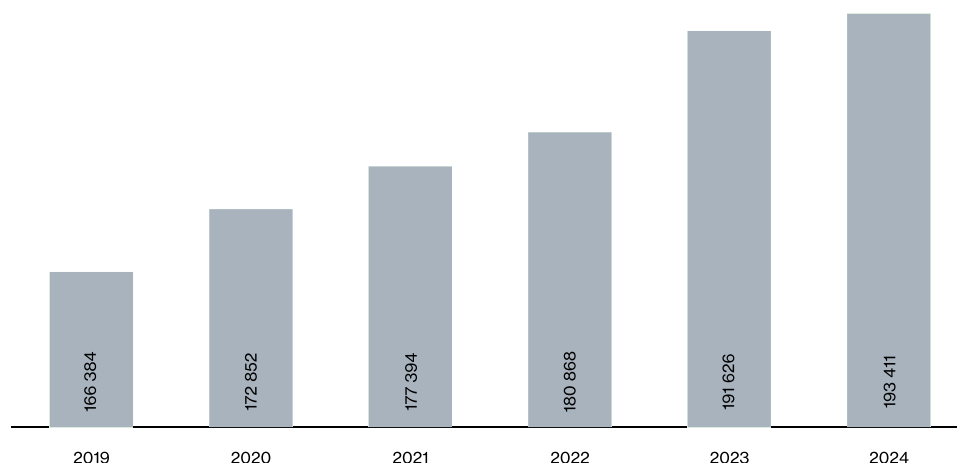
Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Les bibliothèques communales affichent constamment un nombre de notices nettement supérieur à celui des bibliothèques associatives. Leur pic est atteint en 2016 avec 12 633 notices, suivi d'une tendance globalement à la baisse, atteignant un minimum de 5 193 notices en 2022. Une légère reprise est toutefois observée en 2023 et 2024.

Les bibliothèques associatives connaissent une progression jusqu'en 2017 avec 5 169 notices, avant d'entamer une baisse continue. Le recul s'accroît particulièrement après 2020, passant de 2 157 notices en 2021 à seulement 862 notices en 2023. En 2024, une légère remontée est observée, mais le niveau reste bas par rapport aux années précédentes. Le nombre de notices cataloguées par les bibliothèques associatives reste constamment en dessous du niveau le plus faible observé dans les bibliothèques communales.

¹⁵ Il s'agit du nombre de notices saisies chaque année dans le catalogue collectif du réseau bibnet.lu.

Graphique 17 : Évolution du nombre total de notices cataloguées entre 2019 et 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

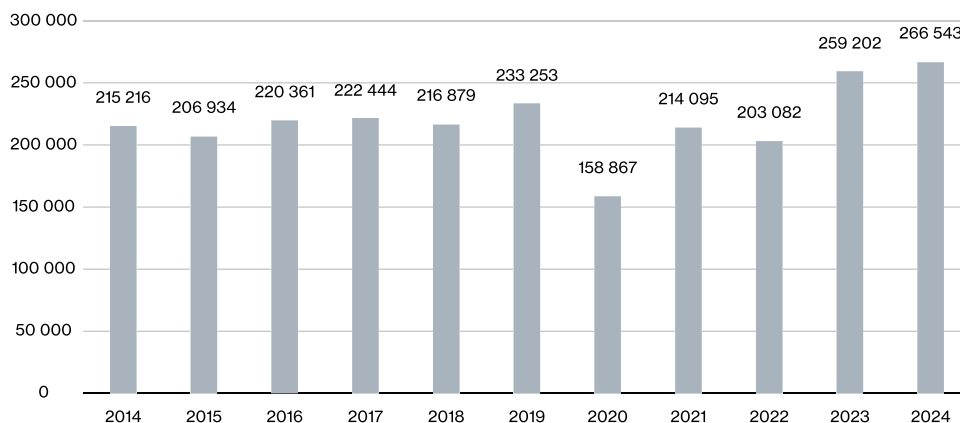
Ce graphique illustre une progression continue du nombre total de notices entre 2019 et 2024, avec une hausse globale de 27 027 notices. Après une croissance modérée au cours des premières années, l'augmentation devient plus marquée en 2022.

Jusqu'en 2022, la part des notices saisies par les bibliothèques agréées communales représentait environ 77 %, contre 23 % pour les bibliothèques agréées associatives. À partir de 2023, ce ratio évolue pour atteindre 82 % contre 18 %, soulignant le poids des bibliothèques communales dans la production des notices.

Il convient de préciser que la variation du nombre total de notices d'une année à l'autre ne correspond pas toujours au nombre de notices saisies pendant l'année. Cette différence s'explique par plusieurs facteurs : opérations de suppression ou de désherbage (retrait de documents ou élimination de doublons), fusions et corrections entraînant des modifications de notices, ainsi que des décalages liés à la suppression de notices de documents disparus.

3.2.6. Prêts¹⁶

Graphique 18 : Évolution du nombre de prêts enregistrés de 2014 à 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Le graphique illustre une tendance globalement stable des prêts entre 2014 et 2019, suivie d'une baisse très marquée en 2020. Cette chute pourrait s'expliquer par l'impact de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture temporaire des bibliothèques et des restrictions affectant fortement l'activité des bibliothèques dans le service des prêts.

À partir de 2021, on observe une reprise progressive, confirmée par une croissance soutenue en 2023 et 2024, où les niveaux dépassent largement ceux d'avant la crise. Cette évolution traduit non seulement un retour à la normale, mais aussi une dynamique de rattrapage, probablement liée à une demande accumulée et à la réouverture complète des services.

¹⁶ Il s'agit du nombre de prêts effectués à partir du catalogue collectif entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année n.

Tableau 3 : Évolution du nombre de prêts catalogués par année par type de bibliothèque de 2014 à 2024

	BIBLIOTHÈQUES GÉRÉES PAR DES ASSOCIATIONS	BIBLIOTHÈQUES GÉRÉES PAR DES COMMUNES
2014	41 752	173 464
2015	42 673	164 261
2016	44 452	175 909
2017	47 889	174 555
2018	50 469	166 410
2019	54 671	178 582
2020	44 472	114 395
2021	53 467	160 628
2022	49 493	153 589
2023	57 661	201 541
2024	63 332	203 211

Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Entre 2014 et 2024, le volume des prêts en bibliothèque a connu des évolutions contrastées selon le type de bibliothèque (associative ou communale).

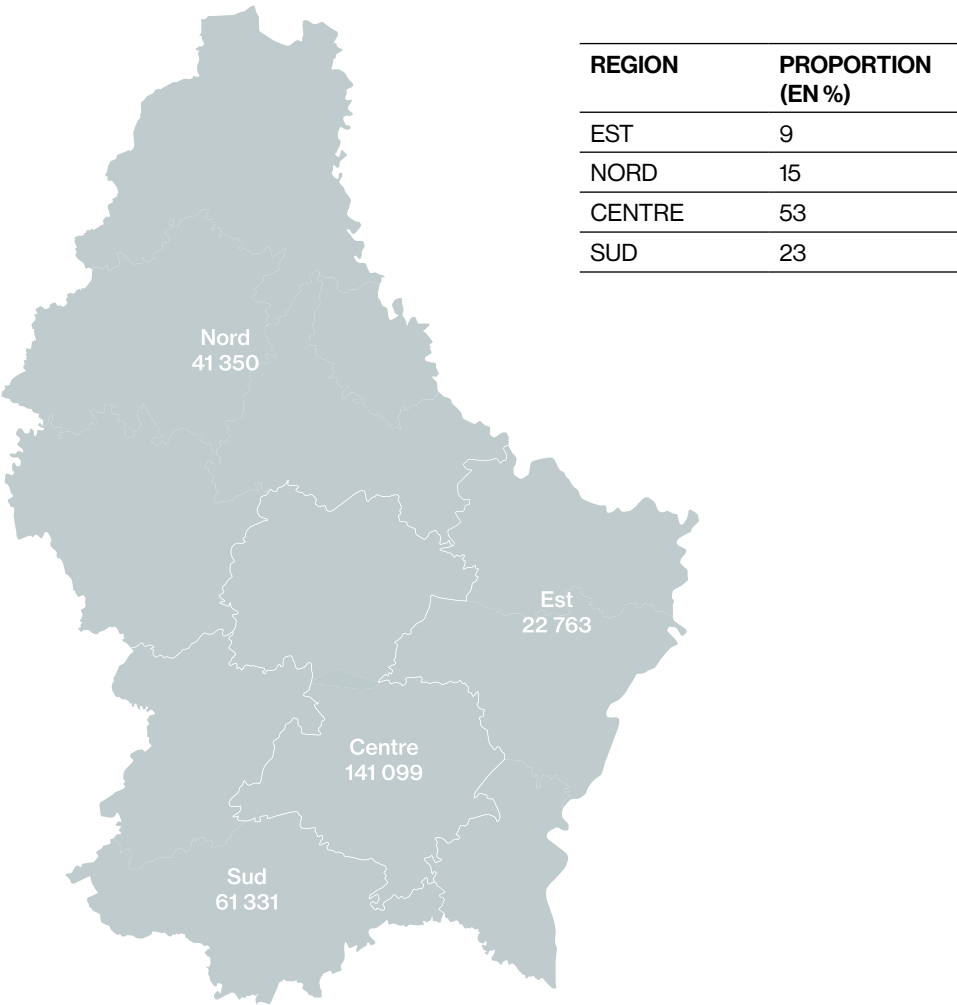
Dans les bibliothèques associatives, on observe une croissance constante sur l'ensemble de la période : le nombre de prêts passe de 41 752 en 2014 à 63 332 en 2024, soit une progression d'environ 52 %. Cette tendance témoigne d'un dynamisme associatif croissant dans la gestion des bibliothèques.

En ce qui concerne les bibliothèques communales, les volumes de prêts restent globalement élevés, mais fluctuent davantage. Sur la période de 2014 à 2024, la progression reste plus modérée, avec une hausse de 17 %.

On observe également ici (comme dans le graphique 18) une chute marquée du nombre de prêts en 2020, plus prononcée dans les bibliothèques communales que dans les bibliothèques associatives : - 36 % contre -19 %. Cette baisse s'explique probablement par les restrictions liées à la crise sanitaire. Elle peut également être liée à la taille des structures. Les bibliothèques communales, généralement plus grandes et accueillant un public plus nombreux, ont été davantage impactées par les fermetures, le confinement et les règles de distanciation sociale imposées durant la crise sanitaire. À l'inverse, les bibliothèques associatives, qui desservent souvent un public plus restreint, semblent avoir été proportionnellement moins touchées.

Graphique 19 : Nombre total de prêts en 2024 par région

Tableau 4 : Proportion du nombre total de prêts en 2024 par région



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

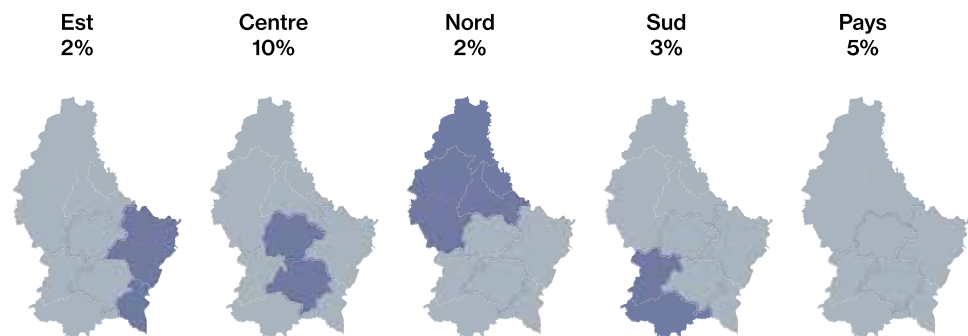
La répartition des prêts par région révèle une forte concentration au Centre, qui domine largement par rapport aux autres régions. À l'opposé, le Sud ne représente qu'environ un quart des prêts, tandis que le Nord en totalise 15 %. Seuls 22 763 prêts ont été effectués par les habitants/es de la région Est. Cette carte met en évidence une forte centralisation des prêts, avec des écarts significatifs entre les régions périphériques et le cœur du pays.

Cette carte, mise en parallèle avec celles illustrant la répartition du nombre total de titres (graphique 7) et d'exemplaires (graphique 14) par région, fait ressortir un décalage entre l'offre et la demande dans les régions Centre et Sud. L'offre est appréhendée à partir du nombre de titres et d'exemplaires disponibles, tandis que la demande est mesurée par le volume des prêts. Environ un tiers de l'ensemble des titres et des exemplaires sont disponibles dans la région Centre, alors que la moitié des prêts y est réalisée,

indiquant une demande supérieure à l'offre. L'écart est encore plus marqué dans le Sud : les habitants/es y disposent de 42 % des titres et 41 % des exemplaires, mais n'effectuent que 23 % des prêts. Ces données révèlent une offre nettement supérieure à la demande dans le Sud.

3.2.7. Usagers/ères inscrit/es¹⁷

Graphique 20 : Proportion d'usagers/ères inscrit/es en 2024 par rapport à la population total par région



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Ce graphique présente la proportion d'habitants/es inscrit/es par région dans l'une des 12 bibliothèques agréées en 2024, rapportée à la population totale de chaque région. La région Centre se distingue nettement avec 10 % d'inscrit/es, ce qui en fait la région la plus engagée dans les services bibliothécaires. À l'inverse, les régions Est et Nord affichent chacune seulement 2 %, révélant une faible pénétration des bibliothèques dans ces territoires. La région Sud atteint 3 %, un niveau légèrement supérieur à celui des régions périphériques, mais nettement inférieur à celui observé dans le Centre. À l'échelle nationale, la moyenne s'établit à 5 %, ce qui reflète une utilisation très inégale des bibliothèques selon les régions, avec une forte concentration des usagers/ères dans le Centre et un potentiel de développement ailleurs dans le pays. Ce taux national de 5 % d'usagers/ères inscrit/es dans l'une des 12 bibliothèques agréées est cohérent avec les résultats de notre étude *Les pratiques de lecture et les usages des bibliothèques*, selon laquelle 8 % des répondant/es déclarent être inscrit/es dans une bibliothèque régionale.

¹⁷ Il convient de préciser que les usagers/ères peuvent être inscrits/es dans certaines bibliothèques pour des durées variables, à savoir deux, trois ou cinq ans.

Tableau 5 : Proportion d'usagers/ères inscrits/es en 2024 par région

REGION	PROPORTION (EN %)
EST	4
NORD	7
CENTRE	67
SUD	22

Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

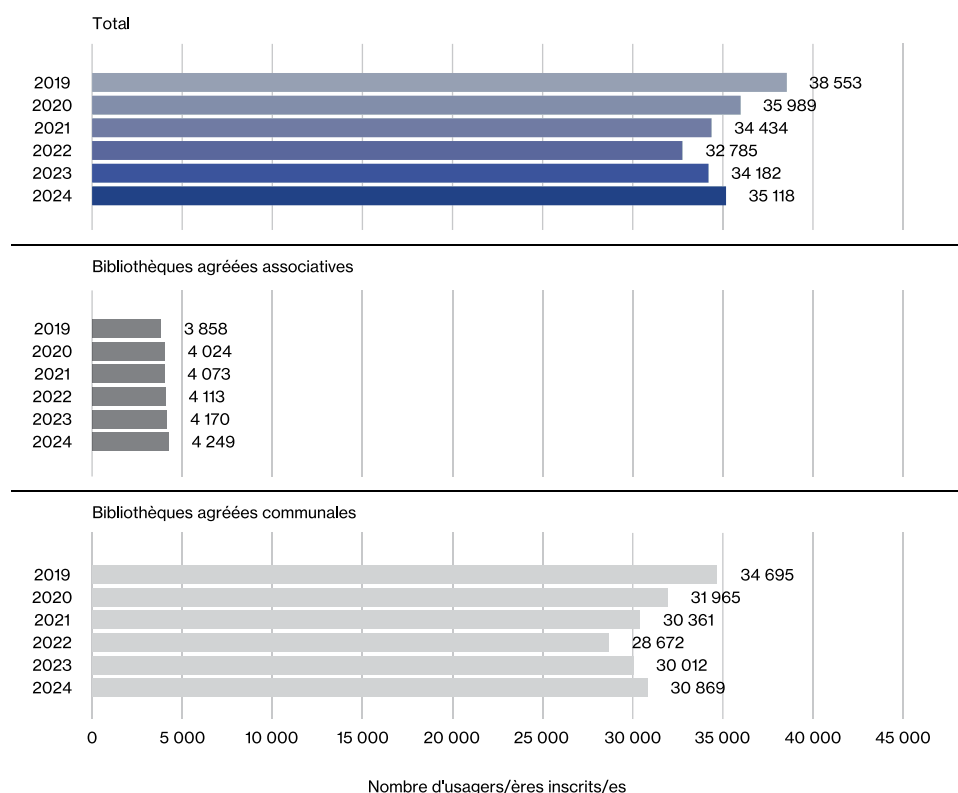
Le tableau 5 fait apparaître une concentration marquée dans la région Centre, qui regroupe 67 % des inscrit/es, suivie de la région Sud avec 22 %. Les régions Nord et Est affichent des proportions plus modestes, avec respectivement 7 % et 4 %. Cette distribution montre que la majorité des usagers/ères inscrit/es se situe au Centre, tandis que l'Est demeure marginal.

En comparaison, le graphique 20 illustre la proportion d'habitants/es inscrits/es par rapport à la population totale dans chaque région. Là encore, la région Centre se distingue avec 10 % de sa population inscrite, confirmant son rôle central dans l'utilisation des bibliothèques. Les régions Nord et Est, bien qu'elles représentent ensemble 11 % des personnes inscrit/es, n'atteignent chacune que 2 % de leur population, ce qui révèle une faible pénétration des services dans ces territoires.

La région Sud, qui compte 22 % des inscrit/es, affiche un taux d'inscription rapporté à sa population nettement plus faible, ne dépassant pas 3 %. Cela suggère que, malgré son poids démographique, la pénétration des services y reste limitée.

Pris ensemble, le graphique 20 et le tableau 5 montrent que la région Centre domine à la fois en volume d'inscrits/es et en taux d'engagement. Les autres régions, malgré leur contribution aux inscriptions, présentent un potentiel de développement important pour renforcer l'accès aux bibliothèques et accroître leur attractivité au sein de la population.

Graphique 21 : Nombre total d'utilisateurs/ères inscrit/es entre 2019 et 2024 par type de bibliothèque



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

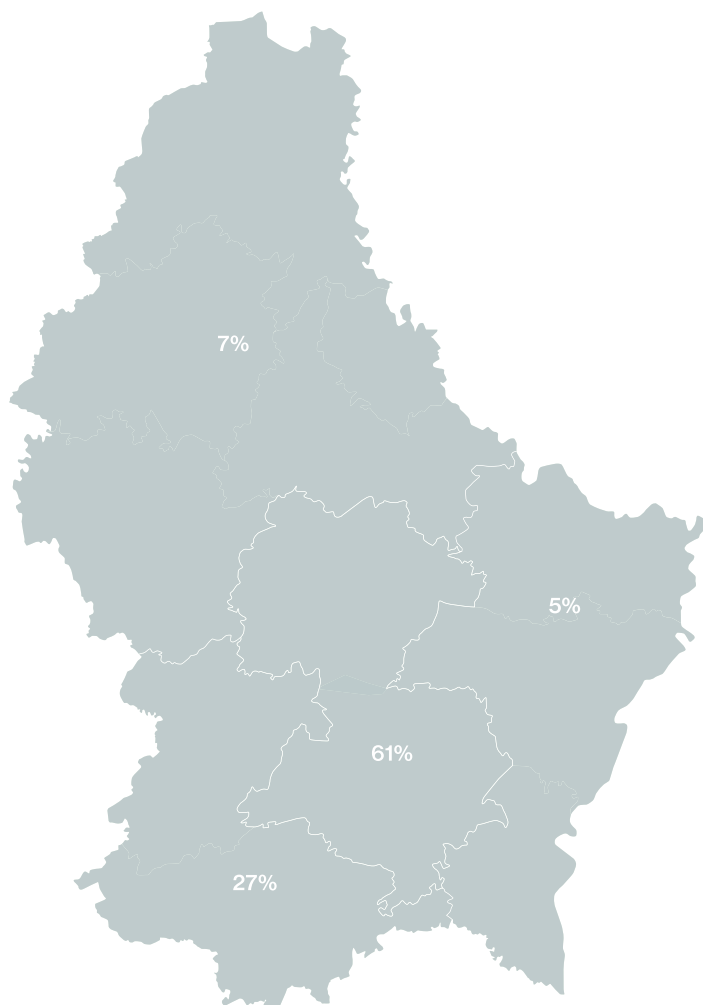
Le total des utilisateurs/ères inscrit/es montre une tendance globalement stable avec quelques fluctuations : après un pic en 2019 à 38 553 inscrit/es, le chiffre diminue pour atteindre 32 785 en 2022, avant de remonter légèrement à 35 118 en 2024. La baisse observée entre 2020 et 2022 peut s'expliquer par la pandémie, période durant laquelle les bibliothèques ont été fermées à plusieurs reprises, limitant les possibilités d'inscription. Même pour les personnes déjà inscrites, l'accès aux services et aux collections est resté fortement restreint.

Les bibliothèques associatives agréées affichent une croissance continue, bien que modérée, passant de 3 858 inscrit/es en 2019 à 4 249 en 2024.

Les bibliothèques communales, qui regroupent la majorité des personnes inscrit/es, voient leur chiffre passer de 34 695 en 2019 à 30 869 en 2024. Une baisse notable est observée en 2022, avec 28 672 inscrit/es, suivie d'une reprise partielle. Les bibliothèques communales demeurent donc le principal réseau d'inscription du pays.

3.2.8. Nouvelles inscriptions

Graphique 22 : Proportion de nouvelles inscriptions par région en 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

On constate une forte concentration des nouvelles inscriptions dans la région Centre, qui rassemble 61 % des personnes nouvellement inscrit/es, confirmant son rôle prépondérant dans l'attraction des usagers/ères. La région Sud suit avec 27 % de nouvelles inscriptions, tandis que les régions Nord et Est affichent des proportions nettement plus faibles, respectivement 7 % et 5 %. Cette répartition met en évidence un déséquilibre marqué, caractérisé par une forte prédominance du Centre et une dynamique plus limitée dans les zones périphériques.

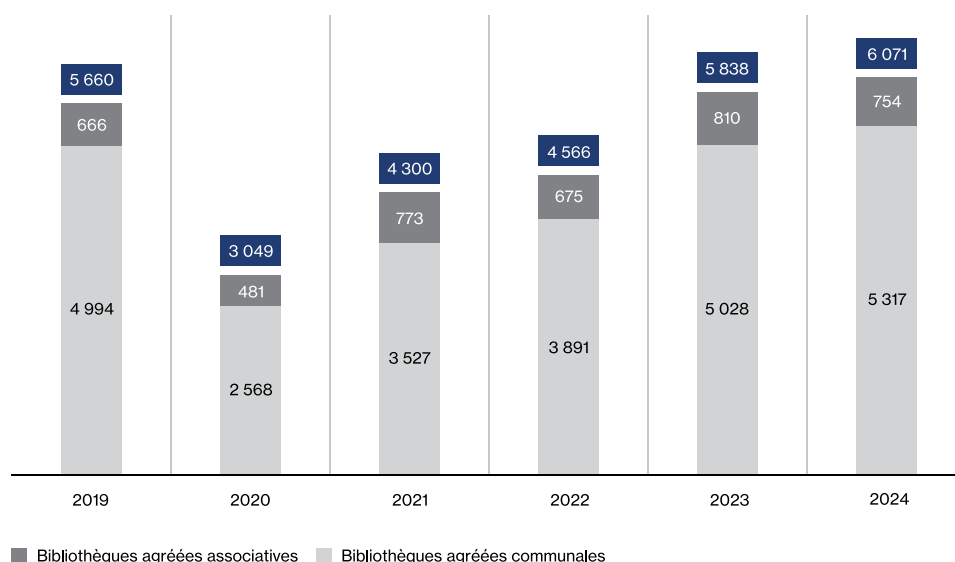
La comparaison avec la proportion d'usagers/ères inscrit/es par région en 2024 (tableau 5) fait apparaître des tendances similaires, tout en révélant quelques nuances. Le Centre, déjà majoritaire avec 53 % des personnes inscrits/es, renforce sa position en concentrant 61 % des nouvelles inscriptions, ce qui indique une croissance continue et un fort pouvoir d'attraction. La région Sud, qui comptait 23 % des inscrit/es, progresse

légèrement avec 26 % des nouvelles inscriptions, traduisant une dynamique positive. Les régions Nord et Est, qui représentaient ensemble 11 % des inscrit/es (7 % Nord et 4 % Est), atteignent 12 % des nouvelles inscriptions (7 % Nord et 5 % Est), indiquant une légère augmentation dans ces territoires.

Dans l'ensemble, cette comparaison montre que la concentration des usagers/ères dans le Centre poursuit sa progression, tandis que les régions périphériques peinent à attirer de nouveaux/elles inscrits/es.

Au niveau national, en 2024, un/e habitant/e sur cent s'est inscrit/e pour la première fois dans l'une des douze bibliothèques agréées.

Graphique 23 : Nombre total de nouvelles inscriptions entre 2019 et 2024 par type de bibliothèque



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

Entre 2019 et 2020, le nombre de nouvelles inscriptions en bibliothèques agréées a enregistré une baisse significative de 2 611, probablement en lien avec la crise sanitaire. En 2021, la tendance repart à la hausse avec 4 300 inscriptions, avant de progresser légèrement en 2022. En 2023, la croissance s'accélère pour atteindre 5 838 inscriptions, et en 2024, le volume atteint son niveau le plus élevé sur la période observée avec 6 071 inscriptions, dont 5 317 dans les bibliothèques communales et 754 dans les bibliothèques associatives.

Globalement, les bibliothèques communales concentrent la majorité des nouvelles inscriptions chaque année, représentant en moyenne 86 % du total sur six ans. Les bibliothèques associatives, bien que minoritaires, affichent une certaine stabilité et une légère progression après 2020. La tendance générale confirme une reprise progressive après la chute de 2020, culminant en 2024 avec un record d'inscriptions.

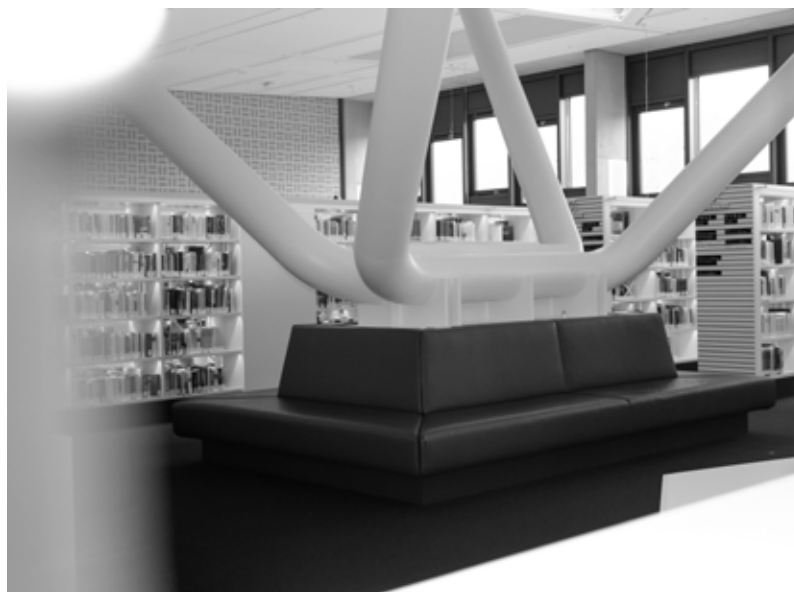
Infrastructures de recherche



Entrée principale de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad



Librairie de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad



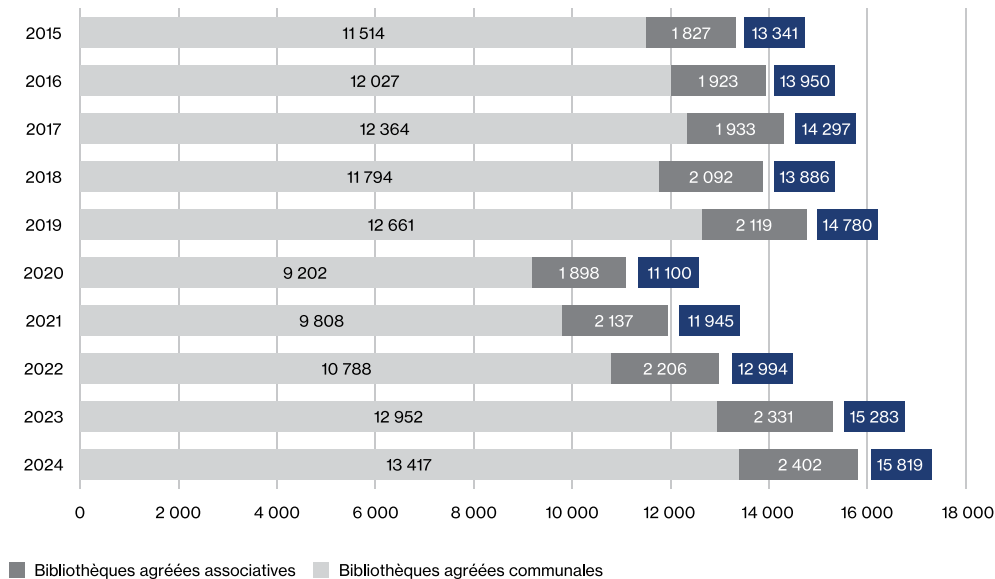
Salle de lecture de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad



Rayonnages mobiles de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) © Sana Murad

3.2.9. Emprunteurs/euses actifs/ves

Graphique 24 : Nombre total d'emprunteurs/euses actifs/ves entre 2015 et 2024 par type de bibliothèque



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

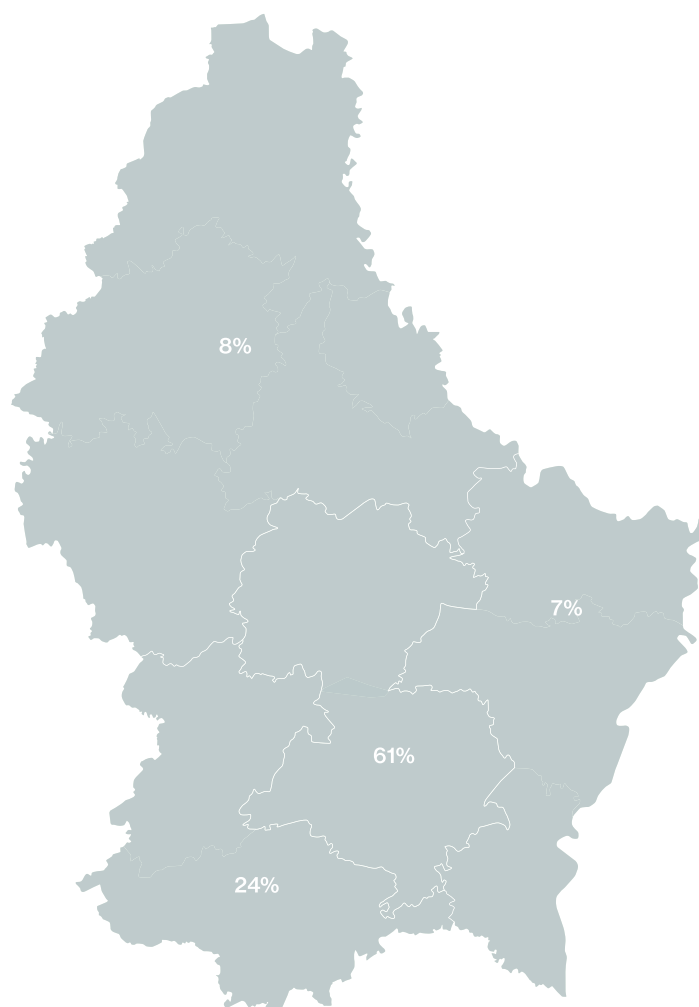
Le nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves dans les bibliothèques agréées communales et associatives entre 2015 et 2024 présente globalement une tendance à la hausse, passant de 13 341 emprunteurs/euses en 2015 à 15 819 en 2024, malgré une baisse notable en 2020.

De 2015 à 2019, le nombre total d'emprunteurs/euses augmente régulièrement, atteignant 14 780 en 2019. En 2020, une chute significative est observée (11 100 emprunteurs/euses), suivie d'une légère reprise en 2021. Cette baisse est principalement liée à la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture temporaire des bibliothèques et une réduction des activités en présentiel.

À partir de 2022, la tendance repart à la hausse, avec un rebond marqué en 2023 (15 283 emprunteurs/euses) et une progression en 2024 (15 819 emprunteurs/euses). Cette reprise s'explique par la réouverture complète des établissements, le développement des services numériques (prêts numériques, e-books) et des initiatives visant à fidéliser les usagers/ères.

Concernant la répartition par type de bibliothèque, les bibliothèques agréées communales regroupent la majorité des emprunteurs/euses, passant de 11 514 en 2015 à 13 417 en 2024. Les bibliothèques associatives enregistrent également une croissance, de 1 827 à 2 402 emprunteurs/euses, témoignant du dynamisme de ces structures locales.

Graphique 25 : Proportion d'emprunteurs/euses actifs/ves par région en 2024



Source de données : 1. Communication de la part des structures 2. Communication du service d'encadrement et de formation des bibliothèques du réseau bibnet.lu

En 2024, la répartition des emprunteurs/euses actifs/ves par région met en évidence des disparités significatives liées à la densité de population et à l'accessibilité des bibliothèques. Le Centre regroupe 61 % des emprunteurs/euses actifs/ves, en raison de la présence des villes de Mersch et Luxembourg-Ville, ainsi que de leur forte urbanisation. Le Sud arrive en deuxième position, ce qui s'explique également par sa densité urbaine et la présence de pôles démographiques importants. Le Nord et l'Est affichent des proportions plus faibles, probablement du fait d'une population moins dense et d'un accès plus éloigné aux bibliothèques. Ces écarts traduisent l'influence déterminante des facteurs démographiques et de l'accessibilité des services.

Lorsque ces chiffres sont rapportés à la population de chaque région, on observe qu'en 2024 seul/es 4 % des habitants/es du Centre, 2 % de ceux/celles du Sud et 1 % de chacune des régions Nord et Est sont des emprunteurs/euses actifs/ves.

3.3. L'EMPLOI DANS LE SECTEUR
DES BIBLIOTHÈQUES

3.3.1. Caractéristiques du personnel

Tableau 6 : Équivalent temps plein des douze bibliothèques agréées au 31 décembre 2024

ETP	Bibliothèques agréées communales	Bibliothèques agréées associatives	Ensemble
Minimum	1,0	0,0	0,0
Maximum	15,7	1,3	15,7
Moyenne	6,3	0,8	3,6
Médiane	5,9	1,1	1,1
Total	37,9	5,0	42,9

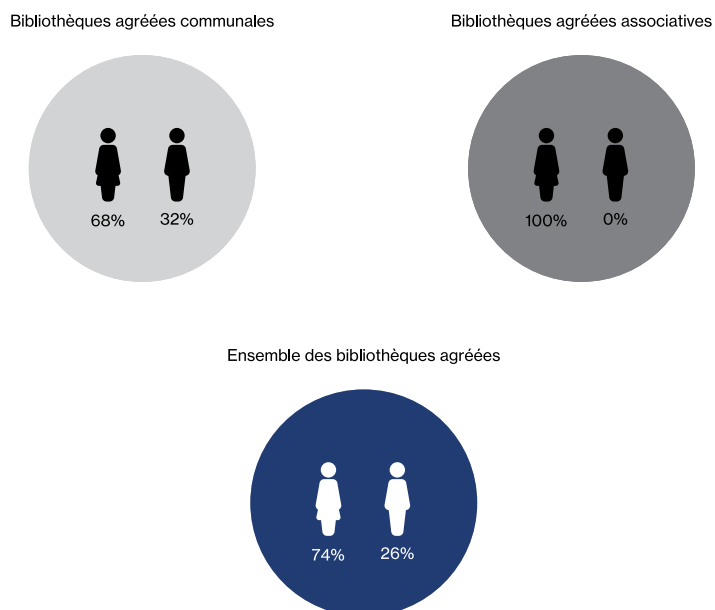
Source de données : Communication de la part des structures

Le tableau présente les équivalents temps plein (ETP) du personnel dans les douze bibliothèques publiques agréées au Luxembourg au 31 décembre 2024, en distinguant les bibliothèques communales et les bibliothèques associatives. Les bibliothèques communales disposent d'effectifs nettement plus importants : leur volume d'ETP varie d'un minimum d'environ 1 ETP à un maximum dépassant 15 ETP, avec une moyenne autour de 6 ETP et une médiane proche de cette valeur.

Les bibliothèques associatives, quant à elles, fonctionnent avec des équipes beaucoup plus réduites, comprises entre 0 ETP et un peu plus de 1 ETP, pour une moyenne inférieure à 1 ETP – une valeur qui demeure en dessous du minimum observé dans les bibliothèques communales. Cette différence s'explique par le fait que la plupart des bibliothèques associatives reposent largement sur le bénévolat – l'une d'entre elles est même entièrement gérée par des bénévoles.

En cumulant les deux types de structures, l'ensemble des bibliothèques agréées atteint un total d'environ 43 ETP. Cette répartition met en évidence un paysage contrasté : les bibliothèques communales concentrent l'essentiel des ressources humaines, tandis que les bibliothèques associatives opèrent avec des effectifs plus modestes mais complémentaires dans l'offre globale.

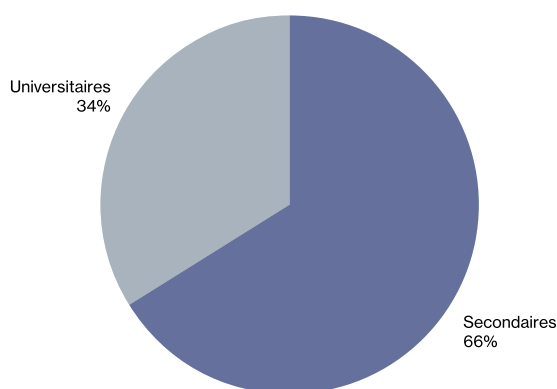
Graphique 26 : Répartition par genre du personnel des bibliothèques agréées au 31 décembre 2024



Source de données : Communication de la part des structures

Le graphique 26 présente la répartition par genre du personnel des bibliothèques agréées au 31 décembre 2024. On observe que, dans les bibliothèques agréées communales, environ deux tiers du personnel sont des femmes, contre un tiers d'hommes. Les bibliothèques agréées associatives sont entièrement constituées de personnel féminin. Pour l'ensemble des bibliothèques agréées, la tendance générale confirme une prédominance féminine dans le secteur, avec 74 % de femmes et 26 % d'hommes.

Graphique 27 : Niveau d'études du personnel des bibliothèques agréées au 31 décembre 2024



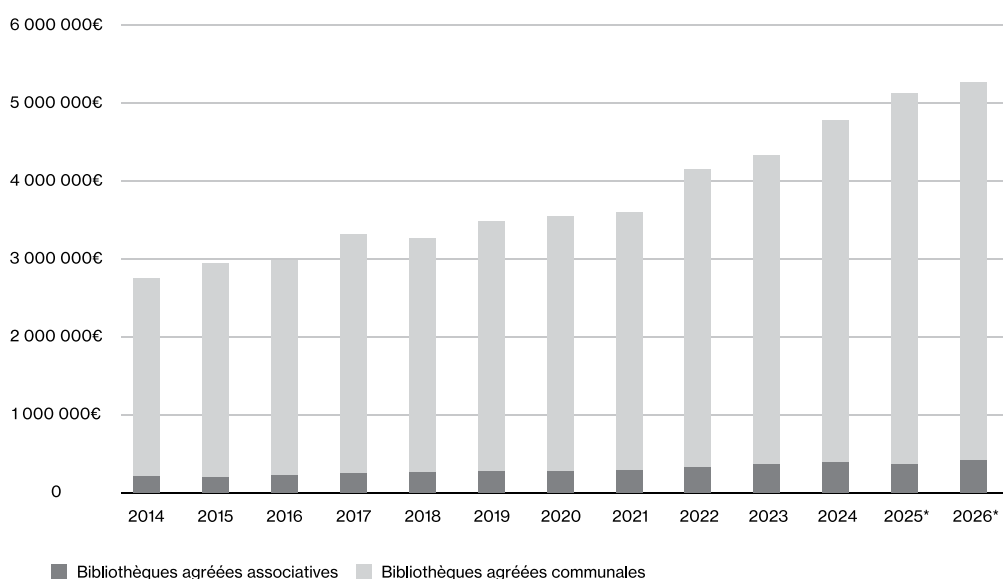
Source de données : Communication de la part des structures

Le graphique illustre la répartition du personnel des bibliothèques agréées selon leur niveau d'études. Cette répartition montre que la majorité des employé/es des bibliothèques agréées ont un niveau d'études secondaires, tandis qu'un peu plus d'un tiers ont suivi des études universitaires.

En analysant les données d'ancienneté fournies par sept bibliothèques agréées, il ressort que la durée moyenne de présence des employé/es au sein de leur établissement est d'environ 11 ans. Cette stabilité témoigne d'un fort attachement au métier et d'une faible rotation du personnel, ce qui constitue un atout pour la continuité des services et la transmission des savoir-faire.

3.3.2. Frais de personnel

Graphique 28 : Évolution des frais de personnel des bibliothèques agréées (2014–2026)



*Prévisionnel

Source de données : Communication de la part des structures

Tableau 7 : Évolution des frais de personnel des bibliothèques agréées (2014–2026)

	Bibliothèques agréées associatives	Bibliothèques agréées communales	Total
2014	215 705	2 528 094	2 743 799
2015	216 723	2 721 349	2 938 073
2016	228 256	2 754 034	2 982 290
2017	258 713	3 045 042	3 303 755
2018	267 339	2 984 337	3 251 676
2019	291 843	3 186 462	3 478 305
2020	290 496	3 260 244	3 550 740
2021	307 737	3 287 476	3 595 213
2022	334 047	3 812 580	4 146 626
2023	369 774	3 949 104	4 318 879
2024	411 650	4 364 939	4 776 589
2025*	382 800	4 737 086	5 119 886
2026*	430 750	4 833 403	5 264 153

*Prévisionnel

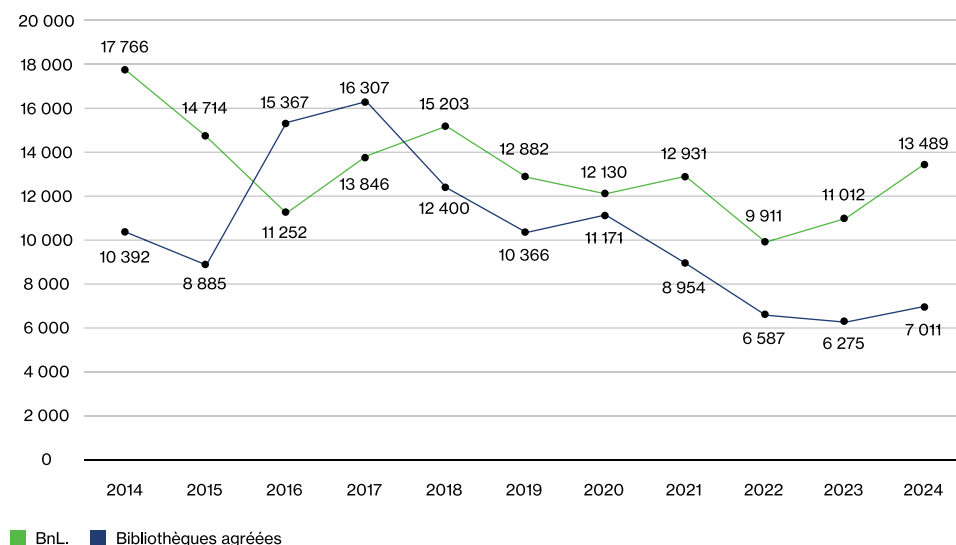
Source de données : Communication de la part des structures

Entre 2014 et 2026, les frais de personnel des bibliothèques agréées connaissent une progression régulière et soutenue. Les bibliothèques communales concentrent la majeure partie de ces dépenses, soit environ 92 %, avec une hausse particulièrement marquée à partir de 2022. Les bibliothèques associatives suivent également une tendance ascendante, avec une croissance notable après 2023.

En 2026, les frais de personnel devraient dépasser 5,2 millions d'euros, soit près du double du niveau observé en 2014, illustrant l'investissement croissant dans les ressources humaines au sein des bibliothèques agréées.

3.4. LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU LUXEMBOURG¹⁸

Graphique 29 : Évolution du nombre de notices cataloguées de 2014 à 2024



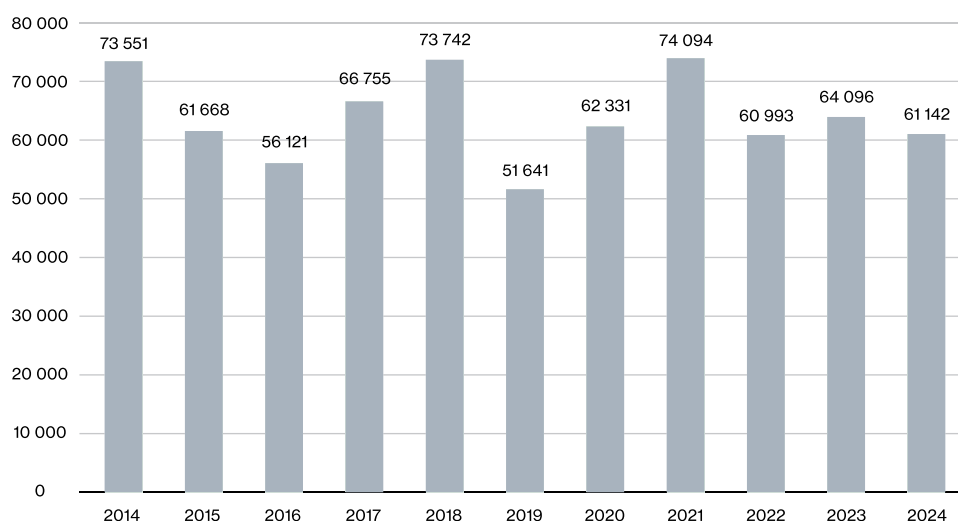
Source de données : Communication de la part des structures

Le graphique présente l'évolution du nombre de notices cataloguées par la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL) et par les bibliothèques agréées entre 2014 et 2024. Sur l'ensemble de la période, la BnL présente des volumes systématiquement supérieurs à ceux des bibliothèques agréées, à l'exception des années 2016 et 2017. Après un pic observé en 2014, le nombre de notices cataloguées diminue progressivement jusqu'en 2022, avant de connaître une reprise notable en 2023 et 2024, pour atteindre 13 489 notices. La tendance générale reste néanmoins orientée à la baisse pour les deux catégories, bien que la BnL enregistre une hausse de son activité de catalogage à partir de 2022. Il convient également de souligner que, sur l'ensemble de la période étudiée, la BnL saisit chaque année davantage de notices que les douze bibliothèques agréées.

La comparaison du nombre total de notices cataloguées entre 2019 et 2024 confirme cet écart entre les deux groupes : sur ces six années, la BnL enregistre un volume environ trois fois supérieur à celui des bibliothèques agréées. En 2024, la BnL compte un total cumulé de 658 073 notices cataloguées.

¹⁸ Les chiffres de la BnL regroupent les données de la Bibliothèque nationale du Luxembourg, du Bicherbus ainsi que de la médiathèque de la BnL.

Graphique 30 : Évolution du nombre d'exemplaires créés par la Bibliothèque nationale du Luxembourg de 2014 à 2024

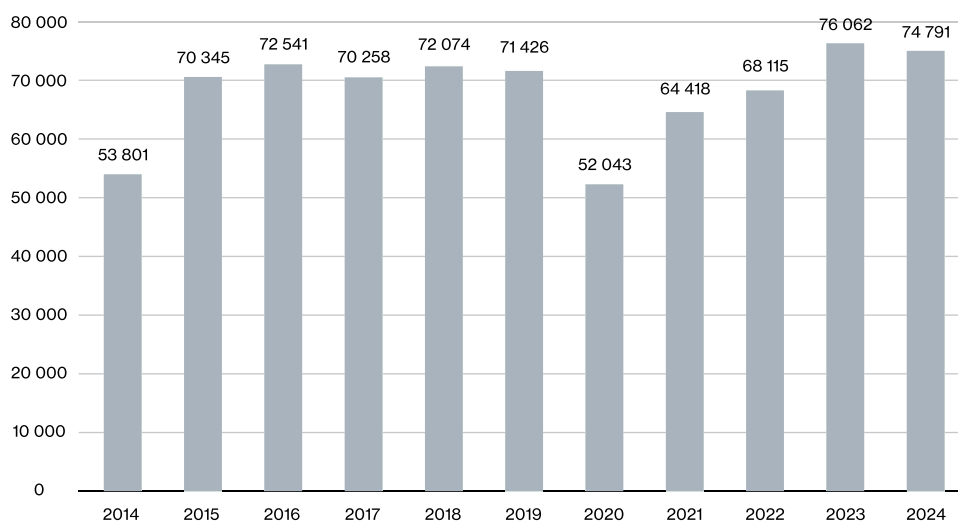


Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Le graphique illustre l'évolution du nombre d'exemplaires créés par la Bibliothèque nationale du Luxembourg entre 2014 et 2024. Sur cette période de dix ans, les données présentent de légères fluctuations, et l'évolution observée ne suit pas les tendances relevées pour la création d'exemplaires dans les bibliothèques agréées (voir graphique 11).

Le nombre total d'exemplaires créés par la BnL a augmenté de 13,69 % entre 2019 et 2024, tandis que celui des bibliothèques agréées n'a progressé que de 9,23 %. Cette différence confirme le rôle de la BnL comme acteur principal en matière de création d'exemplaires au niveau national.

Graphique 31 : Évolution du nombre de prêts enregistrés par la Bibliothèque nationale du Luxembourg de 2014 à 2024

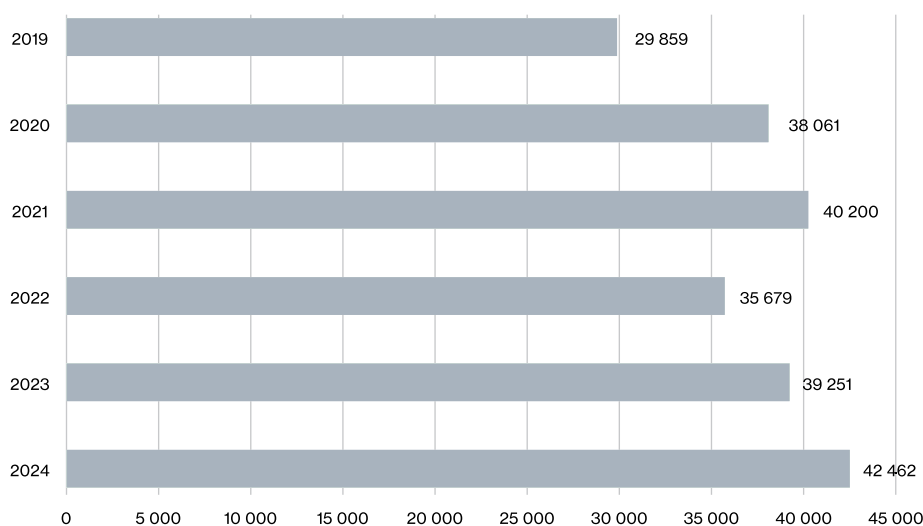


Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Le graphique montre une tendance globalement haussière entre 2014 et 2024, malgré une rupture marquée en 2020. Après une forte progression entre 2014 et 2016, le nombre de prêts enregistrés par la BnL se stabilise à un niveau élevé entre 2015 et 2019, avec une moyenne de 71 329 prêts par an. L'année 2020 enregistre le niveau le plus faible, avant un rebond marqué à partir de 2021. En 2024, une légère normalisation est observée, mais le volume des prêts demeure supérieur à celui d'avant la crise sanitaire.

Tandis que le nombre d'exemplaires et de notices cataloguées par la BnL était supérieur à celui des bibliothèques agréées, le nombre de prêts effectués par les usagers/ères était, quant à lui, nettement plus élevé dans les bibliothèques agréées. Sur l'ensemble de la période de onze ans, les bibliothèques agréées ont enregistré trois fois plus de prêts que la BnL.

Graphique 32 : Nombre total d'usagers/ères inscrit/es entre 2019 et 2024 dans la Bibliothèque nationale du Luxembourg



Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Le graphique présente l'évolution du nombre total d'usagers/ères inscrit/es à la Bibliothèque nationale du Luxembourg entre 2019 et 2024. Sur cette période de six ans, la tendance générale est à la hausse, malgré une fluctuation ponctuelle. Après un niveau initial de 29 859 inscrit/es en 2019, la bibliothèque enregistre une forte progression en 2020 et 2021, atteignant successivement 38 061 puis 40 200 inscriptions. L'année 2022 marque un recul notable, avec une baisse à 35 679 inscrit/es. Cette baisse est toutefois rapidement suivie d'un rebond en 2023, et d'une nouvelle progression en 2024, année qui atteint le niveau le plus élevé de la période avec 42 462 inscriptions. Sur l'ensemble de la période, la BnL présente un nombre d'usagers/ères inscrit/es comparable à celui des bibliothèques agréées.

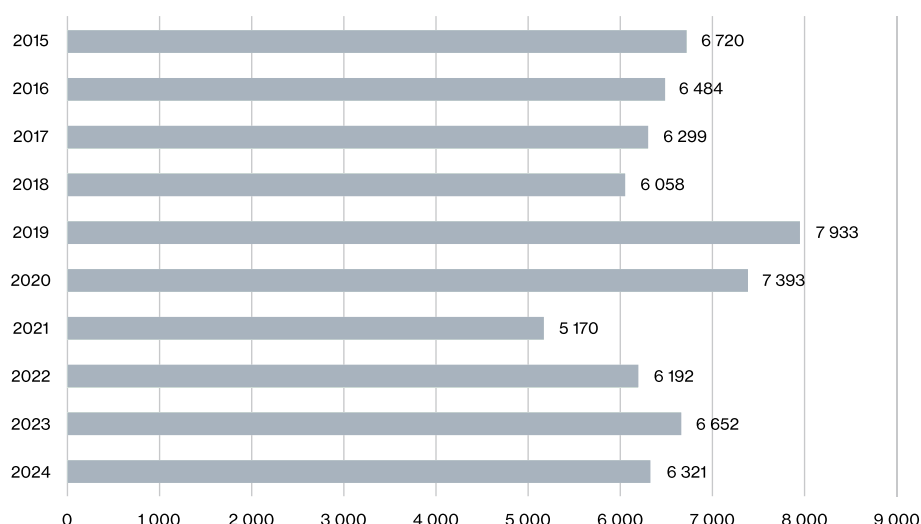
Tableau 8 : Nombre total de nouvelles inscriptions entre 2019 et 2024 dans la Bibliothèque nationale du Luxembourg

2019	2020	2021	2022	2023	2024
12 189	11 484	9 156	7 823	10 544	12 682

Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Ce tableau retrace l'évolution du nombre total de nouvelles inscriptions entre 2019 et 2024. La tendance générale montre une dynamique fluctuante, marquée par une baisse progressive au début de la période, suivie d'un redressement notable. Entre 2019 et 2022, les inscriptions diminuent de manière continue : elles passent de 12 189 en 2019 à 7 823 en 2022. À partir de 2023, les inscriptions repartent à la hausse pour atteindre 12 682 en 2024, soit un niveau légèrement supérieur à celui de 2019. L'ensemble de la période se caractérise donc par une courbe en « V » : une baisse prononcée jusqu'en 2022, suivie d'une remontée dynamique jusqu'en 2024. Cette tendance se retrouve également dans les bibliothèques agréées, où la baisse du nombre de nouvelles inscriptions intervient en 2020, suivie d'une reprise à partir de 2021. Il s'agit donc du même phénomène, mais décalé de deux ans dans le cas de la BnL. Entre 2019 et 2024, le nombre de nouvelles inscriptions à la BnL a été en moyenne deux fois plus élevé que celui enregistré dans les bibliothèques agréées.

Graphique 33 : Nombre total d'emprunteurs/euses actifs/ves entre 2019 et 2024 dans la Bibliothèque nationale du Luxembourg



Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

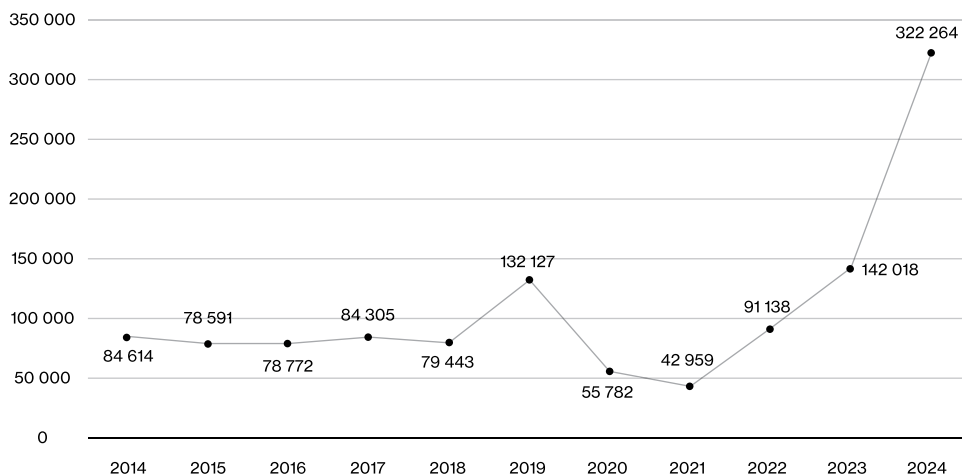
Le graphique présente l'évolution du nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves à la BnL entre 2014 et 2024. On observe une légère diminution du nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves entre 2015 et 2018. Ce nombre repart à la hausse en 2019 et 2020, avant d'enregistrer une baisse significative en 2021. Cette diminution s'explique, d'une part, par la migration vers ALMA : la BnL a procédé à un nettoyage de ses données lecteurs,

ce qui a réduit le nombre d'emprunteurs/euses. D'autre part, l'impact de la pandémie de Covid-19 a également contribué à cette tendance : le Bicherbus a effectué un nombre nettement inférieur de tournées et l'accès à la salle de lecture est resté fortement restreint durant l'année 2021. Par ailleurs, en raison de la situation sanitaire, les usagers ont davantage emprunté de livres numériques, lesquels ne sont pas pris en compte dans cette statistique.

À partir de 2022, le nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves reprend de nouveau pour atteindre 6 321 emprunteurs/euses actifs/ves à la BnL en 2024, un niveau toutefois inférieur à celui d'avant la crise sanitaire.

Alors que le nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves aux bibliothèques agréées diminue dès 2020, la baisse intervient en 2021 à la BnL. Sur l'ensemble de la période de dix ans, le nombre d'emprunteurs/euses actifs/ves enregistré/es dans les bibliothèques agréées est environ deux fois supérieur à celui observé à la BnL.

Graphique 34 : Nombre d'entrées à la salle de la BnL entre 2014 et 2024



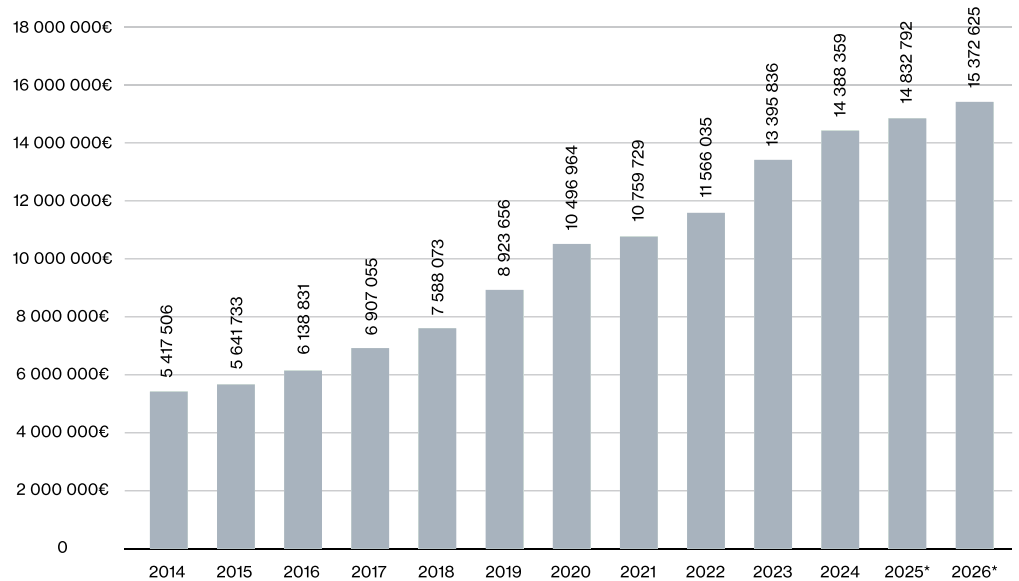
Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Le graphique illustre l'évolution du nombre d'entrées à la BnL entre 2014 et 2024. On observe une tendance générale à la hausse, témoignant d'un intérêt croissant du public pour les services proposés. Au début de la période, la fréquentation est relativement modeste. Toutefois, à partir de 2019, année marquée par l'inauguration du nouveau bâtiment au Kirchberg, on observe une augmentation nettement plus marquée des entrées.

La baisse ponctuelle observée en 2020 et 2021 est liée à la crise sanitaire : la BnL a dû fermer ses portes du 13 mars au 12 mai 2020. Lors de la réouverture, l'accès public a été strictement encadré, sans libre circulation, avec réservation obligatoire des places et une capacité progressivement élargie de 15 à 100 personnes entre mai et décembre. En 2021, la fréquentation en salle de lecture est restée limitée à 100 personnes, puis portée à 200 à partir d'octobre. En 2022, les restrictions sanitaires se poursuivent jusqu'en avril, ce qui explique que, malgré une fréquentation dépassant les niveaux d'avant 2019, le

volume reste contraint. En 2023, la fréquentation augmente de 50 000 entrées et double encore en 2024, signalant un retour massif du public.

Graphique 35 : Évolution des frais de personnel de la Bibliothèque nationale du Luxembourg (2014–2026)

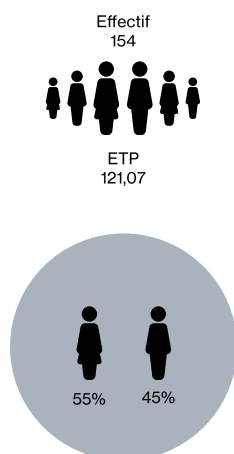


*Prévisionnel

Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Les frais de personnel de la Bibliothèque nationale du Luxembourg ont progressé de manière continue entre 2014 et 2026. En 2014, ils s'élevaient à 5,42 millions d'euros. Cette progression se poursuit année après année, atteignant 8,92 millions d'euros en 2019, puis franchissant pour la première fois le seuil des dix millions d'euros en 2020. Sur treize ans, les frais de personnel de la BnL ont ainsi presque triplé, témoignant d'un investissement croissant dans les ressources humaines.

Graphique 36 : Équivalent temps plein, effectif et répartition par genre du personnel de la Bibliothèque nationale du Luxembourg au 31 décembre 2024



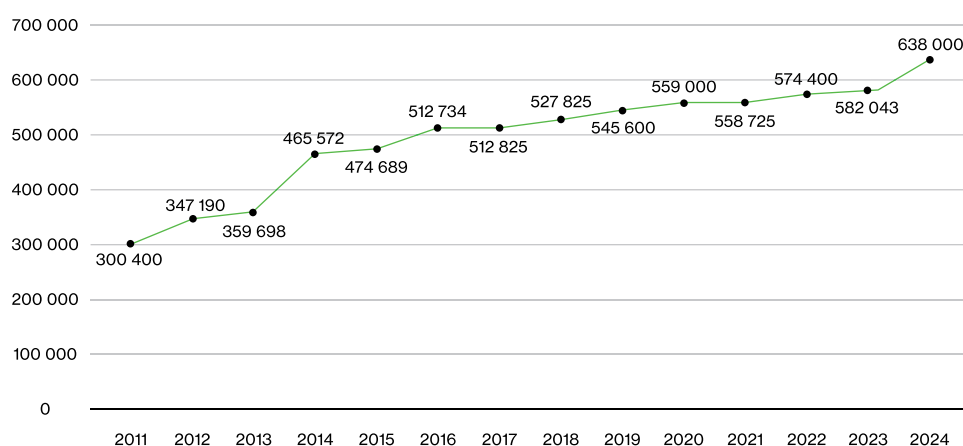
Source de données : Bibliothèque nationale du Luxembourg

Le graphique relatif au personnel de la BnL au 31 décembre 2024 indique un effectif total de 154 personnes, correspondant à 121,07 ETP, ce qui reflète la présence d'un nombre important de postes à temps partiel. La répartition par genre montre une légère prédominance féminine, avec 55 % de femmes et 45 % d'hommes. Enfin, l'ancienneté moyenne du personnel atteint 12,9 années à cette date.

3.5. LES AIDES FINANCIÈRES DU MINISTÈRE DE LA CULTURE AUX BIBLIOTHÈQUES

En 2024, douze bibliothèques ont obtenu un agrément du ministère de la Culture conformément aux dispositions de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques¹⁹. Dès qu'une bibliothèque est agréée, elle peut bénéficier d'un soutien financier du ministère de la Culture pouvant atteindre 65 000 € par an. Cette subvention couvre à la fois les frais de personnel, les frais de fonctionnement, les acquisitions de nouveaux ouvrages ou collections, le mobilier ainsi que les outils techniques nécessaires à leur activité.

Graphique 37 : Évolution des aides financières du ministère de la Culture aux bibliothèques publiques entre 2011 et 2024



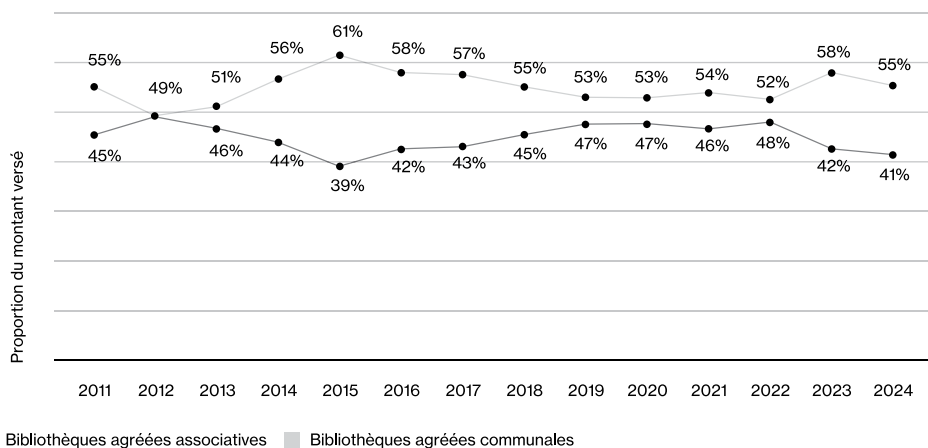
Source de données : ministère de la Culture

Depuis 2016, les subventions accordées par le ministère de la Culture aux bibliothèques publiques n'ont pas connu d'augmentation significative, à l'exception de l'année 2024. Cette hausse doit toutefois être nuancée : en 2024, une bibliothèque publique a bénéficié d'un soutien financier sans disposer de l'agrément requis. Il convient d'indiquer que cette même institution avait déjà perçu, en 2012 et 2013, un subside transitoire sans qu'un agrément ne lui soit délivré par la suite.

Au total, 638 000 € ont été versés en 2024 aux treize bibliothèques publiques concernées. De 2011 à 2024, le ministère de la Culture a ainsi octroyé 6 958 700 € à ces treize bibliothèques.

¹⁹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2010/06/24/n1/jo>

Graphique 38 : Évolution de la proportion des montants versés aux bibliothèques publiques (2011-2024)²⁰



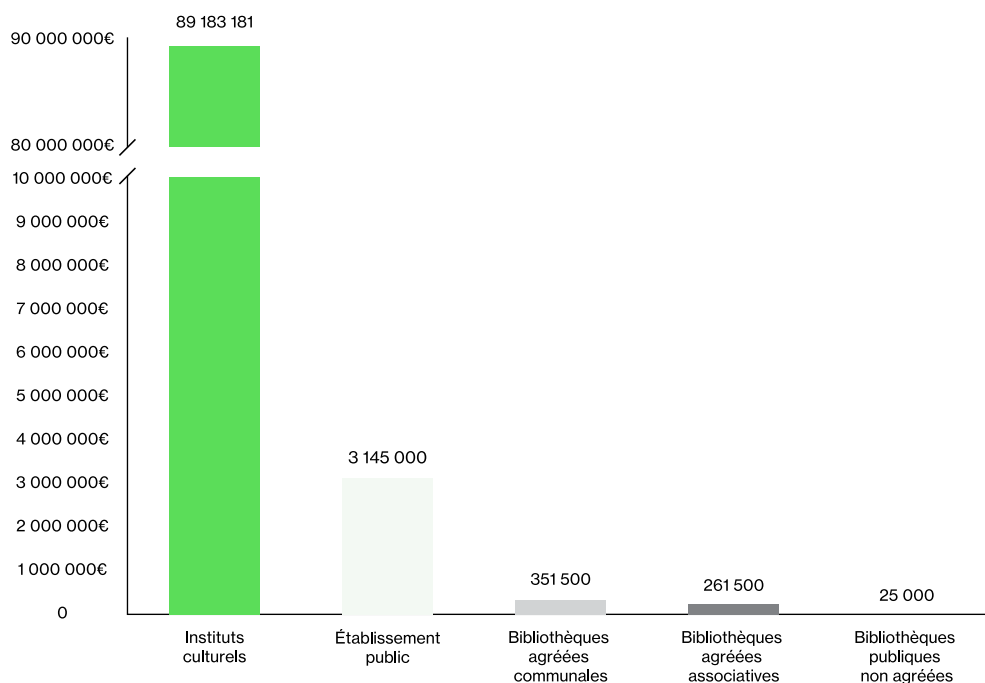
Source de données : ministère de la Culture

Sur l'ensemble des subsides versés aux douze bibliothèques agréées, 55 % ont été attribués en moyenne, sur quatorze ans, aux bibliothèques communales, contre 45 % aux bibliothèques associatives, avec des variations annuelles. En 2012, la répartition était identique, et celle de 2022 s'en rapprochait fortement.

La différence entre les deux proportions augmente en 2023, année où la bibliothèque Tony Bourg est comptabilisée comme bibliothèque communale à la suite de son changement de statut. Sans cette modification, les bibliothèques communales auraient perçu 54 % et les bibliothèques associatives 46 % du total des subventions. Le changement de statut de la bibliothèque Tony Bourg explique donc 4 % de la variation observée à partir de 2023, puisqu'elle n'est plus comptabilisée parmi les bibliothèques associatives mais parmi les bibliothèques communales.

²⁰ Le total des pourcentages n'atteint pas 100 % pour les années 2012, 2013 et 2024, en raison de la part versée à la bibliothèque non agréée, qui s'élève respectivement à 2 %, 3 % et 4 %.

Graphique 39 : Ventilation des aides financières du ministère de la Culture par type de bibliothèque en 2024²¹



Source de données : ministère de la Culture

Le graphique présente les aides financières attribués selon les cinq catégories de structures. Il met en évidence une forte concentration des financements en faveur des instituts culturels, qui totalisent 89 183 181€. Ce montant, très largement supérieur à ceux des autres catégories, justifie l'utilisation d'un axe brisé, permettant de conserver une lecture lisible pour les catégories aux montants plus faibles. Il convient toutefois de préciser que ce montant ne correspond pas uniquement au financement de leurs bibliothèques, mais à l'ensemble des activités menées par ces organisations.

En deuxième position, l'établissement public reçoit 3 145 000€, un niveau de financement nettement inférieur à celui des instituts culturels, mais néanmoins très supérieur aux trois autres catégories. Là encore, le montant ne concerne pas exclusivement la bibliothèque du Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, mais l'ensemble des activités de la structure.

Les bibliothèques agréées communales et bibliothèques agréées associatives reçoivent respectivement 351 500€ et 261 500€. Enfin, les bibliothèques publiques non agréées constituent la catégorie la moins soutenue, avec 25 000€.

²¹ Note de lecture : La présence d'un axe brisé indique que l'échelle de l'axe vertical n'est pas continue : elle comporte une interruption permettant de représenter, dans un même graphique, des valeurs très éloignées les unes des autres tout en facilitant leur comparaison visuelle.

Globalement, cette distribution met en évidence une prépondérance très marquée des instituts culturels, qui représentent à eux seuls environ 96 % du montant total. L'établissement public représente 3,4 %, tandis que chacune des catégories de bibliothèques agréées représente moins de 0,5 %.

Cette concentration s'explique notamment par le fait que les instituts culturels et l'établissement public sont des structures de plus grande envergure, disposant de ressources plus importantes et déployant des activités beaucoup plus larges que les bibliothèques proprement dites, d'où la pertinence de revoir les aides étatiques octroyées aux bibliothèques communales et associatives à la hausse.

3.6. LES USAGES DES BIBLIOTHÈQUES AU LUXEMBOURG

En 2023, le ministère de la Culture a mandaté l'Institut luxembourgeois de recherches sociales et d'études de marchés (ILRES) pour réaliser une enquête sur les pratiques de lecture et l'usage des bibliothèques au Luxembourg. Cette étude visait à dresser un état des lieux actuel et à mettre en lumière les habitudes et attentes de la population résidente. Pour ce faire, un échantillon représentatif des personnes âgées de 16 ans et plus a été interrogé. Au total, 1 030 répondant/es ont participé à l'enquête entre septembre et octobre 2023.

Cette section présente une synthèse des principaux résultats relatifs aux usages des bibliothèques issus de cette enquête.²²

3.6.1. Les inscriptions et leurs raisons

On constate que 25 % des répondant/es sont inscrit/es dans au moins une bibliothèque du pays. Parmi ces personnes, 17 % sont inscrites à la Bibliothèque nationale du Luxembourg (BnL), 8 % dans une bibliothèque régionale et 6 % au Luxembourg Learning Centre (la bibliothèque de l'Université du Luxembourg ou LLC). Notons qu'une personne peut être inscrite dans plusieurs bibliothèques à la fois. Ces chiffres marquent une progression par rapport à l'enquête sur les pratiques culturelles réalisée en 2009²³ : à l'époque, 15 % des personnes étaient inscrites, contre 25 % en 2023.

En se penchant sur les chiffres, on observe que le nombre de personnes inscrites en bibliothèque augmente avec le nombre de livres qu'elles lisent (passant de 21 % pour les personnes ayant lu entre 1 et 4 livres à 36 % pour les personnes ayant lu 20 livres et plus). Les femmes sont légèrement plus nombreuses à être inscrites avec 29 % (contre 21 % pour les hommes). Le niveau de formation joue également un rôle : 34 % des personnes disposant d'une formation du supérieur sont inscrites, contre 20 % des personnes avec une formation du secondaire et 11 % des personnes avec une formation du primaire.

On observe également que le lieu de résidence a un impact sur l'utilisation des bibliothèques. Ainsi, on constate que dans la région Nord, la part des personnes inscrit/es est la plus faible (15 %, contre 31 % pour Luxembourg-Ville). La part des personnes inscrit/es à la BnL, par exemple, diminue plus leur lieu de résidence est éloigné ou plus difficilement joignable par les moyens de transport.

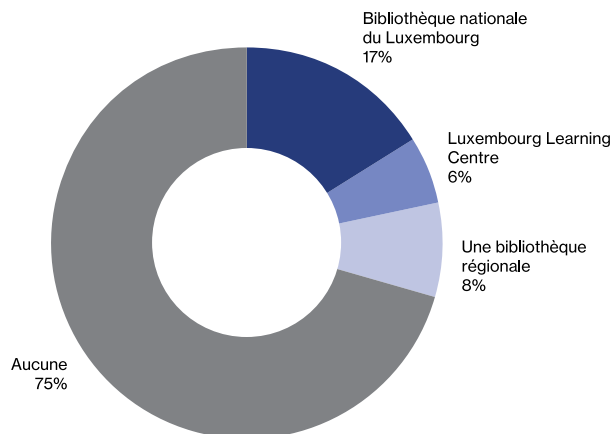
Pour les inscriptions dans tous les types de bibliothèques confondus, on observe que la tranche d'âge de 16 à 24 ans compte le plus d'inscrit/es (41 %, contre une moyenne de 25 % pour toutes les tranches d'âge). L'effet générationnel s'observe surtout au LLC avec 22 % des 16-24 ans qui y sont inscrit/es (par rapport à la moyenne de 6 % pour toutes les tranches d'âge).

²² Pour le rapport complet, voir : *Les études du ministère de la Culture 03 : Les pratiques de lecture et les usages des bibliothèques au Luxembourg*, ministère de la Culture (éd.), Luxembourg, juillet 2024 (<https://mcult.gouvernement.lu/fr/publications/rapport-etude-analyse/etude-pratiques-lecture-usages-bibliotheques/etude-pratiques-lecture-usages-bibliotheques.html>).

²³ Monique Borsenberger, Julia Bardes, Stéphanie Cassilde, Christian Lamour, Laureen Vanni et Anne Villeret, « Les pratiques culturelles au Luxembourg en 2009 » Volume 1, étude commanditée par le ministère de la Culture, CEPS/INSTEAD (éd.), Esch-sur-Alzette, 2011.

Graphique 40 : Les personnes inscrites en bibliothèque(s) au Luxembourg (en %)

25 % des répondant/es
sont inscrit/es en bibliothèque



Source : Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES

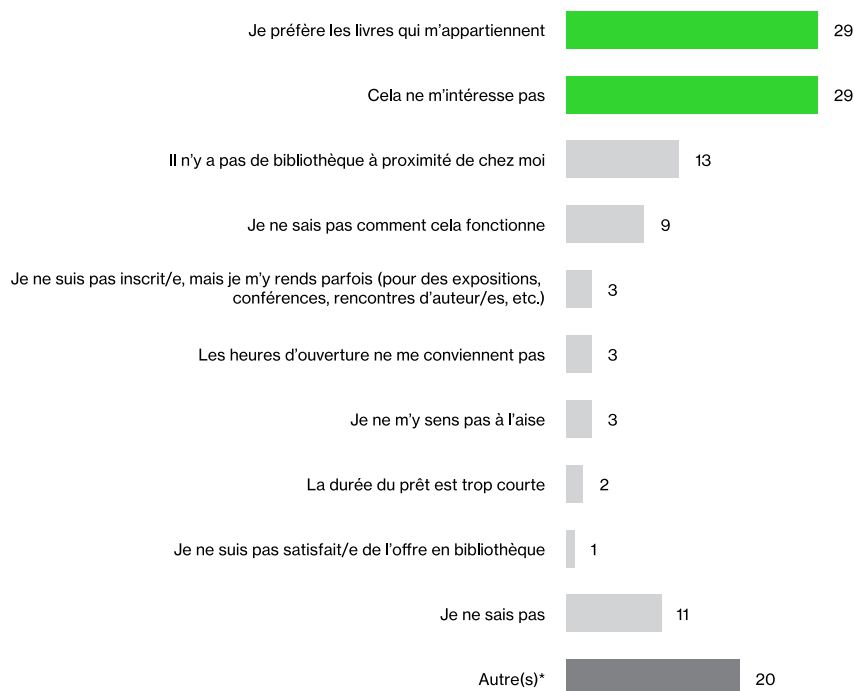
Champ : Ensemble des répondant/es, n=1030

Question : Au Luxembourg, êtes-vous actuellement inscrit/e à ... ?

Les personnes qui ne sont pas inscrites dans une bibliothèque citent comme raisons majeures une préférence pour leurs propres livres (29 %) et le fait que l'inscription en bibliothèque ne leur semble pas intéressante (29 %). Le manque d'intérêt est le plus accentué parmi les personnes qui ont indiqué ne pas avoir lu de livre pendant les douze derniers mois (55 %) et parmi les hommes (35 %, contre 23 % pour les femmes).

La distance par rapport au domicile et le manque de connaissance relatif au fonctionnement d'une bibliothèque se retrouvent en deuxième et troisième place avec 13 % et 9 % respectivement. D'autres facteurs comme les heures d'ouverture ne jouent pas de rôle important dans la décision de s'inscrire.

Graphique 41 : Les raisons de ne pas être inscrit/e dans une bibliothèque (en %)



Source : Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES

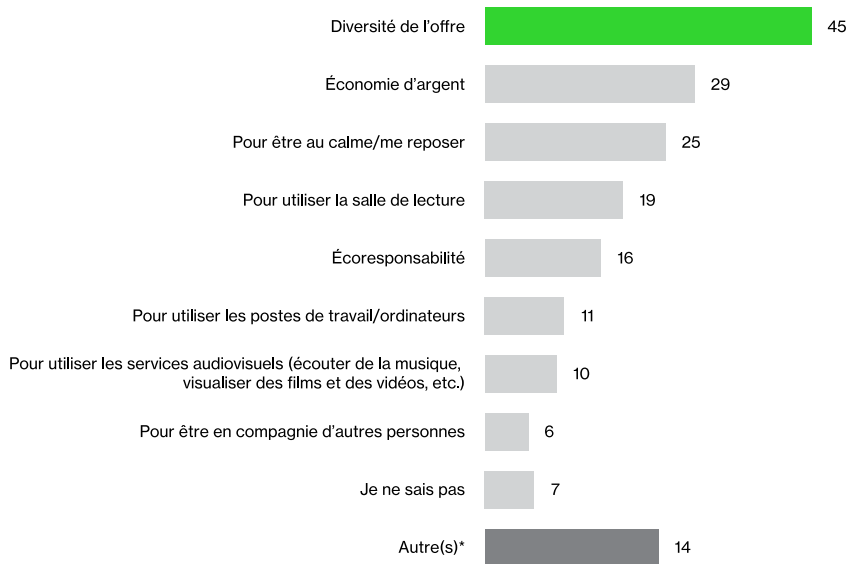
Champ : Personnes qui ne sont pas inscrites dans une bibliothèque, n=784

Question : Pourquoi n'êtes-vous pas inscrit/e à une de ces bibliothèques ?

Les motivations pour les personnes inscrites en bibliothèque sont principalement la diversité de l'offre (45 %), l'économie d'argent (29 %) et la tranquillité du lieu (25 %). Viennent ensuite le recours à la salle de lecture (19 %) et l'écoresponsabilité (16 %).

En analysant les chiffres de plus près, on constate que la diversité de l'offre est un facteur plus important pour les plus de 55 ans (avec 58 %) que pour les 16-34 ans (avec 26 %). L'économie d'argent est plus importante au niveau des personnes lisant un nombre de livres important (par exemple, 45 % pour les personnes ayant lu entre 10 et 19 livres et 16 % pour les personnes ayant lu entre 1 et 4 livres). La situation économique des personnes n'apparaît pas comme avoir influencé le choix de cette réponse. Cependant, l'économie d'argent est un facteur plus significatif pour les femmes (38 %) que pour les hommes (17 %). En ce qui concerne l'écoresponsabilité, on observe le même phénomène (23 % des femmes contre 8 % des hommes).

En revanche, la bibliothèque en tant qu'endroit calme et reposant est un facteur plus important pour les personnes déclarant avoir des difficultés financières (47 %, contre 15 % pour celles qui déclarent ne pas avoir de difficultés). Pour la tranche d'âge de 16 à 34 ans, cette raison est également mentionnée plus fréquemment (36 %) que pour les autres tranches d'âge (18 % pour les 35-54 ans et 19 % pour les plus de 55 ans). L'utilisation des postes de travail est également citée plus souvent par les 16-34 ans (17 %, contre 8 % pour les 35-54 ans et 5 % pour les plus de 55 ans).

Graphique 42 : Les raisons de s'être inscrit/e dans une bibliothèque (en %)

Source : *Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES*

Champ : *Personnes inscrites dans une bibliothèque, n=246*

Question : *Pour quelle(s) raison(s) vous êtes-vous inscrit(e) à une bibliothèque au Luxembourg ?*

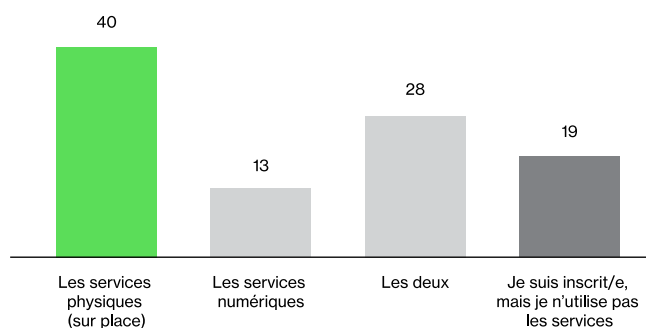
3.6.2. Les services utilisés

Les bibliothèques offrent de nombreux services et ce aussi bien sur place qu'en ligne. 40 % des personnes inscrites en bibliothèque déclarent utiliser exclusivement les services physiques et 13 % exclusivement les services numériques. L'utilisation simultanée de services physiques et numériques est vraie pour 28 % des personnes inscrites. 19 % des personnes disent être inscrites dans une bibliothèque sans toutefois utiliser un service quel qu'il soit.

L'effet générationnel n'est pas très prononcé à ce niveau. On observe une prépondérance d'utilisateurs/euses de services physiques parmi les 55 ans et plus (53 %, contre 32 % des 16-34 ans) et, à l'inverse, une utilisation des services numériques légèrement supérieure parmi le public des 16-34 ans (17 %, contre 11 % des 55 ans et plus). L'utilisation simultanée des services physiques et numériques diminue également avec l'âge (33 % pour les 16-34 ans et 17 % pour les 55 ans et plus).

Par ailleurs, les services physiques sont plus utilisés par les personnes n'ayant pas d'activité professionnelle (47 %, contre 35 % pour les personnes ayant une activité professionnelle). Pour les services numériques, les chiffres se rejoignent (14 % pour les personnes non actives et 13 % pour les personnes actives), mais s'inversent pour l'utilisation simultanée des services physiques et numériques (31 % pour les personnes actives et 23 % pour les personnes non actives).

Graphique 43 : Les services utilisés qui sont offerts par les bibliothèques (en %)



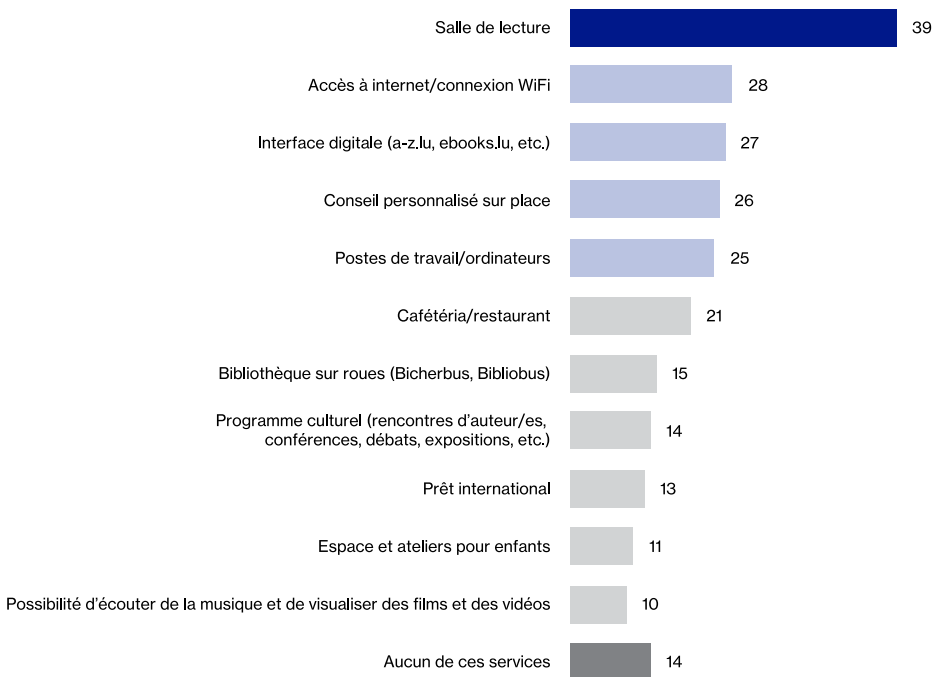
Source : Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES

Champ : Personnes inscrites en bibliothèque, n=246

Question : Quels services offerts par les bibliothèques utilisez-vous ?

Parmi les services offerts par les bibliothèques, la salle de lecture figure en premier lieu avec 39 % de personnes qui l'utilisent, suivi par l'accès à internet avec 28 %, l'interface digitale (comme le moteur de recherche a-z.lu) avec 27 %, le conseil personnalisé avec 26 %, les postes de travail avec 25 % et l'espace de restauration avec 21 %. Les services tels que la bibliothèque sur roues (notamment le *Bicherbus*), le programme culturel (conférences, expositions et autres), le prêt international, les offres pour enfants et l'écoute de musique et la visualisation de films et de vidéos sont également utilisés mais de manière moins fréquente. Notons ici que les services énumérés ne sont pas offerts par toutes les bibliothèques, ce qui explique que certains d'entre eux sont cités plus fréquemment que d'autres.

Concernant les caractéristiques sociodémographiques, on observe peu de différences significatives. Nous voyons toutefois que l'utilisation de l'accès internet et des postes de travail diminue avec l'âge et que les personnes déclarant avoir des difficultés financières ont plus tendance à utiliser ces services. L'utilisation d'une salle de lecture diminue plus la région d'habitation est éloignée de Luxembourg-Ville.

Graphique 44 : Les services utilisés - en détail (en %)

Source : *Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES*

Champ : *Personnes inscrites en bibliothèque, n=246*

Question : *Quel(s) service(s) offert(s) par des bibliothèques au Luxembourg avez-vous déjà utilisé ?*

3.6.3. Les attentes face à une bibliothèque du 21^e siècle

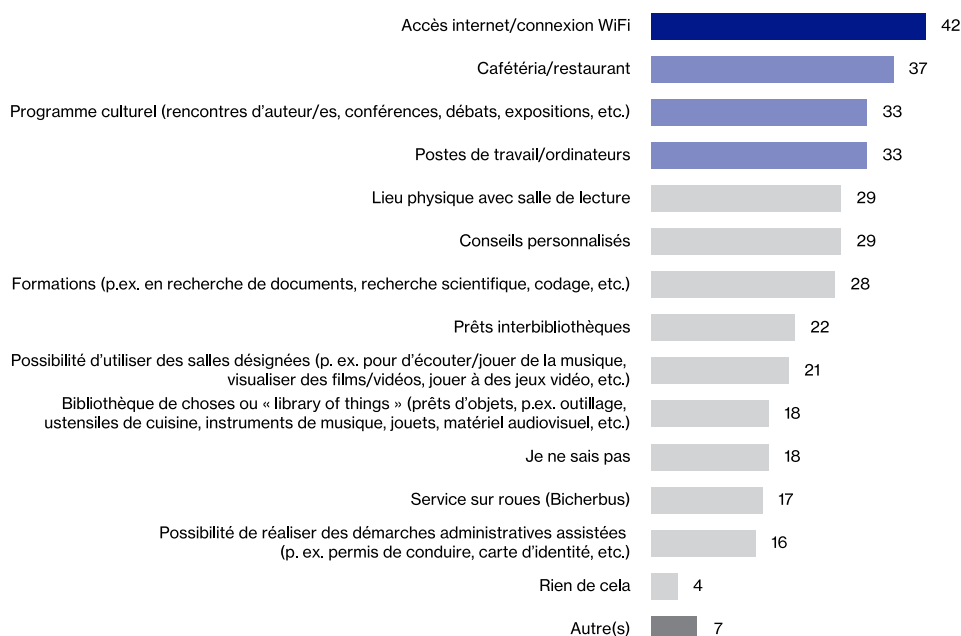
Finalement, quelles sont les attentes que les personnes ont d'une bibliothèque du 21^e siècle ? Afin d'en savoir plus, un choix de différents services présents dans les bibliothèques au Luxembourg et ailleurs a été proposé à l'ensemble des participant/es. En tête des attentes figurent l'accès à Internet (42 %) et la présence d'une cafétéria ou d'un restaurant (37 %). Pour ces deux services, les proportions sont similaires chez les personnes inscrites et non inscrites en bibliothèque. En revanche, pour tous les autres services proposés, les personnes inscrites expriment des attentes plus élevées, ce qui peut s'expliquer par une meilleure connaissance des lieux et un usage plus poussé des bibliothèques.

Un tiers des personnes interrogées estiment qu'une bibliothèque devrait offrir un programme culturel (rencontres d'auteur/es, expositions, etc.) ainsi que des postes de travail ou des ordinateurs. Plus d'un quart des personnes désirent avoir une salle de lecture (29 %), des conseils personnalisés (29 %) et des formations comme la recherche de documents (28 %).

Viennent ensuite les prêts interbibliothèques (22 %) ainsi que la possibilité d'utiliser des espaces dédiés pour écouter ou jouer de la musique ou visionner des films (21 %). 18 % des personnes pensent qu'il devrait également y avoir une bibliothèque de choses ou *library of things*. Ce concept, né dans un esprit d'économie circulaire et répandu

notamment dans les pays anglo-saxons, offre la possibilité d'emprunter des objets du quotidien comme de l'outillage ou du matériel audiovisuel. En fin de liste, nous retrouvons les personnes qui n'ont pas d'avis sur la question (18 %), le service sur roues comme le *Bicherbus* (17 %) et la possibilité d'être assisté/e dans des démarches administratives simples (16 %) – un service que l'on peut trouver dans certaines bibliothèques à l'étranger.

Graphique 45 : Les services d'une bibliothèque du 21^e siècle (en %)



Source : *Enquête lecture et bibliothèques 2023, ministère de la Culture et ILRES*

Champ : Ensemble des répondant/es, n=1 030

Question : À votre avis, quel(s) service(s) une bibliothèque du 21^e siècle devrait-elle offrir à ses usagers et usagères ?

3.6.4. Conclusion

L'enquête réalisée en 2023 révèle non seulement une progression des pratiques de lecture au sein de la population, mais également une hausse du nombre de personnes inscrites en bibliothèque : 25 % des répondant/es sont membres d'au moins une bibliothèque. Les motivations principales pour s'inscrire sont la diversité de l'offre, l'économie d'argent et la tranquillité des lieux, tandis que la non-inscription s'explique surtout par une préférence pour les livres personnels et un manque d'intérêt perçu.

Concernant les usages, la majorité des personnes inscrites privilégie les services physiques, mais près d'un tiers combine services physiques et numériques. Parmi les services les plus utilisés figurent la salle de lecture, l'accès à Internet, l'interface digitale et le conseil personnalisé. Enfin, les attentes envers une bibliothèque du 21^e siècle vont au-delà des fonctions traditionnelles : accès Internet, espaces de restauration, programme culturel, postes de travail et formations sont plébiscités, témoignant d'une vision élargie du rôle des bibliothèques dans la vie culturelle et sociale.

—4 Annexes

4.1. BIBLIO- ET WEBOGRAPHIE

- Bibliothèque nationale (BnL), *Vision 2030 : La BnL en voie de transformation ; Bibliothèque nationale (éd.), 2022.*
- Bibliothèque nationale (BnL), *Bibliographie nationale.*
- Bardes, Julia et Borsenberger, Monique, « Les Pratiques culturelles et médiatiques au Luxembourg. Eléments de synthèse de l'enquête Culture 2009 », *Les Cahiers du CEPS au Luxembourg », Cahier PSELL, n°153, CEPS/INSTEAD (éd.), Differdange, 2006.*
- Divers documents et statistiques internes du ministère de la Culture par rapport au secteur des bibliothèques, Luxembourg.
- Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques (IFLA) & Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : *Manifeste IFLA-UNESCO sur la bibliothèque publique, 2022.*
- Knoche, Michael: *Die Idee der Bibliothek und ihrer Zukunft*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2017.
- Linster, Bernard: *Die Entwicklung des luxemburgischen Bibliothekswesens von seinen Anfängen bis heute: auf dem Weg zum strukturierten Bibliothekssystem?*, Köln 2011 (= Kölner Arbeitspapiere zur Bibliotheks- und Informationswissenschaft, Bd. 55), p. 13.
- Ministère de la Culture / Kox, Jo, *Kulturentwicklungsplang 2018-2028 – Volume 1*, ministère de la Culture (éd.), Luxembourg, 2018.
- Ministère de la Culture, *Les études du ministère de la Culture 03 : Les pratiques de lecture et les usages des bibliothèques au Luxembourg*, ministère de la Culture (éd.), Luxembourg, juillet 2024.
- Reding, Jean-Marie : „Les bibliothèques au Luxembourg“, in: Frédéric Blin (dir.), *Les bibliothèques en Europe. Organisation, projets, perspectives*, 2013, p. 261-265.
- Reding, Jean-Marie: (éd.), *Lëtzeburger Bibliothéiksguide*, 7^e édition, Luxemburg, 2025.
- Robin, Philippe : *L'emploi du champ culturel*, ministère de la Culture (éd.), Luxembourg, 2023.

4.2. RÉPERTOIRE DES BIBLIOTHÈQUES

Le présent répertoire recense les bibliothèques en fonction de leur typologie. Il repose à la fois sur le relevé du réseau des bibliothèques (Bibnet) fourni par la Bibliothèque nationale et sur la dernière édition du *Lëtzebuenger Bibliothéiksguide* (2025) réalisé par Jean-Marie Reding. Les bibliothèques de l'enseignement primaire, dont l'accès est limité aux communautés scolaires concernées, ont été exclues de ce recensement.

Bibliothèque nationale

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Bibliothèque nationale de Luxembourg	Bibliothèque nationale	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui

Bibliothèques publiques

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Bibliothéik Eschduerf	Bibliothèque publique	Eschdorf	Wiltz	Associative	Oui
Bibliothèque municipale de Differdange	Bibliothèque publique	Differdange	Esch-sur-Alzette	Municipale	Oui
Bibliothèque municipale de Grevenmacher	Bibliothèque publique	Grevenmacher	Grevenmacher	Municipale	Oui
Bibliothèque publique régionale de Dudelange	Bibliothèque publique	Dudelange	Esch-sur-Alzette	Municipale	Oui
Bibliothèque Tony Bourg	Bibliothèque publique	Troisvierges	Clervaux	Municipale	Oui
Bicherbus	Bibliothèque publique	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Bicherthéik Schengen	Bibliothèque publique	Schwebsange	Remich	Municipale	Oui
Centre culturel et d'éducation populaire de Bonnevoie	Bibliothèque publique	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Lëtzebuerg City Bibliothèque	Bibliothèque publique	Luxembourg	Luxembourg	Municipale	Oui
Escher Bibliothéik	Bibliothèque publique	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Municipale	Oui
Ettelbrécker Bibliothéik	Bibliothèque publique	Ettelbruck	Diekirch	Associative	Oui
Lënster Bibliothéik	Bibliothèque publique	Junglinster	Grevenmacher	Associative	Non
Mierscher Lieshaus	Bibliothèque publique	Mersch	Mersch	Associative	Oui
Musel-Sauer-Mediathéik	Bibliothèque publique	Wasserbillig	Grevenmacher	Associative	Oui
Ourdall Bibliothéik	Bibliothèque publique	Vianden	Vianden	Associative	Oui
Weeltzer Ludo-Bibliothéik	Bibliothèque publique	Wiltz	Wiltz	Associative	Oui

Bibliothèques spécialisées

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
2 Musées de la Ville de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Municipale	Oui
Abbaye de Clervaux, Bibliothèque	Bibliothèque spécialisée	Clervaux	Clervaux	Privé	Non
Administration de la gestion de l'eau	Bibliothèque spécialisée	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Amis de l'histoire de la commune de Pétange	Bibliothèque spécialisée	Lamadelaine	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Amis de l'histoire de la forteresse de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Archives diocésaines	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Oui
Archives de la Ville de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Municipale	Non
Archives nationales de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Arcus - Centre Formida	Bibliothèque spécialisée	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Associative	Oui
Arcus - Spillzenter	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Banque centrale du Luxembourg (BCL)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Non
Bibliothèque centrale de la Magistrature	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Bibliothèque Centrale de la Commission Européenne à Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
Bibliothèque de l'IPIL (Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg)	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Bibliothèque du Consistoire israélite du Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Bibliothèque du General Patton Memorial Museum	Bibliothèque spécialisée	Ettelbruck	Diekirch	Associative	Non
Bibliothèque Marc Grond	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Bibliothèque portugaise	Bibliothèque spécialisée	Ettelbruck	Diekirch	Associative	Non
Camões - Centre culturel portugues no Luxemburgo	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Centre d'animation pédagogique et de loisirs (CAPEL)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Municipale	Non
Centre de documentation de la Fédération de l'UGDA	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	Privé	Oui

Secteur des bibliothèques

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Centre de documentation et d'information sur les migrations humaines (CDMH)	Bibliothèque spécialisée	Dudelange	Esch-sur-Alzette	Associative	Oui
Centre de documentation musicale de l'École de musique de l'UGDA	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	Associative	Oui
Centre de documentation pédagogique – IFEN	Bibliothèque spécialisée	Walferdange	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Centre de documentation sur la forteresse du Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Non
Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Non
Centre national de l'audiovisuel (CNA)	Bibliothèque spécialisée	Dudelange	Esch-sur-Alzette	Paraétatique	Oui
Centre national de littérature (CNL)	Bibliothèque spécialisée	Mersch	Mersch	Paraétatique	Oui
Centre national de prévention des addictions (CNAPA)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Non
Centre national de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation (Rehazenter)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Centre pénitentiaire de Luxembourg - site Givenich	Bibliothèque spécialisée	Givenich	Luxembourg	État	Non
Centre pénitentiaire de Luxembourg - site Schrassig	Bibliothèque spécialisée	Schrassig	Luxembourg	État	Non
Centre pénitentiaire de Luxembourg - site Sanem	Bibliothèque spécialisée	Sanem	Luxembourg	État	Non
Centre pour le développement des apprentissages Differdange	Bibliothèque spécialisée	Oberkorn	Esch-sur-Alzette	Paraétatique	Oui
Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA)	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Centre pour le développement des compétences relatives à la vue (CDV)	Bibliothèque spécialisée	Bertrange	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Centre pour le développement intellectuel (CDI)	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	État	Non
Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA)	Bibliothèque spécialisée	Leudelange	Esch-sur-Alzette	Paraétatique	Oui

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CEPAS)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
Cercle Culturel et historique de Leudelange	Bibliothèque spécialisée	Leudelange	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Cercle d'études sur la bataille des Ardennes (CDEBA)	Bibliothèque spécialisée	Lieler	Clervaux	Associative	Non
Chambre des Députés	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
CID Fraen an Gender	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Cinémathèque	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Municipale	Non
Circolo Culturale e Ricreativo Eugenio Curiel	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Circulo cultural espanol "Antonio Machado" a.s.b.l.	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
CITIM (Centre d'information Tiers Monde)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Club Haus beim Kiosk	Bibliothèque spécialisée	Schifflange	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Conseil d'État	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Conservatoire de musique de la Ville de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Conservatoire de musique d'Esch-sur-Alzette	Bibliothèque spécialisée	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Conservatoire de musique du Nord - sites Diekirch et Ettelbruck	Bibliothèque spécialisée	Ettelbruck	Diekirch	Municipale	Oui
Cour de Justice de l'Union Européenne	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
Cour des comptes Européenne	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
ErwuesseBildung	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
European Institute of Cultural Routes	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
Fondation Lëtzebuurger Blannevereenegung	Bibliothèque spécialisée	Rollingen	Mersch	Privé	Non
GERO - Kompetenz-zenter fir den Alter	Bibliothèque spécialisée	Itzig	Luxembourg	Associative	Non
Centre Jean XXIII - Grand séminaire de Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Oui
Il était une fois, Coin de lecture	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non

Secteur des bibliothèques

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
InfoLab - Casino Luxembourg, Forum d'art contemporain	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Institut Grand-Ducal - Section des arts et lettres	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Non
Institut Grand-Ducal - Section des sciences naturelles, physiques et mathématiques	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Institut Grand-Ducal - Section historique	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Institut Grand-Ducal - Section linguistique, d'ethnologie et d'onomastique	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Non
Institut national de la statistique et des études économiques (STATEC)	Bibliothèque spécialisée	Belvaux	Esch-sur- Alzette	État	Oui
Institut national des langues (INL) - Site Belval	Bibliothèque spécialisée	Belvaux	Esch-sur- Alzette	État	Oui
Institut national des langues (INL) - Site Luxembourg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Institut national de recherches archéologiques (INRA)	Bibliothèque spécialisée	Bertrange	Luxembourg	État	Oui
Lëtzebuurger Architek- tur Musée (LAM)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Ligue luxembourgeoise de l'enseignement	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Luxembourg Center for Architecture (LUCA)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Oui
Luxembourg Institute of Health (LIH)	Bibliothèque spécialisée	Strassen	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST)	Bibliothèque spécialisée	Esch-sur- Alzette	Esch-sur- Alzette	Paraétatique	Oui
Luxracines, biblio Walferdange	Bibliothèque spécialisée	Walferdange	Luxembourg	Associative	Non
Maison de la culture A Rousen	Bibliothèque spécialisée	Pétange	Esch-sur- Alzette	Municipale	Non
Mémorial de la Déportation	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Mënscherechts- bibliothék	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Non
Musée national de la Résistance	Bibliothèque spécialisée	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Privé	Non
Musée national des mines	Bibliothèque spécialisée	Rumelange	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Musée national d'archéologie, d'histoire et d'art Luxembourg (MNAHA)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Musée national d'histoire militaire (MNHM)	Bibliothèque spécialisée	Diekirch	Diekirch	Associative	Oui
Musée Rural et des Calèches Peppange	Bibliothèque spécialisée	Peppange	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Musée Victor Hugo	Bibliothèque spécialisée	Vianden	Vianden	Associative	Non
natur&ëmwelt	Bibliothèque spécialisée	Kockelscheuer	Esch-sur-Alzette	Associative	Oui
Nederlandstalige Jeugd-bibliotheek Luxemburg	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
oekobib mediathéik	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui
Service de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Service géologique de l'État	Bibliothèque spécialisée	Bertrange	Luxembourg	État	Oui
Service national de la jeunesse (SNJ)	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
Société préhistorique luxembourgeoise (SPL)	Bibliothèque spécialisée	Waldbillig	Echternach	Associative	Non
Ukrainian Library - Bibliothèque ukrainienne	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Cour de Justice de l'Union Européenne	Bibliothèque spécialisée	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
Zentrum fir politesch Bildung	Bibliothèque spécialisée	Walferdange	Luxembourg	Privé	Oui

Bibliothèques scolaires

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Atert-Lycée Redange	Bibliothèque scolaire	Redange/ Attert	Redange	État	Non
Athénée de Luxembourg	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
École nationale pour Adultes (Enad) - site Esch-Belval	Bibliothèque scolaire	Esch-Belval	Esch-sur-Alzette	État	Oui
École nationale pour Adultes (Enad) - site Luxembourg	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg (EHTL)	Bibliothèque scolaire	Diekirch	Diekirch	État	Non
École européenne de Luxembourg I	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Union européenne	Non
Ecole européenne Luxembourg II	Bibliothèque scolaire	Bertrange	Luxembourg	Union européenne	Non
École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette - site Differdange	Bibliothèque scolaire	Differdange	Esch-sur-Alzette	État	Oui
École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette - site Esch-sur-Alzette	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui
École internationale Gaston Thorn	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
École internationale Mersch Anne Beffort (EIMAB)	Bibliothèque scolaire	Mersch	Mersch	État	Non
École internationale Mondorf-les-Bains	Bibliothèque scolaire	Mondorf-les-Bains	Remich	État	Non
École nationale de l'Éducation Physique et des Sports - Sportlycée	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) - site Bascharage	Bibliothèque scolaire	Bascharage	Capellen	État	Non
École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) - site Ettelbruck	Bibliothèque scolaire	Ettelbruck	Diekirch	État	Non
École nationale de santé du Luxembourg (ENSA) - Siège	Bibliothèque scolaire	Strassen	Luxembourg	État	Oui
École Privée Sainte-Anne	Bibliothèque scolaire	Ettelbruck	Diekirch	Privé	Non
École Privée Fieldgen	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Non
École Privée Marie-Consolatrice d'Esch-sur-Alzette (EPMC)	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Associative	Non
Fräi-ëffentlech Waldorfschoul Lëtzebuerg	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Oui

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
International School of Luxembourg (ISL)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Lënster Lycée International School	Bibliothèque scolaire	Junglinster	Grevenmacher	État	Oui
Lycée Aline Mayrisch	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée Bel-Val	Bibliothèque scolaire	Belvaux	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée classique de Diekirch, Bibliothéik Camille Sutor	Bibliothèque scolaire	Diekirch	Diekirch	État	Oui
Lycée classique de Diekirch - Nouveau Bâtiment	Bibliothèque scolaire	Diekirch	Diekirch	État	Oui
Lycée classique d'Echternach - Bibliothèque de travail	Bibliothèque scolaire	Echternach	Echternach	État	Oui
Lycée classique d'Echternach - Bibliothèque des élèves	Bibliothèque scolaire	Echternach	Echternach	État	Oui
Lycée classique d'Echternach - Bibliothèque des professeurs	Bibliothèque scolaire	Echternach	Echternach	État	Oui
Lycée des Arts et Métiers - site Dommeldange	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée des Arts et Métiers - site Limpertsberg	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Etat	Oui
Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette (LGE)	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Non
Lycée du Nord	Bibliothèque scolaire	Wiltz	Wiltz	État	Non
Lycée Edward Steichen International School (LESC)	Bibliothèque scolaire	Clervaux	Clervaux	État	Oui
Lycée privé Emile Metz (LPEM)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Non
Lycée Ermesinde Mersch (LEM)	Bibliothèque scolaire	Mersch	Mersch	État	Non
Lycée Guillaume Kroll	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée Hubert Clément (LHCE)	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée Josy Barthel Mamer	Bibliothèque scolaire	Mamer	Capellen	État	Oui
Lycée Mathias Adam (LYMA)	Bibliothèque scolaire	Lamadelaine	Esch-sur-Alzette	État	Oui

Secteur des bibliothèques

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Lycée Mathias Adam (LYMA)	Bibliothèque scolaire	Lamadelaine	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée International School Michel Lucius (LML)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée Michel Rodange	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée Nic-Biever (LNB)	Bibliothèque scolaire	Dudelange	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée Robert Schuman (LRSL)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée technique agricole (LTA)	Bibliothèque scolaire	Gilsdorf	Diekirch	État	Oui
Bouneweger Lycée Luxembourg	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Oui
Lycée technique de Lallange	Bibliothèque scolaire	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui
Lycée technique d'Ettelbruck (LTett)	Bibliothèque scolaire	Ettelbruck	Diekirch	État	Non
Lycée technique du Centre (LTC)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
Lycée technique Ecole de Commerce et de Gestion (CDI-LTECG)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES)	Bibliothèque scolaire	Mersch	Mersch	État	Oui
Lycée Vauban	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Associative	Non
Maacher Lycée (MLG)	Bibliothèque scolaire	Grevenmacher	Grevenmacher	État	Oui
Nordstad-Lycée	Bibliothèque scolaire	Diekirch	Diekirch	État	Oui
Service de l'intégration et de l'accueil scolaire (SIA)	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	État	Non
St. George's International School	Bibliothèque scolaire	Luxembourg	Luxembourg	Privé	Non

Bibliothèques de recherche

Nom de l'établissement	Type de bibliothèque	Localité	Canton	Exploitant	Appartenance au réseau bibnet.lu
Luxembourg Centre for European Law	Bibliothèque de recherche	Luxembourg	Luxembourg	Paraétatique	Oui
Luxembourg Learning Center (LLC)	Bibliothèque de recherche	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	État	Oui



Cage d'escalier du Luxembourg Learning Center (LLC) © Sana Murad

Le Kulturentwécklungsplang 2018-2028 est une série de publications du ministère de la Culture, Luxembourg, composé de douze volumes, qui seront complétés au cours des années.

Kep 1.0 – volume 12
État des lieux sectoriel
Secteur des bibliothèques

Conception et coordination éditoriale
Cédric Kayser

Responsables de publication
Carl Adalsteinsson, Nadine Erpelding

Rédaction
Laurence Brasseur, Henning Marmulla (inventaire),
Cédric Kayser, Romy Wiesen

Relecture
Friederike Mayer-Lindenberg, Inge Orlowski,
Janina Strötgen, Anne Lanners

Photos
Eric Chenal, Sana Murad

Conception graphique
MONOGRAM : Miriam Rosner, Denis Devaux

Impression
Septembre 2026

ISBN 978-2-87984-179-3



9 782879 841793